

ELECTIONS LÉGISLATIVES

Le Président Tebboune convoque le corps électoral pour le 12 juin 2021

P. 24

LIBYE

Le Président Tebboune se félicite de la formation du Gouvernement d'union nationale

P. 24

ALGÉRIE-MALI

Le chef de l'Etat malien en visite de travail et d'amitié en Algérie

P. 24

DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE ALGÉRIENNE

M. Djerad : «se focaliser sur le numérique pour la construction de l'économie, "un choix stratégique"»

Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, a affirmé, hier, à Alger, que le fait de se focaliser sur le numérique et la connaissance pour la construction de l'économie se voulait "un choix stratégique" à même de garantir l'accompagnement du processus de diversification économique. "Se focaliser sur le numérique et la connaissance pour construire l'économie, est un choix stratégique pour garantir l'accompagnement du processus de diversification économique et l'investissement dans tous les moyens disponibles et les opportunités permettant au pays de s'affranchir de sa dépendance aux hydrocarbures, en s'appuyant sur les micro-entreprises, l'économie du savoir et les startups, étant les nouveaux catalyseurs du développement", a fait savoir M. Djerad dans une allocution prononcée à l'occasion de la cérémonie de lancement officiel des services de certification et de signature électroniques au Centre international des conférences (CIC) "Abdellatif Rahal".

P. 24

DKnews/APS



CROISSANCE ÉCONOMIQUE DE L'ALGÉRIE

La BAD prévoit un rebond de 3,4 % en 2021

P. 6

INTERNET FIXE ET MOBILE

Plus de 42,55 millions d'abonnés au 4^{ème} trimestre 2020

P. 3

PRODUCTION AGRICOLE

"La saison 2020-2021 augure d'une collecte record de céréales"

P. 6

SANTÉ

ACCIDENTS DOMESTIQUES

Moins d'accidents domestiques pendant le confinement

P.p 12-13

FOOTBALL

ÉLECTIONS DE CAF

Le Sud-Africain Patrice Motsepe élu président par acclamation

P. 21



INTERNET - GAFA

Facebook cherche à faire annuler des poursuites anti-monopole

P. 17

MDN

LUTTE CONTRE LE TERRORISME

Un terroriste capturé par les services de sécurité à Tamanrasset

P. 24

BORDJ BOU ARRERIDJ Quatre morts et 10 blessés dans un accident de la route à El Hamadia



Quatre (4) personnes ont trouvé la mort et 10 autres ont été blessées dans un accident de la route survenu mercredi sur la route nationale (RN) 45 reliant Bordj Bou Arreridj à M'Sila, dans le segment situé dans la localité de Zerazria, relevant de la commune d'El Hamadia, a-t-on appris auprès de la Protection civile.

L'accident s'est produit suite à une violente collision entre un mini bus de transport de voyageurs desservant la ligne Bordj Bou Arreridj- El Ach (au Sud) et un semi- remorque, causant la mort de quatre personnes et des blessures à 10 autres, selon un bilan préliminaire rapporté par les services de la Protection civile.

"Le bilan est susceptible d'augmenter", a-t-on averti.

Les dépouilles des quatre victimes ont été transférées vers la morgue de l'hôpital Lakhdar Bouzidi au chef-lieu de wilaya, alors que les blessés ont été évacués vers les urgences du même établissement hospitalier, a souligné la même source.

Les services de sécurité territorialement compétents ont ouvert une enquête pour déterminer les causes et les circonstances de ce drame.

Cette route nationale à double sens et plusieurs virages dangereux a été à maintes reprises le théâtre de plusieurs accidents mortels, a-t-on rappelé.

BOUIRA Mort d'un enfant heurté par un véhicule à Lakhdaria



Un enfant, âgé de 10 ans, a trouvé la mort mercredi dans un accident de la route survenu mercredi sur la RN 5 à Tiliouine (Lakhdaria), selon les services de la protection civile.

"La victime a été violemment heurtée par un véhicule touristique sur la RN 5 à Tiliouine relevant de la commune de Lakhdaria (Ouest de Bouira)", a expliqué à l'APS le chargé de la communication de la protection civile, le sous-lieutenant Abdat Youcef.

Le corps sans vie de l'enfant a été transporté à l'hôpital de la ville de Lakhdaria, a-t-il précisé.

Une enquête a été ouverte par les services de la gendarmerie nationale pour élucider les circonstances exactes de cet accident.

BOUMERDES Trois personnes sauvées en mer



Trois (3) personnes âgées entre 18 et 28 ans ont été sauvées en mer mercredi soir au large de Boumerdes par la Protection civile après le chavirement de leur bateau de pêche, a-t-on appris jeudi, auprès de ce corps constitué.

Selon le chargé de la communication de la direction de wilaya de la Protection civile, le lieutenant Hocine Bouchachia, l'accident s'est produit mercredi vers 19h lorsqu'une embarcation de pêche a chaviré à environ 15 mètres de la plage de la ville de Boumerdes, causant ainsi des blessures légères aux trois (3) personnes lesquelles étaient à son bord.

L'intervention des éléments de l'unité principale de la protection civile, appuyés par ceux de l'unité marine a permis de sauver les trois victimes, qui ont été évacuées vers la polyclinique de la ville de Boumerdes où elles ont reçu les soins nécessaires, a indiqué la même source précisant que leur vie n'est pas en danger.

Les éléments de la protection civile ont également retiré l'embarcation, a indiqué la même source soulignant que la cause de cet accident n'est toujours pas connue, a-t-on signalé.

VACANCES SCOLAIRES Plan de sécurité et de prévention



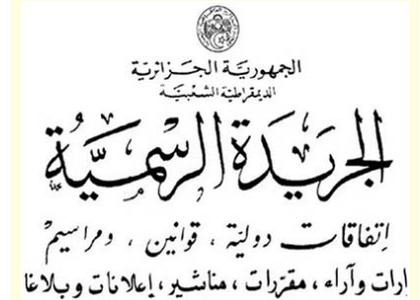
La Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN) a tracé un plan de sécurité et de prévention afin de sécuriser et accompagner les déplacements des familles et des élèves à l'occasion des vacances scolaires de printemps, prévues du 11 au 20 mars en cours, à travers l'ensemble du territoire de compétences de la Sûreté nationale.

La DGSN précise dans un communiqué que ce plan consiste en le renforcement de la présence des dispositifs sécuritaires au niveau des principaux axes routiers, des gares routières, des gares ferroviaires et des espaces de grande affluence, à l'instar des jardins publics et des lieux de loisir et de divertissement.

La DGSN a rappelé, à cette occasion, l'impératif respect du protocole sanitaire mis en place pour la prévention contre la Covid-19, notamment dans les lieux publics, appelant les usagers de la voie publique au respect du code de la route, particulièrement dans les conditions climatiques actuelles.

Les numéros vert 15 48 et de secours (17) ainsi que les liens Facebook et Twitter sont joignables 24h/24 pour tout signalement ou renseignement, rappelle la DGSN.

HABITAT- BTPH Homologation des indices des salaires et matières relatifs à la révision des prix



Un arrêté portant homologation des indices des salaires et matières du 3ème trimestre 2020, utilisés dans les formules d'actualisation et de révision des prix des marchés de travaux du secteur du bâtiment, des travaux publics et de l'hydraulique (BTPH), a été publié au Journal officiel (JO) n 18.

Signé par le ministre de l'habitat, de l'urbanisme et de la ville en date du 4 février 2021, cet arrêté vient en application des dispositions des articles 102 et 103 du décret présidentiel n 15-247 du 16 septembre 2015.

Sont définis et joints en annexe à ce présent arrêté des tableaux comportant les indices des salaires et matières du 3ème trimestre 2020, utilisés dans les formules d'actualisation et de révision des prix des marchés de travaux du secteur du bâtiment, des travaux publics et de l'hydraulique (BTPH), a précisé la même source.

EL BAYADH Saisie de 721 quintaux de blé tendre subventionné



Les services de la Gendarmerie nationale (GN) de la wilaya d'El Bayadh ont saisi 712 quintaux (qx) de blé tendre subventionné, ayant été détourné pour être écouler clandestinement, a-t-on appris, jeudi, auprès de ce corps constitué.

La quantité de blé saisi par une équipe de la Gendarmerie nationale de la commune d'El M'herra, était transportée à bord de deux véhicules poids lourds, a-t-on indiqué.

L'enquête menée auprès de quatre individus en lien avec cette affaire a permis de relever plusieurs infractions relatives au détournement d'un produit de base subventionné, au défaut de facturation et à la non-conformité aux règles d'exercice des pratiques commerciales et à l'exercice d'une activité commerciale non portée sur le registre de commerce.

Le dossier en question a été transféré aux instances judiciaires compétentes, a-t-on affirmé de même source.

LÉGISLATIVES DE 2021

Tebboune honore un autre engagement en faveur d'une nouvelle République

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a signé jeudi le décret portant convocation du corps électoral pour les élections législatives prévues le 12 juin prochain, poursuivant la concrétisation des engagements, pris lors de son élection à la magistrature suprême, pour "l'instauration d'une nouvelle République débarrassée des corrompus et de la corruption".

"En vertu des dispositions de l'article 151, alinéa 02, de la Constitution, le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a signé aujourd'hui 27 Rajab 1442, correspondant au 11 mars 2021, le décret présidentiel 96-01 relatif à la convocation du corps électoral en vue des élections législatives, dont la date est fixée au samedi 12 juin 2021", précise le communiqué.

Le président de la République "a également signé hier 26 Rajab 1442, correspondant au 10 mars 2021, l'ordonnance 21-01 portant loi organique relative au régime électoral".

Le 18 février dernier, le chef de l'Etat a annoncé, dans un discours à la Nation, la dissolution de l'Assemblée populaire nationale (APN) et l'organisation d'élections législatives anticipées.

Cette décision intervient conformément aux dispositions de l'article 151 de la Constitution qui stipule que "Le président du Conseil de la nation, le président de l'Assemblée populaire nationale, le président de la Cour constitutionnelle et le premier ministre ou le chef du gouvernement, selon le cas, consultés, le président de la République peut décider de la dissolution de l'Assemblée populaire nationale ou d'élections législatives anticipées. Dans les deux cas, les élections législatives ont lieu dans un délai maximal de trois (3) mois. Dans le cas où ces élections ne peuvent être organisées dans les délais prévus en raison d'une impossibilité quelconque, ce délai peut être prorogé d'une durée maximale de trois (3) mois après avis de la Cour constitutionnelle".

Ce nouveau rendez-vous électoral, le deuxième depuis son élection à la présidence de la République après le référendum sur la révision de la Constitution, intervient conformément à son engagement visant à "moraliser la vie politique", à "assurer le renouvellement des institutions de l'Etat" et à "réhabiliter les instances élues".

Il s'inscrit également en droite ligne des exigences de "l'édification de l'Etat moderne et répond aux revendications du Hirak populaire".

Réaffirmant sa détermination à œuvrer pour la réussite du scrutin du 12 juin pro-



chain, le chef de l'Etat a déjà assuré que ces élections "ne ressembleront en rien à celles organisées par le passé" et se tiendront "loin de l'argent, sale ou pas".

Lors du Conseil des ministres tenu dimanche, le président de la République a insisté, dans son intervention à l'issue de l'adoption du projet d'ordonnance portant loi organique relative au régime électoral, sur la nécessité de "proscrire, dans toutes les étapes du processus électoral, l'argent, sous toutes ses formes, notamment l'argent sale", pour "garantir l'égalité des chances entre les candidats".

Le Président Tebboune a également mis l'accent sur "la moralisation de la vie politique" et sur "le recours impératif aux Commissaires aux comptes et Comptables agréés issus des wilayas mêmes des candidats pour le contrôle minutieux des sources de financement".

Le chef de l'Etat a appelé, en outre, à "la révision de la condition d'âge pour les jeunes candidats" et au "relèvement, à la moitié au lieu du tiers, de leur quota sur les listes électorales", ordonnant "l'augmentation, au tiers, du quota des jeunes universitaires sur les listes électorales".

Il a souligné l'importance d'"encoura-

ger la parité hommes-femmes sur les listes électorales afin d'abroger le système des quotas" et "la prise en compte du nouveau découpage administratif dans la répartition des sièges électoraux aux niveaux local et national, ainsi que la condition des signatures en faveur des candidats indépendants et des partis politiques".

Moraliser la vie politique et garantir le libre choix

Installée le 19 septembre dernier, la Commission nationale chargée de l'élaboration du projet de révision de la loi organique portant régime électoral, présidée par Ahmed Laraba, a présenté, le 15 février dernier, au président de la République les différentes propositions formulées par les partis politiques.

La mouture de l'avant-projet de la loi électorale qui contenait un total de 313 articles dont 73 nouveaux sur les 188 articles entre nouveaux et amendés, a été remise, le 19 janvier dernier, aux partis politiques pour enrichissement.

La loi organique relative au régime électoral vise "la définition des principes

fondamentaux et règles régissant le régime électoral, la concrétisation des principes constitutionnels d'indépendance et de neutralité de l'ANIE".

Le texte évoque également "la consécration de la démocratie, l'alternance au pouvoir et la moralisation de la vie politique, la garantie de la participation des citoyens et de la société civile à la vie politique et la garantie de libre choix, loin de toute influence matérielle".

Selon le rapporteur de la Commission, Walid Laggoune, l'une des réformes fondamentales dans cette loi a trait au changement du mode de scrutin.

"Toute la loi et toutes les modifications s'ordonnent autour du nouveau mode de scrutin qui a été établi. Le nouveau mode est un mode de scrutin à la représentation proportionnelle avec vote préférentiel sur une liste ouverte sans panachage", a-t-il expliqué.

Autrement dit, a-t-il poursuivi, "il n'y a plus de hiérarchisation, il n'y a plus de tête de liste, l'électeur est libre de choisir le candidat qu'il préfère".

Avec cette modification, "les effets négatifs de l'ancienne loi s'estompent. On ne peut plus acheter ni des voix, ni des places", a-t-il soutenu.

Il a estimé, dans ce contexte, que l'ancien mode de scrutin avec des listes fermées "a eu des conséquences néfastes" et "n'a pas permis l'émergence des élites quelles soient locales ou nationales".

S'agissant de la question du financement des campagnes électorales, le rapporteur de la Commission a affirmé que la nouvelle loi apporte "beaucoup de nouveautés" dont "l'interdiction des dons provenant des personnes morales, qu'elles soient publiques ou privées", mais surtout "l'interdiction des dons provenant de l'étranger". Elle fixe également "un seuil de dépense à la fois pour les candidats comme pour les partis" et instaure "le contrôle du financement".

Pour ce qui est des dispositions visant à encourager les jeunes et les femmes à participer à la vie politique, la nouvelle loi prévoit que les dépenses de campagne des jeunes candidats indépendants soient "prises en charge totalement par l'Etat".

SERVICES DE CERTIFICATION ET DE SIGNATURE ÉLECTRONIQUES Djerad préside le lancement officiel

Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, a présidé, samedi à Alger, le lancement officiel des services de certification et de signature électroniques et ce dans le cadre d'une stratégie visant l'accélération de la modernisation de l'activité administrative et l'optimisation des performances des services publics. Organisée par le ministère de la Poste et des Télécommunications au Centre international des conférences (CIC) "Abdellatif Rahal", en présence de plusieurs membres du Gouvernement et de représentants d'organes et d'institutions de l'Etat, cette manifestation s'inscrit dans la droite ligne de la stratégie intégrée, adoptée par le gouvernement en vue d'accélérer la modernisation de l'activité administrative et l'optimisation des performances des services publics, en se basant sur les avantages des technologies de l'information et de la communication (TIC) et les facilitations en matière de simplification et d'amélioration des procédures administratives. Les efforts consentis par le Gouvernement dans ce sens visent à intégrer l'Algérie dans la société de l'information au niveau mondial, à travers le développement du contenu numérique algérien, ainsi qu'à être au diapason de l'économie basée sur le savoir et la connaissance, en instaurant un climat propice à l'émergence d'un réseau élargi de startups en matière d'innovation. Il est à noter que la programmation de cet événement se veut le couronnement d'un processus technologique harmonieux conduit par des cadres nationaux hautement compétents, en collaboration et en coordination avec d'éminents experts étrangers en vue de la concrétisation des axes du plan national de certification et de signature électroniques, énoncés dans les dispositions de la loi 15-04 du 1 février 2015 fixant les règles générales de certification et de signature électroniques.

APS

INTERNET FIXE ET MOBILE

Plus de 42,55 millions d'abonnés au 4^{ème} trimestre de 2020

Plus de 42,55 millions d'abonnés à l'internet fixe (ADSL, FTTH et 4G LTE/Wimax) et mobile (3G et 4G) ont été enregistrés durant le 4^{ème} trimestre de 2020, selon le dernier rapport de l'Autorité de régulation de la Poste et des communications électroniques (ARPE). Le nombre d'abonnés à l'internet fixe a ainsi dépassé les 3,77 millions et à l'internet mobile les 38,77 millions durant le 4^{ème} trimestre de 2020, détaille le rapport.

S'agissant de l'internet fixe, l'ARPE enregistre 3,77 millions d'abonnés au 4^{ème} trimestre de 2020, contre 3,56 millions à la même période de 2019, soit une évolution de 5,87% en l'espace d'une année. Sur les 3,77 millions d'abonnés à l'internet fixe, 2,50 millions sont abonnés à l'internet haut débit (ADSL), 1,20 millions à la 4G LTE fixe, 72,314 à la fibre optique jusqu'au domicile (FTTH) et 443 à la technologie Wimax. Quant au

taux de pénétration de l'internet fixe, il est relevé une évolution qui passe de 8,13% à 8,59% en une année. Il est noté, en outre, une augmentation de l'utilisation moyenne de la bande passante en Algérie au cours du 4^{ème} trimestre de 2020, atteignant ainsi les 1710 Gigabits/seconde (Gbps) soit 1,71 Terabits/seconde, contre 1150 Gbps (1,15 Tbps) durant la même période de l'année 2019. Pour ce qui est des abonnés aux différentes offres internet fixe, 88,69% ont des débits entre 2 Mégas et 8 Mégas, 11,04% entre 8 Mégas et 20 Mégas et 0,27% entre 20 Mégas et 100 Mégas.

Internet mobile : un taux de pénétration de 88,16%

Concernant le marché de l'internet mobile 3G/4G, plus de 38,77 millions d'abonnés ont été enregistrés durant le 4^{ème} trimestre de 2020, contre 36,91 millions durant la même pé-

riode de 2019, soit une augmentation de 5,04% en une année. Sur les 38,77 millions d'abonnés à l'internet mobile, 29,50 millions sont abonnés au réseau mobile 4G (24,92 millions durant le 4^{ème} trimestre de 2019) et 9,26 millions à la 3G (11,98 millions au cours de la même période de l'année précédente).

Le rapport note aussi une évolution du taux de pénétration de l'internet mobile qui passe de 84,08% durant le 4^{ème} trimestre de 2019 à 88,16% au cours du 4^{ème} trimestre de 2020 L'ARPE relève, par ailleurs, une importante évolution du trafic consommé de l'internet de téléphonie mobile. En effet, un volume dépassant les 412,31 millions de Gigaoctet a été consommé durant le 4^{ème} trimestre de 2020, contre plus de 312,12 millions de Gigaoctet durant la même période de 2019, soit un taux d'évolution de 32,10%.

SOINS À L'ÉTRANGER

Un budget spécial pour 200 cas de scoliose

Le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Abderrahmane Benbouzid a fait état, jeudi à Alger, de la consécration d'un budget spécial pour l'évacuation pour soins à l'étranger de 200 patients atteints de scoliose.

Un budget spécial a été dégagé pour l'évacuation pour soins à l'étranger de quelque 200 patients atteints de scoliose, qui sont actuellement au niveau de l'Établissement hospitalier spécialisé (EHS) de rééducation fonctionnelle à Azur Plage (Alger Ouest), a indiqué le ministre en réponse à la question d'un membre du Conseil de la Nation sur la réalisation d'un hôpital moderne pour les interventions de précision dans toutes les spécialités en vue de répondre au besoins des citoyens au niveau national.

S'agissant du transfert des patients atteints d'autres pathologies, le ministre a indiqué que le secteur de la santé recourra "prochainement" à des médecins étrangers, de France, d'Allemagne, de Turquie ou de Tunisie pour certaines interventions chirurgicales afin de réduire la facture des transferts sanitaires, d'une part et assurer la formation des médecins algériens, d'une autre part.

Concernant la possibilité de réaliser un méga hôpital moderne, le premier responsable du secteur a rappelé l'inscription, durant les années précédentes de "9 projets d'étude et de réalisation de Centre hospitalo-universitaires (CHU) à Alger, Constantine, Tlemcen, Annaba, Batna, Bejaia, Tizi Ouzou, Béchar et Ouargla", cependant, a-t-il expliqué "ces projets ont été gelés, en 2015,



dans le cadre de la rationalisation des dépenses au vu de la conjoncture économique".

Compte tenu de l'importance de ces projets qui permettront de renforcer les soins de santé à l'échelle nationale, il a été procédé, au cours des dernières années, au dégel de trois (3) projets prioritaires, en l'occurrence à Alger, Bechar et Ouargla.

Le dégel du projet de réalisation d'un CHU d'une capacité de 700 lits dans la capitale, inscrit en 2013, est intervenu en 2019 à la faveur d'une réunion tenue en novembre de la même année avec les représentants des quatre (4) secteurs concernés: Défense nationale, Finances, Santé et Habitat, a fait savoir le ministre, rappelant qu'il s'agira d'un hôpital mixte (civil et militaire) conformément au décret 18-114 du 17 avril 2018 définissant le statut-type de l'hôpital mixte.

Quant aux projets prévus

à Ouargla et Bechar, d'une capacité de 500 lits chacun, il a rappelé que le dégel de ces projets de réalisation de grands pôles sanitaires dans le sud "est intervenu en 2018", soulignant que "les assiettes ont été trouvées" et "les études sont en cours".

A une question sur la situation sanitaire dans la wilaya de Jijel, à la lumière de la crise sanitaire que traverse le pays, le ministre a assuré qu'une réforme des hôpitaux sera engagée dès l'amélioration de la situation économique du pays.

Le premier responsable du secteur a précisé, dans ce cadre, que Jijel "compte 154 établissements de santé, dont quatre (4) établissements hospitaliers d'une capacité totale de 876 lits", ajoutant que les autres structures de la wilaya "sont constituées d'établissements de proximité, dont 26 polycliniques et 124 salles de soins".

Evoquant les Etablisse-

ments hospitaliers, M. Benbouzid a rappelé que "l'un est spécialisé en rééducation fonctionnelle à Texenna et les trois autres publics sont situés au chef-lieu de la wilaya, à El-Milia et à Taher", notant que le taux d'occupation des lits "ne dépasse pas les 60%" dans ces établissements.

Assurant que la wilaya sera renforcée par de nouvelles structures de santé, le ministre a évoqué un hôpital de 60 lits à Ziama Mansouriah, dont le taux d'avancement des travaux de réalisation est de 98% et quatre (4) polycliniques à El Aouana, Jijel, Sidi Maarouf et Chekfa", relevant que "la plupart" des infrastructures sanitaires de la wilaya "ont bénéficié d'opération d'aménagement, dont la plus importante au niveau de l'EHS de Taher, construit en préfabriqué".

Le ministre a fait état, dans le même cadre, de nouveaux équipements affectés à ces Etablissements, notamment un scanner récemment au profit de l'EHS d'El-Milia.

S'agissant de la situation épidémiologique au niveau de cette wilaya, le ministre a affirmé que près d'une année après l'apparition des premiers cas, "Jijel enregistre une stabilité et une amélioration comparative aux périodes précédentes, notamment la mi-novembre dernier où les cas Covid-19 avaient atteint un pic".

SANTÉ PUBLIQUE
Installation du Réseau national de pharmacovigilance en oncologie

Le Réseau national de pharmacovigilance en oncologie (RENAPO) a été installé, jeudi à Alger, sous la supervision du ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Abderrahmane Benbouzid.

Président l'ouverture des travaux d'une journée de formation sur la pharmacovigilance en oncologie, M. Benbouzid a précisé que l'installation de ce réseau a pour objectif de sensibiliser et d'encourager les médecins à déclarer les effets secondaires des médicaments, de manière à garantir leur utilisation sûre et à préserver la santé du citoyen.

"Cette démarche s'inscrit dans le cadre de la politique du ministère visant à encourager de telles initiatives et à encourager l'utilisation des génériques importés ou locaux efficaces et conformes aux standards internationaux pour préserver la santé de tous", a-t-il ajouté.

Le ministre a souligné l'importance de la coordination entre les différents services hospitaliers au sein de ce réseau, et ce à travers tout le territoire national.

A cette occasion, il a affirmé sa disposition à accompagner les médecins et professionnels sur le terrain, à travers le débat et l'échange des vues pour optimiser leur performance", souhaitant que cette journée de formation soit couronnée de succès.

Pour sa part, le président de la Société algérienne de formation et de recherche en oncologie, Adda Bounedjar a souligné que le Réseau national de pharmacovigilance en oncologie "se référera à une plateforme numérique dédiée au signalement des effets secondaires", ajoutant que le réseau "compte actuellement quelque 30 membres représentant 15 services hospitalo-universitaires au niveau national outre 70 services d'oncologie".

Le principal objectif de ce réseau qui travaille en collaboration avec le Centre national de pharmacovigilance et de matériovigilance (CNPM), consiste à préserver la santé des malades et garantir une utilisation sûre à travers la collaboration entre les différents services et la déclaration en temps réel des effets secondaires pouvant entraîner la dégradation de la santé du malade voire le décès, notamment pour ce qui est des effets secondaires méconnus ou non mentionnés dans la notice".

"Les médecins peuvent effectuer leur déclarations directement via la plateforme. En cas d'enregistrement d'une deuxième ou troisième déclaration, le Réseau prend attache avec le CNPM qui se réunit pour examiner le taux de risque et lancer des enquêtes qui peuvent aboutir, si le danger du médicament est confirmé, à un retrait dudit médicament de la PCH et du marché", a-t-il ajouté dans ce cadre.

Relevant que plusieurs médicaments avaient été retirés récemment du marché suite à des signalements de médecins, le même responsable a indiqué que cela reste insuffisant au vu du nombre de médicaments disponibles en Algérie, princeps, génériques, localement fabriqués et même importés, d'où l'installation de ce réseau national pour le renforcement de la veille en la matière.

De son côté, Asma Garboua, oncologue au Centre anti-cancer (CAC) Pierre et Marie Curie, également membre du Réseau, a mis en avant le rôle majeur de ce réseau national dans la surveillance et la détection des effets secondaires des médicaments et des équipements médicaux, ajoutant que cette journée de formation destinée aux médecins permettra d'expliquer les étapes principales pour le lancement de la plateforme numérique.

A cette occasion, elle a appelé ses confrères à l'impératif déclaration de tout effet secondaire des médicaments y compris ceux de premier degré, déclarant "nous ne laisserons pas en tant que médecins les gens mourir à cause de cela".

A une question sur l'efficacité des médicaments anti-cancer génériques, Dr. Garboua a affirmé que leur utilisation "a prouvé son efficacité en réalisant de très bons résultats", relevant, au même temps, le retard rattrapé en matière des médicaments destinés aux enfants suite aux signalements lancés à l'adresse du ministère tutelle qui a assuré une quantité "insuffisante" en attendant la réception juin prochain d'autres lots de médicaments immunothérapeutiques.

APS

ZONES D'OMBRE

"Leur développement se poursuivra jusqu'à l'élimination de toutes les insuffisances"



Le Chargé de mission à la Présidence de la République, Brahim Merad a affirmé, jeudi depuis Biskra, que le développement des zones d'ombre se poursuivra jusqu'à l'élimination de toutes les insuffisances.

S'entretenant avec les habitants du village "Loulaj" dans la commune de Branis (18 km au Nord de Biskra), dans le cadre d'une visite dans cette wilaya, M. Merad a indiqué que des efforts sont consentis au niveau central et local à l'effet de concrétiser toutes les ambitions et un grand nombre d'opérations de développement.

"Si une toute opération enregistrée dans chaque zone n'a pu être concrétisée, elle sera financée et réalisée au titre des prochains programmes, en vue de concrétiser les résultats escomptés", a-t-il affirmé.

Le chargé de mission à la Présidence

de la République a tenu à rappeler que Biskra est "la seule wilaya qui a enregistré le lancement des projets 2021, et ce après la concrétisation de tous les projets inscrits au titre de l'année 2020".

Des résultats "positifs et palpables" ont été réalisés dans un temps réduit sur l'ensemble du territoire national à travers des opérations ayant touché tous les aspects de la vie quotidienne du citoyen, a-t-il précisé, soulignant la nécessité de la participation de la société civile dans le développement, étant un partenaire essentiel dans le soulèvement des préoccupations pour en faire des projets à réaliser sur terrain dans l'objectif d'améliorer les conditions de vie du citoyen".

M. Merad a estimé que ses visites aux différentes régions du pays ayant englobé 31 wilayas visent à s'enquérir des projets réalisés en concrétisation de la politique du président de la République en matière

de développement des zones d'ombre, devenues axiales dans tous les programmes de développement.

Lors de la deuxième journée de sa visite à la wilaya de Biskra, le chargé de mission à la Présidence de la République a inspecté plus de 20 zones d'ombre, où il s'est enquis de plusieurs projets dans les communes de Zeribet el Oued, El Haouch et Sidi Okba. Il a supervisé, en outre, nombre de projets de raccordement aux réseaux de gaz naturel et d'électricité et inspecté des projets d'entretien des routes et de désenclavement avant d'achever sa visite en inspectant les zones rurales des communes de Branis et de Djemorah.

M. Merad devra poursuivre, vendredi, sa visite en se rendant dans plusieurs zones rurales de la wilaya d'Ouled Djellal, fraîchement promue en wilaya à part entière.

ENVIRONNEMENT

Concours Rabah Aissat du village le plus propre à Tizi-Ouzou : remise des prix le 22 mars en cours

La cérémonie de remise des prix de la 8ème édition du concours Rabah Aissat du village le plus propre à Tizi-Ouzou aura lieu le 22 mars en cours, a-t-on appris mercredi des organisateurs de cette manifestation.

"Un total de 85 villages, dont 64 en lice pour le concours normal et 23 pour le super-concours, destinés à ceux ayant déjà obtenu un prix lors des précédentes éditions, ont pris part à cette 8ème édition dont la remise des prix, prévue en octobre dernier, a été reportée pour cause de la crise sanitaire", selon Hachemi Radjef, président de la commission hygiène, de l'Assemblée populaire de wilaya (APW).

M. Radjef a indiqué que les membres de la commission "ont effectué des visites dans l'ensemble des vil-



lages en lice, malgré la crise sanitaire, et ont finalisé leur travail, qui a été remis au huissier de justice du concours il y a un mois de

cela". Dix (10) lauréats en lice pour le concours normal et 3 autres pour le super-concours seront primés lors de cette cérémonie

par des enveloppes financières. Le concours, qui porte le nom de son initiateur, Rabah Aissa t, ancien P/APW assassiné par un groupe terroriste en octobre 2006, récompense chaque année les villages lauréats en fonction de plusieurs critères dont, l'aménagement, la réhabilitation et l'entretien des espaces publics, de la création d'espaces verts et la gestion des déchets. Lors de la dernière édition, organisée en 2019, c'est le village Sahel, dans la commune de Bouzeguène, qui a été lauréat du 1er prix de ce concours.

OUARGLA

Renforcer les actions des cellules de proximité

La consolidation des actions des cellules de proximité pour la solidarité a été soulignée, jeudi à Ouargla, par le chef de l'exécutif de la wilaya, dans le cadre des activités de la journée nationale des personnes aux besoins spécifiques.

S'exprimant à cette occasion, le wali d'Ouargla, Aboubakr Eseddik Boucetta, a indiqué que les cellules de proximité pour la solidarité mènent, en coordination avec la Direction de l'Action sociale et de la solidarité (DASS), des actions continues et efficaces, car proches du citoyen, et ce via des caravanes initiées à travers la wilaya, notamment les zones enclavées et éparses. Outre le recensement des familles défavorisées et des personnes aux besoins spécifiques, ces cellules de proximité s'emploient également à prendre en charge et accompagner psychologiquement les nécessiteux par l'organisation de visites à domicile, avec le concours d'une équipe spécialisée composée de praticiens généralistes

et de psychologues et assistants sociaux. Pour le responsable de la DASS, Mohamed Bekki, les caravanes de solidarité et les actions menées durant la période de confinement face à la pandémie du Covid-19 ont donné lieu à la remise d'aides de différentes natures à 6.911 personnes et 256 femmes dans le cadre du programme de soutien de la famille productive et l'encouragement de la femme au foyer. M.Bekki a révélé aussi que près de 311 personnes aux besoins spécifiques ont bénéficié, lors de la pandémie du coronavirus, d'aides consistant en des équipements et accessoires, en plus de la réalisation, avec le concours du conseil économique et social, de 221 enquêtes sur les conditions de vie des familles.

Ces actions visent à apporter assistance aux handicapés et leurs parents, satisfaire leurs besoins, à l'appui des droits et moyens prévus par l'Etat en faveur de cette catégorie sociale vulnérable, a-t-il ajouté. Mettant à profit la célébration de cette journée,

des équipements et appareillages, dont des fauteuils roulants, des tricyles, des cannes, ainsi que des équipements de cuisine pour femme au foyer, ont été remis par les autorités de la wilaya à des personnes aux besoins spécifiques. La bibliothèque principale de lecture publique «Mohamed Tidjani» a fait, de son côté, un don de 300 titres, livres en braille, CD et contes pour enfants, aux handicapés, en vertu d'une convention entre les ministères de la Culture et des Arts, d'une part, et de la Solidarité nationale, la Famille et la Condition de la femme, de l'autre.

La DASS d'Ouargla recense 14.604 personnes aux besoins spécifiques, dont 5.412 handicapés moteurs, 5.289 déficients mentaux, 2.065 non-voyants, 1.173 sourds-muets et 365 personnes aux diverses infirmités. Selon les données de la DASS, pas moins de 5.581 personnes aux besoins spécifiques ont bénéficié à fin février dernier de l'allocation forfaitaire de solidarité.

TÉBESSA

Recrudescence des cas de leishmaniose cutanée au Sud de la wilaya

Les services de la santé ont enregistré ces dernières années une «recrudescence» des cas de leishmaniose cutanée à Tébéssa notamment au Sud de la wilaya, a-t-on appris jeudi auprès de la direction locale de la santé (DSP). «Pas moins de 1.973 cas de leishmaniose cutanée ont été enregistrés l'année dernière contre 975 en 2019, 711 en 2018 et 238 en 2017, tandis qu'entre 2012 et 2016, le nombre de cas ne dépassait guère 100», a affirmé à l'APS le directeur de wilaya de la santé, Saïd Belaid. La propagation de la leishmaniose cutanée est la «conséquence de la dégradation de l'environnement et l'intérêt insuffisant pour l'hygiène de l'environnement,

notamment dans la partie Sud de la wilaya favorisant ainsi la reproduction du phlébotome vecteur de la maladie, a assuré le même responsable. Le directeur de la santé a également pointé du doigt «l'élevage de bétail en milieu urbain, l'augmentation également des rongeurs en milieu urbain et l'irrégularité des opérations de pulvérisation des insecticides». Cette situation, a-t-il dit, a conduit à classer la commune de Bir El Ater comme «foyer infectieux» suite à la multiplication de cas de leishmaniose dans plusieurs quartiers, dont la cité communale, les quartiers des moudjahidine, El Matar et 400 logements, a souligné M. Belaid, estimant

«nécessaire la conjugaison des efforts de toutes les instances et de tous les secteurs pour contenir cette maladie et réduire les coûts de traitement des personnes touchées». Le directeur de la santé a fait savoir en outre que plusieurs rapports sur la situation ont été adressés à la tutelle, au niveau local et central, affirmant que des campagnes de sensibilisation aux méthodes de prévention individuelle et collective de la maladie seront organisées à partir de la prochaine semaine parallèlement à de vastes actions bénévoles de nettoyage de l'environnement impliquant tous les secteurs. Dans ce contexte, lors d'une réunion tenue hier (mercredi)

au siège de la daïra de Bir El Ater sous la présidence du secrétaire général de la wilaya, Larbi Bouziane, il a été décidé de lancer un programme d'action urgent reposant sur l'intensification des examens médicaux au niveau de l'établissement public de proximité de Bir El Ater et la réservation d'une unité pour le suivi des cas de leishmaniose, notamment ceux nécessitant une hospitalisation, ont indiqué les services de la wilaya. Des actions de sensibilisation sur la gravité de la leishmaniose sont également au menu de ce programme avec la contribution des secteurs de la santé, des ressources en eau, des services agricoles.

OULED DJELLAL

"Nous avons pu favoriser une réconciliation entre le citoyen et son écosystème"

Le chargé de mission à la Présidence de la République, Brahim Merad, a affirmé vendredi dans la région de Ras El Djedar (22km au sud de la wilaya d'Ouled Djellal) que les autorités suprêmes du pays "ont pu favoriser une réconciliation entre le citoyen et son écosystème", à travers la concrétisation sur le terrain de plusieurs projets de développement des zones d'ombre.

S'exprimant à la presse, en marge d'une visite de travail et d'inspection des projets de développement dans la même wilaya, M. Merad a précisé que "la ferme volonté du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune de mettre en œuvre le programme de développement des zones d'ombre a donné lieu à un nouveau écosystème permettant aux citoyens d'exploiter les réalisa-

tions en matière de routes, de réseaux d'eau et de gaz et d'opérations d'aménagement en vue de relancer leurs activités".

"L'aménagement du territoire permettra la relance des activités des populations des zones d'ombre, et partant la création des postes d'emploi et de la richesse", a-t-il indiqué, ajoutant qu'"à la faveur de ces réalisations, nous sommes parvenus à inverser la

tendance d'exode de la ville vers le monde rural".

"Alors qu'il quittait le village pour s'installer dans les zones urbaines, le citoyen a inversé aujourd'hui la tendance d'exode en revenant vers le monde rural, du fait de l'amélioration de la situation", a expliqué M. Merad qui relève que "ces zones bénéficieront des logements ruraux et des programmes de développement

nécessaires". Il a par ailleurs précisé qu'"une véritable révolution a été réalisée au niveau du monde rural à travers l'ouverture des chantiers dans tous les secteurs, en ce sens que plus de 60% des projets (au nombre de 38.000) ont été financés au niveau national, dont le taux d'avancement pour 700 projets a atteint 80% dans certaines wilayas".

OUARGLA

Un quota de 1.500 aides à l'habitat rural accordé à la wilaya

Un quota de 1.500 aides destinées à l'habitat rural a été accordé à la wilaya d'Ouargla pour l'année en cours, a-t-on appris jeudi auprès des responsables de la direction locale de l'Habitat. Ce quota, qui sera bientôt attribué aux communes selon leurs besoins, a pour objectif notamment de satisfaire la demande en cette formule de construction qui suscite toujours un vif engouement des citoyens de la wilaya, a affirmé le directeur du secteur, Fodil Benyounés, lors d'un point de presse. Ces aides permettront aux bénéficiaires d'entamer les travaux de réalisation de leurs nouvelles habitations, en contribuant à lutter contre la construction illicite et l'habitat précaire, a-t-il souligné. S'agissant des lotissements sociaux destinés à l'auto-construction, le même responsable a fait savoir aussi que la wilaya d'Ouargla a d'ores et déjà bénéficié d'un programme de 20.353 parcelles de terrain dans 97 lotissements à travers la quasi-totalité de ses communes. L'opération d'aménagement a été prise en charge par l'Etat pour un montant global estimé à plus de 7 milliards DA, a-t-il précisé. Pas moins de 12.187 aides ont été mises à la disposition de la wilaya ces dernières années, sur trois phases, en plus de l'attribution de 5.303 titres de propriétés aux bénéficiaires concernés, a rappelé M. Benyounés.

RELIZANE

Onze communes privées d'eau potable (ADE)

Quelque 11 communes de la partie du sud-est de la wilaya de Relizane connaissent, jeudi, une perturbation et une suspension de l'alimentation de l'eau potable en raison des travaux de maintenance d'une canalisation d'alimentation, a-t-on appris auprès de l'unité de l'Algérienne des eaux de la wilaya. Cette perturbation est causée par des travaux de réflexion au niveau de la station de pompage du barrage de Gargar (wilaya de Relizane) alimentant la partie du sud-est de la wilaya, a précisé le chargé de la communication de l'unité de l'Algérienne des eaux de la wilaya, Brahim Osmane. Cette perturbation touche les communes d'Oued Rhiou, El Hassi, Zemmoura, Béni Derguen, Mendès, Oued Essalem, Dar Benabdellah, Lahlaf, Sidi Lazreg et Oued Djemaa, selon la même source. Celle-ci a souligné qu'une équipe technique s'attèle à la réparation de la panne en vue d'accélérer la reprise de l'alimentation de l'eau. La population de ces régions seront alimentées durant cette période de maintenance dont la date de reprise n'est pas encore fixée, à partir des eaux de puits et de citernes mobiles. L'unité de l'ADE de Relizane a indiqué que l'opération d'alimentation en eau potable reprendra de manière ordinaire après la fin des travaux de maintenance.

ENERGIE

Mise en place prochaine d'un plan stratégique dénommé "Sonelgaz 2035"

Le président-directeur général (P-dg) du groupe Sonelgaz, Chahar Boulakhras, a fait état, jeudi depuis Ghardaia, d'un plan stratégique dénommé "Sonelgaz 2035" en cours d'élaboration sur la base d'un diagnostic exhaustif du secteur afin d'améliorer et se projeter dans l'avenir.

S'exprimant lors d'une visite d'inspection d'installations énergétiques dans cette wilaya, M. Boulakhras a indiqué que ce plan stratégique à l'horizon 2035 s'articule prioritairement sur la performance et l'amélioration de la mission de service public, ainsi que le redéploiement du groupe après étude, en se projetant sur l'avenir, tout en soutenant les actions de relance économiques et sociales initiées par les pouvoirs publics.

"Nous comptons également accompagner l'organe de transition énergétique à travers la concrétisation du programme de développement des énergies renouvelables", a-t-il précisé avant d'ajouter que la Sonelgaz s'est fixée également une date butoir pour "la numérisation de l'ensemble du groupe à l'horizon 2026".

Ce plan stratégique se fixe également des objectifs d'exportation vers les pays étrangers, tant en produits énergétiques, savoir-faire acquis et reconnu des techniciens algériens, notamment en maintenance et construction d'ouvrage, a fait savoir M.

Boulakhras, précisant que "l'Algérie a des atouts pour exporter vers différents pays et réduire les dépenses de plus de 20%".

Il a également évoqué, dans la stratégie, la prise en charge de la ressource humaine par la formation continue et le recyclage, tout en lui donnant les moyens pour l'innovation et la réorganisation.

Accompagné par le wali de Ghardaia, Boualem Amrani, le P-dg de la Sonelgaz a procédé, lors de cette visite de travail d'une journée dans la wilaya, à la mise en service d'un centre médico-social pour les travailleurs du secteur, ouvert également à la population locale, avant d'inaugurer l'agence commerciale et district gaz et électricité à Benghanem (Ghardaia), réalisé pour plus de 107 millions DA.

Il a également visité un poste d'augmentation de puissance énergétique électrique à Guerrara pour un opérateur industriel, dans le cadre de l'encouragement de investissement privé, avant de procéder au raccordement d'un périmètre agricole sur une distance de 1,7 km linéaire, pour un coût de près de 10 millions DA.

M. Boulakhras a visité, en outre, les travaux de raccordement à l'électricité d'une zone d'ombre "Sidi-Belkheir" pour un coût de plus de 27 Millions DA dont les travaux ont atteint les 30%.

Le P-DG du groupe sonelgaz a, au terme de sa visite à Guerrara, mis en service les nouveaux districts de gaz et électricité réalisés pour 83 millions DA ainsi que le poste source 120/60 kw qui renforce la wilaya de Ghardaia en électricité, notamment les localités de Métili, Seb-Seb et Mansoura. Sur site, M. Boulakhras a affirmé qu'il s'attèlera à renforcer et sécuriser l'alimentation en énergie et satisfaire la demande croissante sur l'électricité durant la période estivale, avant de souligner à l'adresse des travailleurs du secteur que l'amélioration des conditions socioprofessionnelles des travailleurs constituait une de ses préoccupations.

TOMATES INDUSTRIELLES

Prévisions d'une campagne de récolte réussie à Adrar

Les professionnels de la filière de la tomate industrielle dans la wilaya d'Adrar s'attendent à une campagne de récolte réussie au cours de la saison 2020-2021, notamment grâce à l'augmentation constatée dans le rendement de la production, a indiqué jeudi le ministre de l'Agriculture et du Développement rural.

Dans une publication sur sa page Facebook, le ministre a affirmé que les opérations de récolte de la tomate industrielle se poursuivent dans la wilaya d'Adrar, une des wilayas du sud les plus importantes en matière de production de tomates industrielles, soulignant que les communes d'In Zghmir, Zaouiet Kounta, Aoulef et Talmine,

constituent le principal réservoir de l'usine de transformation industrielle de tomates de Reggane.

A cet égard, le ministre a ajouté que la commune d'In Zghmir, qui est pionnière dans la production de tomates industrielles dans la wilaya, a connu une expansion des superficies de terres plantées pour la saison 2020/2021, atteignant environ 450 hectares sur l'ensemble du territoire de la commune, dont 180 hectares sont utilisés dans l'agriculture traditionnelle qui dépend dans son système d'irrigation sur la technique des "fougarras", tandis que les 360 hectares restants sont des terres mises en valeur et distribuées à un

grand nombre d'agriculteurs de la région.

Alors que la saison des récoltes touche à sa fin, "les agriculteurs attendent avec optimisme la récolte de cette année, d'autant plus que le rendement de la production par hectare variait entre 450 et 700 quintaux, notant que la récolte se fait trois fois par saison, ce qui fait que le rendement de production double", selon le ministre. Les premières opérations de récolte de la tomate industrielle au Grand Sahara commencent généralement fin décembre et se poursuivent jusqu'au début mai. Sur la question des points de collecte, le comité de wilaya en charge de la campagne labours-semailles, de récolte et de battage

dans la wilaya d'Adrar avait tenu une réunion le 8 mars pour préparer la campagne de récolte et de battage pour la saison 2020-2021.

Après avoir évalué les campagnes de la saison passée et présente, et étudié les plus importants obstacles et les difficultés enregistrés au cours de celles-ci, la réunion a conclu "l'orientation vers la création de points de collecte des produits au niveau de certains départements et le renforcement des équipements pour le processus de récolte, des wilayas voisines pour assurer le bon déroulement de la campagne de récolte dans la wilaya d'Adrar".

APs

CROISSANCE ÉCONOMIQUE DE L'ALGÉRIE

La BAD prévoit un rebond de 3,4 % en 2021

La croissance de l'économie algérienne devrait rebondir en 2021 pour atteindre 3,4 %, après le recul de son PIB l'année dernière en raison de la pandémie de Covid-19, selon les dernières prévisions de la Banque africaine de développement (BAD).



"La croissance pourrait revenir dès 2021 à partir du moment où les vaccins permettraient un contrôle mondial de la pandémie, ce qui redynamiserait l'économie mondiale.

Dans ce cas de figure, il se produirait un rebond important de la croissance réelle estimée à 3,4 % du PIB en 2021", a précisé la BAD dans son nouveau rapport sur les perspectives économiques de l'Afrique 2021, publié vendredi.

Pour l'année 2022, la BAD table sur une croissance du PIB algérien de 2,9%.

Selon la Banque, un retour à un niveau élevé de croissance permettrait à l'Algérie une réduction "importante" de son déficit budgétaire global qui passerait de 13,6% du PIB à 10,3 % en 2021 et à 8,7 % en 2022.

La tendance serait similaire pour le déficit de la balance courante, qui serait ramené de 14,8% du PIB à 13,8 % en 2021 et 11,1 % en 2022, ajoute la même source.

La BAD souligne, cependant, que l'Algérie devrait approfondir les mesures

pour élargir l'assiette fiscale, portée par la loi de finances de 2021, et mettre en place un programme visant à diversifier son économie en vue de limiter la dette publique interne".

"Dans le cas contraire, la forte dépendance de l'économie algérienne aux hydrocarbures continuera d'entraver ses perspectives de développement sur le moyen terme", écrit la BAD dans son rapport.

Evoquant les options de financement, la BAD anticipe une croissance de la dette interne durant les

années prochaines.

Selon le rapport, dans la mesure où les autorités ont décidé de ne pas emprunter à l'extérieur, la dette publique de l'Algérie est essentiellement interne et a considérablement augmenté depuis 2016 pour financer le déficit découlant de l'augmentation des dépenses et de la baisse des prix des hydrocarbures.

"A la fin 2019, tandis que la dette publique externe représentait moins de 1 % du PIB, la dette interne, y compris les garanties, était légèrement supérieure à 46

% du PIB et pourrait augmenter dans les années à venir", constate la BAD.

Sur le plan régional, la BAD prévoit une reprise "robuste" pour les économies de l'Afrique du Nord, estimé à 4 % en 2021 et 6 % en 2022.

Le continent devrait connaître une croissance économique de 3,4 % en 2021, et 4,6 % en 2022, après une contraction du PIB de l'ensemble de ses pays en 2020 de 2,1%.

Cependant, le choc de la pandémie et la crise économique qu'il a provoquée ont eu des implications directes sur les soldes budgétaires et le fardeau de la dette des pays, et le ratio moyen dette/PIB de l'Afrique devrait augmenter de 10 à 15 points de pourcentage à court et moyen terme, constate encore la BAD.

Par conséquent, "l'Afrique pourrait se voir confrontée à de graves problèmes de dette, et les défauts de paiement et les résolutions prolongées pourraient entraver les progrès de l'Afrique vers la prospérité", a-t-elle averti.

PRODUCTION AGRICOLE

"La saison 2020-2021 augure d'une collecte record de céréales" (Hemdani)

Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Abdelhamid Hemdani a affirmé jeudi à Mila que "l'objectif tracé par le secteur pour la saison 2020-2021 est de réaliser une collecte record des céréalières".

"Cette saison agricole augure d'une bonne récolte, toutefois, il est indispensable de réunir les conditions nécessaires pour la mener à bien et réaliser une collecte record", a précisé le ministre, après avoir suivi un exposé détaillé sur le secteur de l'agriculture, en marge de sa visite d'une exploitation agricole (publique-privée).

"Cela n'est possible qu'à travers la mise en place d'un plan de collecte, l'octroi de facilitations aux agriculteurs et le recours au système d'irrigation complémentaire en vue d'augmenter, cette saison, le rendement et la production", a souligné M. Hemdani, relevant que les 7% de surfaces irriguées à Mila qui recèle d'importantes capacités dans ce domaine "sont inacceptables et insuffisantes pour les années à venir".

Appelant à la nécessité d'intensifier les efforts pour doubler les surfaces

irriguées à Mila, le ministre a fait savoir que celles-ci devront atteindre, cette saison, une superficie de 20.000 hectares à travers le territoire national dont d'importantes surfaces au Sud du pays". Si le rendement augmente de 10 à 20%, les quantités importées seront réduites, et c'est "l'objectif escompté", a indiqué le ministre.

Concernant les expériences de culture de la navette d'hiver (colza oléagineux d'hiver) dans la wilaya de Mila, ayant ciblé 282 hectares durant cette saison, le ministre de l'Agriculture et du Développement rural a salué les efforts consentis par tous les acteurs pour mener cette expérience à bien, indiquant que "le but de ce type de culture est purement économique".

"Les indicateurs actuels font état d'une augmentation des surfaces agricoles au cours de la prochaine saison", a-t-il fait observer, insistant sur la réunion de deux facteurs "essentiels" pour la réussite de la campagne de plantation du colza oléagineux au cours de la prochaine saison, à savoir: la logistique et l'octroi des facilitations nécessaires pour les agriculteurs, a ajouté le

ministre. Il a également indiqué qu'"il est possible d'atteindre les objectifs fixés dans le domaine de la culture du colza oléagineux, d'ici deux ans". Après avoir suivi un exposé sur l'exploitation agricole mixte "publique/privée", "Beldi Agrolival", le ministre a affirmé que cette ferme méritait un accompagnement, car elle constitue un modèle de réussite, malgré les problèmes auxquels elle est confrontée tels que la rareté de l'eau, la qualification de modèle attractif pour les investisseurs, ajoutant que "le programme du gouvernement soutient totalement l'investissement, en offrant les facilitations nécessaires aux investisseurs dans le domaine agricole".

Le temps est venu de s'orienter vers "une agriculture intelligente, rentable et créatrice de postes d'emploi", a-t-il soutenu. Le ministre poursuivra sa visite dans la wilaya de Mila, en inspectant des exploitations agricoles et des unités de transformation dans les communes d'Aïn Tinn, Oued Athmania et Oued Seguen, en sus de l'inauguration d'un silo de stockage de céréales dans la commune de Teleghma.

PÉTROLE

Les cours du Sahara Blend algérien en hausse de plus de 7 dollars en février (Opep)

Les cours du Sahara Blend, le brut de référence algérien, ont augmenté de 7,30 dollars en février dernier, soit une hausse de 13,3% par rapport à janvier 2021, soutenus notamment par l'optimisme quant à la reprise de la demande mondiale et l'engagement ferme des pays de l'OPEP+ pour mener la politique de limitation de la production pétrolière afin de rééquilibrer le marché.

Selon les chiffres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole, publiés dans son rapport mensuel jeudi, "les cours du brut algérien ont atteint 62,38 dollars le baril en février 2021, contre 55,08 dollars en janvier dernier".

Cette hausse place le Sahara Blend à la 3ème position parmi les bruts les plus chers du panier de l'OPEP en mois de février, après l'Angolais Girassol (62,99 dollars/baril) et le Guinéen équatorial Zafiro (62,46 dollars/barils).

Le prix du pétrole algérien est établi en fonction des cours du Brent, brut de référence de la mer du Nord, côté sur le marché de Londres avec une prime additionnelle pour ses qualités physico-chimiques appréciées par les raffineurs.

Cette progression intervient dans un contexte d'une progression générale des prix du brut, soutenus notamment par "des hypothèses optimistes sur le resserrement des fondamentaux de l'offre et de la demande, et renforcés par la crise énergétique liée aux conditions météorologiques aux Etats-Unis qui a provoqué une forte baisse de la production pétrolière", explique le rapport.

"L'anticipation d'un retour rapide à la normalité antérieure au COVID-19, l'amélioration de la situation du COVID-19 dans certains pays ainsi que la baisse des cas d'in-



fection dans les principales économies et des signes encourageants de progrès dans le déploiement de la vaccination ont fourni un soutien supplémentaire", analyse le rapport. L'Organisation, cite, en outre, le temps froid dans l'hémisphère nord qui a soulevé la perspective d'une demande accrue de mazout, tandis que le prix de l'électricité et du gaz a grimpé à des niveaux extrêmement élevés dans certaines régions des Etats-Unis. L'Organisation affirme aussi que "les acteurs du marché étaient également convaincus du ferme engagement en faveur des ajustements de production des pays membres de l'OPEP et non membres de l'OPEP participant à la Déclaration de coopération (Doc), et de la décision unilatérale de l'Arabie saoudite

d'ajuster volontairement sa production à une baisse de 1 mb / j en février et mars", notant que le niveau de conformité global des pays concernés a été de 103% en janvier.

D'autre part, l'Opep souligne que l'amélioration des prix a été soutenue par la forte baisse des stocks de pétrole brut aux Etats-Unis.

"Tous ces facteurs positifs ont compensé un marché physique morose depuis janvier et l'évaluation prudente des principales agences de prévision sur la demande de pétrole pour cette année en raison des récents verrouillages renouvelés et de la propagation des variantes de COVID-19", note l'Organisation. Le rapport fait remarquer, dans ce contexte, que le panier de l'OPEP avait atteint en février son plus haut niveau depuis janvier 2020, en

hausse de 6,67 dollars (+12,3%) pour s'établir à une moyenne de 61,05 dollars le baril.

L'Algérie a produit 878.000 barils en février

Concernant la production algérienne, le rapport de l'OPEP indique qu'elle a atteint 878.000 barils en février 2021 contre 874.000 barils par jours en janvier dernier.

Pour ce qui est de la demande mondiale de pétrole, l'OPEP prévoit une hausse cette année estimant que celle-ci "devrait se redresser en 2021, augmentant de 5,9 millions de barils par jour (mbj) , pour s'établir à 96,3 mbj". Cependant, "la croissance de la demande cette année ne sera pas en mesure de compenser la chute enregistrée en 2020, alors que mobilité devrait rester réduite tout au long de l'année en cours", observe l'Organisation. C'est dans ce contexte, que l'OPEP souligne de fait que "les impacts des développements liés au COVID-19 restent incertains, la poursuite d'une politique mondiale responsable est l'affaire de tous les acteurs du marché, y compris les efforts entrepris par l'OPEP et les producteurs non membres de l'Organisation participant de la DoC, continuera d'être cruciale au cours des prochains mois pour ramener les marchés à des conditions plus stables".

ETATS-UNIS

La fortune de Buffett franchit le cap des 100 milliards de dollars (Forbes)

L'homme d'affaires américain Warren Buffett a rejoint mercredi le cercle fermé des dirigeants dont la fortune dépasse les 100 milliards de dollars, qui inclut Jeff Bezos, Elon Musk, Bernard Arnault et Bill Gates, selon le magazine Forbes.

Mercredi, le cours de l'action de sa société Berkshire Hathaway a atteint un niveau record, faisant grimper sa fortune à 100,3 milliards de dollars.

C'est la première fois que celle-ci franchit ce cap.

Warren Buffett, 90 ans, baptisé "l'Oracle d'Omaha", est l'un des dirigeants les plus prospères et respectés de tous les temps mais sa fortune n'avait jamais atteint un tel sommet, les investisseurs misant ces dernières années sur les valeurs du secteur technologique.

Selon Forbes, le conglomérat Berkshire Hathaway possède plus de 60 sociétés, dont l'assureur américain Geico et le fabricant de batteries Duracell.

Warren Buffett est un généreux donateur puisque jusqu'à présent, il a donné plus de 41 milliards de dollars, principalement à la Fondation Gates et aux fondations de ses enfants, toujours selon Forbes.

En 2010, lui et Bill Gates avaient lancé le "Giving Pledge", demandant aux milliardaires de s'engager à donner au moins la moitié de leur richesse à des œuvres caritatives.

Selon le classement en temps réel de Forbes des milliardaires, seuls quatre dirigeants ont une fortune plus élevée: le fondateur d'Amazon Jeff Bezos (179,6 milliards) suivi du patron de Tesla Elon Musk (165,1 milliards), du dirigeant du groupe LVMH Bernard Arnault (158,5 milliards) et du cofondateur de Microsoft Bill Gates (125,6 milliards).

Le fondateur du réseau Facebook, Mark Zuckerberg, se place en 6e position avec une fortune estimée à 96,7 milliards.

CUBA

Les émigrés autorisés à investir dans des petits projets sur l'île

Les émigrés cubains pourront investir dans des petits projets sur l'île, par exemple dans la culture d'oranges, de riz et d'avocats, selon le portefeuille d'opportunités dévoilé mercredi par les autorités locales, espérant motiver ainsi sa diaspora.

"Nous misons sur des projets de petite taille", avec des investissements "pouvant aller jusqu'à un million de dollars", dans les secteurs de l'agriculture, la pêche, la manufacture et l'industrie légère, a précisé lors d'une conférence de presse Katia Alonso, responsable des investissements étrangers au sein du ministère du Commerce extérieur.

Cuba, pays de 11,2 millions d'habitants, compte 1,5 million de citoyens émigrés dans 40 pays, la majorité aux Etats-Unis.

Certains d'entre eux avaient manifesté leur intérêt pour investir sur l'île, mais le montant des projets proposés par le gouvernement communiste les freinait.

Ces projets plus modestes visent désormais à les convaincre, alors que Cuba traverse une profonde crise économique, avec une chute du PIB de 11% en 2020, la plus forte depuis 1993.

Au total, le gouvernement propose au x investisseurs étrangers 503 projets, pour un montant total de 12,07 milliards de dollars.

Cuba a ouvert son économie aux investissements étrangers après la chute de l'Union soviétique, qui avait plongé le pays dans une grave crise économique dans les années 1990, appelée "Période spéciale".

Mais le pays peine encore à attirer autant d'entreprises étrangères qu'il le souhaite, pénalisé par l'embargo américain.

Selon Katia Alonso, actuellement environ 280 sociétés étrangères, de 40 pays différents, opèrent à Cuba.

AFRIQUE - PÉTROLE

APPO : la 40^e réunion du Conseil des ministres sous la présidence de M. Arkab

Les travaux de la 40ème réunion du Conseil des ministres de l'Organisation africaine des pays producteurs de pétrole (APPO), ont débuté jeudi sous la présidence du ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab. Lors de cette réunion, qui se déroule par visioconférence, les ministres africains examineront une étude sur "l'avenir de l'industrie pétrolière et gazière en Afrique". L'évaluation des activités de cette organisation, dont la présidence est assurée par l'Algérie pour l'année 2021, ainsi que d'autres questions organisationnelles sont, également à l'or-

dre du jour de cette réunion ministérielle. Créée en 1987, l'APPO regroupe 15 pays membres qui sont l'Algérie, l'Angola, le Bénin, le Cameroun, le Congo, la Côte d'Ivoire, le Gabon, le Niger, le Nigeria, le Tchad, la République Démocratique du Congo, l'Egypte, la Guinée Equatoriale, la Libye, l'Afrique du Sud, et trois pays observateurs à savoir le Soudan, le Ghana et la Mauritanie. Cette organisation intergouvernementale africaine vise à promouvoir les initiatives communes en matière de politique et de stratégie de gestion dans tous les domaines de l'industrie pétrolière

(l'amont et aval) en vue de permettre aux pays membres de tirer profit des activités d'exploitation de pétrole. Elle a pour objectif, aussi, la promotion de la coordination des politiques et stratégies commerciales des pays membres par des échanges d'informations en vue de mieux gérer leurs ressources non renouvelables et de tirer profit de leur exportation, des revenus équitables ainsi que l'étude des moyens permettant d'apporter une assistance aux pays africains importateurs nets de pétrole en vue de la satisfaction de leurs besoins en énergie.

PARLEMENT EUROPÉEN

Le risque de surpêche provoque une passe d'armes

Une révision des contrôles des captures de poissons a provoqué une passe d'armes entre les eurodéputés et la Commission européenne, qui redoute que cet assouplissement réclamé par les parlementaires n'entraîne une "surpêche" massive.

Le texte des eurodéputés soumis au vote mercredi soir au Parlement modifie profondément la proposition de l'exécutif actualisant le contrôle des pêches pour les quinze prochaines années.

Le résultat du scrutin sera connu jeudi. Le texte limite drastiquement l'utilisation de caméras embarquées réclamés par la Commission: elles seraient obligatoires pour une durée limitée uniquement pour les

navires qui n'ont pas respecté les règles à au moins deux reprises. Si les eurodéputés approuvent l'imposition d'un dispositif de géolocalisation et l'usage de journaux de bord électroniques pour enregistrer les prises, ils souhaitent que les navires de moins de douze mètres puissent transmettre leurs données en fin de journée plutôt qu'après chaque prise.

Le règlement en vigueur prévoit une marge d'erreur maximale de 10% entre les quantités évaluées par les patrons pêcheurs dans leurs carnets de bord et les quantités effectivement débarquées.

Or, les eurodéputés ont proposé que cette marge de tolérance soit augmentée à 20%, voire 25% pour le thon. Autant

d'assouplissements qui suscitent le courroux du commissaire européen Virginijus Sinkevicius: "Il y a un clair risque de faire marche arrière (...) et d'effacer 40 années" de politique commune de la pêche, a-t-il averti devant le Parlement. "Accroître la marge de tolérance encouragerait la surpêche" et l'absence de caméras embarquées empêcherait de "contrôler convenablement" les rejets illégaux d'espèces protégées, selon lui.

"Si nous voulons faire peser sur nos pêcheurs des contraintes de plus en plus lourdes, leur coller des caméras dans le dos, nous ne ferons que privilégier les importations, une pêche qui ne respecte pas nos règles", a réagi François-Xavier Bellamy (PPE,

droite). Il faut "assurer une certaine flexibilité pour tenir compte des réalités du terrain", plaide Pierre Karkeskind (Renew, libéraux), réclamant un "contrôle pertinent, proportionné". Les ONG environnementales redoutent une détérioration accrue de populations de poissons déjà fragilisées. Des marges de tolérance accrues "rendraient inefficaces tout un pan de la politique commune", a critiqué l'eurodéputée Caroline Roose (Verts).

"Avec une transmission de la position des navires seulement les heures, les plus gros chalutiers ont le temps de dévier de leur trajectoire et d'aller pêcher dans les zones marines protégées sans se faire repérer", s'est-elle inquiétée.

LAGHOUAT

Campagne de sensibilisation sur l'implication professionnelle de la femme

Une caravane de sensibilisation sur l'implication de la femme dans le monde professionnel et de la production, est organisée dans la wilaya de Laghouat en direction des régions rurales, a-t-on appris jeudi auprès de la direction locale de l'Action sociale (DAS, partie organisatrice).

Composée de représentants des agences nationales de gestion du microcrédit (ANGEM) et d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (ANADE), ainsi que des directions de la formation et de l'enseignement professionnels (DFEP), des services agricoles (DSA) et de la conservation des forêts (CF), la caravane porte sur l'explication des domaines et activités liés à la promotion professionnelle de la femme rurale, a déclaré le DAS de Laghouat, Ramzi Tiouri.

La campagne intervient en application des instructions du wali de Laghouat visant la promotion des zones d'ombre pour en faire des régions viables et productives, à travers l'exploitation des énormes potentialités existantes dans le monde rural, notamment les matières premières, à l'instar des atouts de développement de l'agriculture et de l'élevage, a-t-il ajouté.

Pour assurer la qualification de la femme rurale, la DAS prévoit, en coordination avec la DEF, des sessions de formation qualifiante en direction de la femme rurale, sanctionnée de certificats d'aptitude professionnelle, a fait savoir le même responsable.

ACCIDENTS DE LA CIRCULATION 17 morts et 50 blessés en deux jours

Dix sept (17) personnes ont trouvé la mort et 50 autres ont été blessées dans 27 accidents de la circulation survenus dans 25 wilayas du pays, du 8 au 10 mars en cours, a indiqué jeudi un communiqué des services du Commandement de la Gendarmerie nationale.

En matière de trafic de produits psychotropes, les unités de la Gendarmerie nationale (GN) ont saisi, du 07 au 10 mars courant, 9.858 comprimés psychotropes de types différents, 26 flacons anesthésiants de marques différentes, un montant d'argent s'élevant à 44.000 Da provenant du trafic de ces substances nocives et quatre (04) moyens de transport.

Les mêmes unités de la GN ont également procédé à l'arrestation de seize (16) personnes impliquées, à travers les wilayas de Béjaïa, Bécharr, Sétif, Annaba, Ouargla et Tindouf.

En matière de fraude et de la contrebande, les unités de la GN ont saisi, au cours des dernières 48 heures, dans plusieurs opérations distinctes, 2 qx et 65 kg de volailles, 13 kg d'abats de volaille, 01 qx et 50 kg de viande rouge, 01 qx et 92 kg de pâtes alimentaires et 660 qx de farine.

Il a été également procédé, lors de la période susmentionnée, à la saisie de 129 qx et 25 kg de feuilles de tabac à chiquer, un ensemble de machines utilisées dans le conditionnement du tabac à chiquer, 91.700 sachets de la même matière, 740 paquets de cigarettes de différentes marques, 40 boîtes de narguilé, 12.724 bouteilles de boissons alcoolisées, 230 unités de pétards et de jeux d'artifice, un montant d'argent s'élevant à 81.250 Da, ainsi que cinq (05) moyens de transport.

Dix sept (17) personnes ont été arrêtées également à travers dix (10) wilayas: Oum El Bouaghi, Béjaïa, Biskra, Blida, Tébessa, Jijel, Sétif, Constantine, Mascara et El-Bayadh.

Pour ce qui est de la lutte contre l'immigration clandestine, les unités de la GN ont procédé à l'arrestation, pendant les dernières 48h, à Saida, Illizi et Relizane, seize (16) étrangers de différentes nationalités, ainsi que d'un (01) Algérien qui a facilité leur séjour illégal.

ENVIRONNEMENT

Accélération des projets à l'arrêt dans le Sud

La ministre de l'Environnement, Dalila Boudjemaâ a donné, jeudi, de "fermes" instructions aux directeurs de wilaya relevant de son département dans le sud pour accélérer le rythme de réalisation des projets à l'arrêt en raison de la pandémie (Covid-19).

Dans une déclaration à la presse, en marge d'une réunion régionale d'évaluation tenue en visioconférence avec les directeurs de l'environnement des wilayas du sud, Mme Boudjemaâ a souligné l'importance "d'accélérer progressivement le rythme de réalisation des différents projets lancés dans le cadre du développement des filières de valorisation des déchets pour l'édification d'une économie verte". Elle a ajouté, en outre, que le ministère de l'Environnement ne ménage aucun effort pour assurer la formation et l'accompagnement aux porteurs d'idées et aux start-up activant dans le domaine de l'économie verte, afin de faire aboutir leurs projets en matière d'économie circulaire.

Dans le but de promouvoir le climat général d'investissement, le ministère de l'Environnement a procédé à la simplification des mesures administratives en



faveur des investisseurs pour leur permettre d'obtenir un permis d'exploitation dans un délai de 15 à 20 jours, en prévision du lancement de leurs projets, a-t-elle précisé.

Mme Boudjemaâ a appelé, dans ce sens, les directeurs de l'Environnement à s'acquitter de leurs missions sur "le terrain" et "à ne pas rester cloîtrés dans leurs bureaux",

insistant sur l'importance de se rapprocher des citoyens pour l'application de la feuille de route de la politique environnementale.

La ministre a plaidé, en outre, pour le développement et la promotion du partenariat public-privé (PPP) en matière de recyclage et de valorisation des déchets, en sus de l'intensification des visites d'inspection des institutions classées. S'agissant

des actions éducatives et de sensibilisation dans le domaine de l'Environnement, la ministre a rappelé la création, au niveau de chaque wilaya du pays, d'une maison de l'environnement chargée de la sensibilisation et de la formation dans le domaine de l'environnement et activant en coordination permanente avec la société civile, soulignant que la préservation de l'environnement "est l'affaire de tous". Concernant le nettoyage des quartiers, des campagnes ont été menées dans ce sens à travers plusieurs wilayas, en coordination avec les collectivités locales et avec la participation des associations intéressées par l'environnement, a-t-elle soutenu.

Le ministère œuvre à vulgariser et à étendre ces opérations à d'autres wilayas, prévoyant l'organisation de campagnes de nettoyage chaque samedi, a-t-elle conclu.

SÉCURITÉ SOCIALE

Un bond qualitatif en 2020 grâce à la numérisation

Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, El Hachemi Djaaboub, a fait état, jeudi à Alger, d'un "bond qualitatif" en matière d'affiliation à la Sécurité sociale durant l'année 2020 grâce à la numérisation des procédures.

En réponse à la question d'un membre du Conseil de la Nation sur les offres d'emploi et l'affiliation à la Sécurité sociale, lors d'une plénière consacrée aux questions orales, M.

Djaaboub a indiqué que les procédures d'affiliation à la Sécurité sociale avaient enregistré en 2020 un "bond qualitatif" grâce à la numérisation qui a permis d'accélérer l'opération d'immatriculation, de réduire les délais de traitement et de déclarer à distance les salariés.

"Quelque 313.350 demandes d'immatriculation ont été enregistrées via le portail électronique en 2020 et le délai entre la date de la demande et l'immatriculation est passée de 10 à 7 jours", a précisé le ministre dans ce contexte. L'affiliation à la Caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés (CNAS) incombe aux employeurs

conformément aux dispositions de la loi 83-14 du 2 juillet 1983 relative aux obligations des assujettis en matière de Sécurité sociale.

Les employeurs sont tenus d'adresser une demande d'affiliation des bénéficiaires de la Sécurité Sociale dans les dix (10) jours qui suivent le recrutement du travailleur faute de quoi ils s'exposent aux sanctions prévues par la loi, a rappelé le ministre.

Les services de l'Inspection de travail se chargent du contrôle de l'application de la loi et de la réglementation relatives au travail, à l'emploi et à la Sécurité sociale, a précisé le ministre, faisant état, à titre d'exemple, la découverte de 8.908 salariés non déclarés lors des opérations de contrôle effectuées en 2019 et de 2.600 autres en 2020, relevant un "recul notable".

Le ministre a fait état, dans le même cadre, de tentatives de non déclaration à la Sécurité sociale pour ne pas payer les cotisations, pour l'employeur ou pour pouvoir exercer plus d'un travail ou bénéficier d'autres avantages sociaux et

aides de l'Etat, pour le travailleur". Ces comportements, a-t-il poursuivi, sont combattus à travers le contrôle et l'inspection continus, la numérisation et l'interconnexion de tous les organismes relevant du secteur, ainsi que la généralisation de la déclaration à distance en rendant obligatoire à travers la révision de la réglementation en vigueur.

M.Djaaboub a également rappelé l'orientation des demandeurs d'emploi dans le cadre du traitement des offres d'emploi par l'Agence nationale de l'emploi (ANEM) à travers le système d'information "Wassit", qui fait le lien automatique et instantané entre les demandes et les offres d'emploi, en prenant en compte les exigences de l'entreprise de recrutement.

Par ailleurs, le ministre a fait état de mesures prises en matière de réponse aux usagers, notamment "l'interdiction du refus verbal", précisant que tout refus doit être "écrit et dûment motivé", ainsi que l'obligation de remise d'un récépissé pour chaque dossier déposé".

BORDJ BOU ARRERIDJ Des femmes syndicalistes appellent à la révision du décret relatif au congé de maternité (rencontre)

Les participantes à une rencontre régionale des femmes syndicalistes affiliées à l'Union générale des Travailleurs algériens (UGTA) ont plaidé mercredi depuis Bordj Bou Arreridj pour "la révision du décret relatif au congé de maternité".

S'exprimant en marge d'une rencontre organisée à la maison du syndicat Abdelhak Benhamouda au chef-lieu de wilaya, Soumia Salhi, présidente de la commission nationale des femmes travailleuses à la centrale syndicale, a indiqué à l'APS que l'objectif est d'évoquer les principales contraintes rencontrées par la

femme active notamment l'article 32 du décret 84-27 relatif au congé de maternité le qualifiant d'"injuste pour la femme enceinte active car il l'a privé du paiement du congé de maternité en cas d'absence pour une seule journée", appelant à la "révision du décret".

"L'adoption de la convention n 190 sur la violence et le harcèlement en milieu de travail de l'Organisation internationale du travail (OIT) constitue un "cadre clair englobant tous les volets concernant la prise en charge des cas de violence et de harcèlement ciblant tous les travailleurs, notamment les travailleuses",

a ajouté la même syndicaliste.

Pour sa part, Meriem Serdouk, représentante de la wilaya de Constantine, a indiqué que ce genre de rencontres de travailleuses constitue "une opportunité pour poser et exposer les préoccupations et l'ouverture également de débat constructif entre les militantes pour aboutir à une stratégie servant les intérêts de la femme travailleuse".

Cette rencontre constitue une "occasion pour faire la lumière sur les préoccupations de la femme active en vue de solutionner les problèmes qu'elle rencontre notamment en ce qui concerne le congé de mater-

nité", a considéré Sana Hadjab de la wilaya d'Oum El Bouaghi. Dans ce contexte Karima Boudrouaz, membre du secrétariat national de l'UGTA et membre de la commission nationale de la femme, a indiqué que cette rencontre sera suivie d'une vaste campagne à l'intérieur des entreprises en vue de sensibiliser et informer les femmes actives à ce sujet. La rencontre dont l'organisation s'inscrit dans le cadre de la célébration de la Journée internationale de la femme, a vu la participation de syndicalistes de l'UGTA représentant 17 wilayas de l'Est du pays.

ENFANTS - VIRUS

La pandémie fait régresser les indicateurs de l'enfance, une génération menacée (Unicef)

Ecoles fermées, pauvreté et mariages forcés en hausse, dépressions: après un an de pandémie, les indicateurs mesurant le développement des enfants et adolescents ont presque tous "régressé", un recul annonciateur de séquelles durables pour toute une génération, alerte l'Unicef.

"Le nombre d'enfants affamés, isolés, maltraités, anxieux, vivant dans la pauvreté ou contraints au mariage a augmenté", a indiqué Henrietta Fore, directrice du Fonds des Nations Unies pour l'enfance, dans un communiqué diffusé un an exactement après que l'OMS eut classé le Covid-19 au rang de pandémie.

"Parallèlement, leur accès à l'éducation, aux possibilités de socialisation et à des services essentiels tels que la santé, la nutrition et la protection a diminué.

Tout indique que les enfants subiront les séquelles de la pandémie pendant des années", a-t-elle ajouté.

Elle a appelé à placer les enfants "au cœur des efforts de redressement", en "donnant la priorité" aux réouvertures d'école et en fournissant une protection sociale aux familles - y compris sous forme de transferts monétaires - pour éviter "une géné ration perdue". L'Unicef cite à l'appui une série de chiffres alarmants. Si la pandémie a fait des ravages chez les personnes âgées, les enfants et adolescents de moins de 20 ans représentent 13% des 71 millions de cas de coronavirus recensés dans les 107 pays fournissant des données par âge.

Dans les pays en développement, les projections montrent une hausse de 15% de la pauvreté chez les enfants.

Six à sept millions d'enfants supplémentaires pourraient être atteints de malnutrition ou d'émaciation en 2020, soit une hausse de 14% qui pourrait se



traduire par plus de 10.000 morts supplémentaires par mois, essentiellement en Afrique sub-saharienne et en Asie du sud. Pour 168 millions d'écoliers dans le monde, les écoles sont fermées depuis presque un an.

Au moins un tiers de ceux dont l'établissement est clos n'ont pas accès à l'enseignement en ligne.

Au moins un enfant ou adolescent sur sept a été soumis à des mesures de confinement pendant l'essentiel de l'année écoulée, accentuant anxiété, dépression et isolement. Conséquence

des écoles fermées et de la dégradation de la situation économique: la pandémie pourrait aussi provoquer le mariage de 10 millions d'enfants d'ici 2030, qui s'ajouteraient aux 100 millions de filles considérées comme à risque d'être mariées d'ici là.

Le coronavirus a aussi entraîné la suspension de campagnes de vaccination contre d'autres maladies - à commencer par la rougeole - dans 26 pays, augmentant d'autant les menaces planant sur la santé des personnes non immunisées.

INDONÉSIE

Un accident de bus fait au moins 27 morts

Au moins 27 personnes, parmi lesquelles des collégiens, sont décédées dans l'accident d'un bus qui transportait des pèlerins sur l'île indonésienne de Java, ont annoncé jeudi les autorités.

Toute la nuit, aidés de grues, des sauveteurs ont extrait les rescapés de ce bus tombé mercredi soir dans un ravin à Sumedang, une région de l'ouest de Java.

L'autocar, à bord duquel se trou-

vaient 66 personnes, circulait sur une route sinueuse et mal éclairée quand il a chuté dans un ravin de 20 mètres, ont précisé les autorités qui ont fait état de 39 survivants.

Les victimes sont des enfants, des adultes ainsi que le chauffeur, a indiqué Mamang Fatmono, responsable des secours de Bandung. Une enquête a été ouverte afin de déterminer les causes de cet accident. Les passagers retournaient

vers la ville de Subang après avoir effectué un pèlerinage religieux dans l'ouest de Java.

Les tragédies sont fréquentes sur les routes de l'archipel, du fait de la vétusté des véhicules et des infrastructures, et d'un code de la route souvent très peu respecté par les conducteurs. Fin 2019, au moins 35 personnes avaient été tuées lorsque leur bus avait chuté dans un ravin de l'île de Sumatra.

ARGENTINE

Douze personnes portées disparues et 200 maisons détruites dans des incendies

Au moins douze personnes sont portées disparues et plus de 200 maisons ont été détruites suite aux incendies qui ont ravagé, mercredi, une partie de la région de Chubut (centre d'Argentine) à quelque 1400 km au sud-ouest de Buenos Aires, selon des sources policières citées par la presse locale.

Les autorités de cette province, qui se trouve aux pieds de la chaîne montagneuse des Andes proche de la frontière avec le Chili, font également état de centaines de personnes évacuées à cause de deux foyers de feu qui font rage. D'autres foyers éteints le 6 mars courant après une quarantaine de jours de lutte contre les flammes et d'importants dégâts, se sont ravivés à nouveau.

Les personnes évacuées ont été logées dans des écoles ou des clubs de sport, au moment où des centaines de pompiers, de poli-

ciers et de militaires continuent de lutter contre les flammes. Les autorités locales ne disposent, pour le moment, d'aucune explication sur les causes des départs de feu dans cette région touristique. Toutefois, le gouvernement central prévoit de déposer une plainte pénale pour incendie. Le ministre de l'Environnement et du Développement durable, Juan Cabandié, "présentera une plainte pour déterminer les responsabilités pénales au sujet de ce qui s'est passé" dans cette région, a annoncé le président Alberto Fernandez.

Le ministre de l'environnement, de son côté, fait savoir qu'il dispose d'indications selon lesquelles "l'incendie a été déclenché intentionnellement", annonçant la mobilisation de moyens conséquents pour venir à bout des flammes.

JAPON

Le pays commémore les dix ans de la triple catastrophe de 2011

Le Japon a commémoré jeudi le dixième anniversaire de la triple catastrophe du 11 mars 2011 - séisme, tsunami et accident nucléaire - qui a traumatisé durablement toute la nation.

A 14h46 (05h46 GMT), heure à laquelle le séisme a frappé en 2011, une minute de silence a été observée dans tout le Japon, suivie à Tokyo d'une cérémonie où se sont exprimés l'empereur Naruhito et le Premier ministre Yoshihide Suga.

Le lourd bilan humain de près de 18.500 morts ou disparus a été causé principalement par un gigantesque tsunami, dont les vagues hautes comme des immeubles se sont abattues sur les côtes du nord-est japonais peu après le tremblement de terre de magnitude 9,0. L'accident nucléaire qui a suivi à la centrale de Fukushima Daiichi, envahie par les flots, où les coeurs de trois des six réacteurs sont entrés en fusion, a rendu des villes entières inhabitables pendant des années à cause des

radiations et forcé des dizaines de milliers de personnes à partir. Il s'agissait du pire accident nucléaire depuis celui de Tchernobyl (Ukraine) en 1986. "La magnitude des dégâts causés par la catastrophe est si profonde que la mémoire inoubliable de la tragédie persiste dans mon esprit", a déclaré l'empereur. "Notre nation a vécu plusieurs catastrophes qu'on peut considérer comme des crises nationales" mais "nos prédécesseurs ont surmonté chaque crise avec courage et espoir", a rappelé pour sa part M. Suga, assurant que le Japon regarderait "toujours vers l'avant". Des hommages publics et privés ont eu lieu toute la journée dans le nord-est du Japon, comme à Hisanohama, dans la ville côtière d'Iwaki (département de Fukushima), où Toshio Kumaki, 78 ans, s'est recueilli au lever du jour sur le mur anti-tsunami en béton construit après 2011. Un tremblement de terre de magnitude 7,3 est venu rappeler le

13 février dernier les risques sismiques permanents au large du Japon. Plus d'une centaine de personnes avaient été blessées dans ce séisme, considéré comme une lointaine réplique de celui de 2011. Ces commémorations ont eu lieu à deux semaines seulement du départ prévu, à Fukushima, du relais de la flamme olympique pour les JO de Tokyo-2020, baptisés "Jeux de la reconstruction". L'ombre de la pandémie plane sur l'événement, reporté à cette année, mais gouvernement japonais et organisateurs espèrent que le relais permettra de recentrer l'attention sur cette région meurtrie. Pour beaucoup, c'est anniversaire est l'occasion d'un moment de réflexion personnelle sur un drame national encore douloureusement présent avec des dizaines de milliers de personnes déplacées et 2% de la superficie de Fukushima en zone interdite.

INDE

Neuf personnes tuées dans une collision entre une voiture et un camion

Neuf personnes ont été tuées et douze autres blessées dans une collision entre une voiture légère et un camion dans l'Etat indien de l'Uttar Pradesh (nord), selon les autorités locales.

L'accident s'est produit sur l'autoroute Agra-Kanpur, près du district d'Etmadula en raison de la vitesse excessive, a fait savoir le chef principal de la police d'Agra, Babloo Kumar, notant que les blessés ont été transférés à un hôpital à proximité. Le véhicule léger roulant à grande vitesse a traversé de l'autre côté de l'autoroute avant d'heurter le camion", précise la même source. En février dernier, 45 personnes avaient été tuées après la chute d'un autocar dans un canal du district de Sidhi dans l'Etat de Madhya Pradesh (centre). Les routes indiennes figurent parmi les plus meurtrières au monde. Plus de 150000 personnes meurent chaque année dans les accidents de la route.

GRANDE-BRETAGNE

Johnson "choqué" par les développements de l'enquête sur la disparition d'une Londonienne

Le Premier ministre britannique, Boris Johnson, s'est dit jeudi "choqué" et "profondément attristé" par le développement de l'enquête sur la disparition d'une Londonienne alors qu'elle rentrait chez elle, dans laquelle un policier est accusé de meurtre, selon les médias.

Sarah Everard, 33 ans, avait rendu visite à des amis à Clapham, dans le sud de Londres, et retournait chez elle à Brixton, à environ 50 minutes de marche, lorsqu'elle a disparu, vers 21h30, le 3 mars.

Un policier d'une quarantaine d'années appartenant à une unité de la police de Londres chargée de protéger les représentations diplomatiques a été arrêté. Initialement soupçonné, dans cette affaire, pour enlèvement, il est désormais accusé de meurtre. Des restes humains ont été retrouvés mais n'ont pu encore être identifiés. "Je suis choqué et profondément attristé par les développements de l'enquête sur Sarah Everard", a déclaré dans un tweet Boris Johnson.

"Nous devons travailler rapidement pour trouver toutes les réponses à cet horrible crime". A la suite de la disparition, un important dispositif de recherches a été déployé.

Des restes humains ont été trouvés près de la ville d'Ashford, au Sud-Est de Londres, a révélé mercredi soir la cheffe de Scotland Yard Cressida Dick. Mais la police n'est pour l'instant "pas en mesure de (les) identifier", a-t-elle indiqué, ajoutant que "cela pourrait prendre un temps considérable". La disparition de Sarah et les recherches qui ont suivi ont choqué et ému de nombreuses femmes s'identifiant à la trentenaire. "Beaucoup de femmes ont partagé leurs histoires et leurs inquiétudes en ligne depuis la disparition de Sarah. Elles sont si puissantes parce que toutes les femmes peuvent s'y retrouver", a déclaré sur Twitter la ministre de l'Intérieur, Priti Patel. "Chaque femme devrait se sentir en sécurité lorsqu'elle arpente nos rues, sans craindre d'être agressée ou violente", a-t-elle ajouté. Selon un sondage YouGov pour UN Women UK, 80% des femmes de tous âges rapportent avoir été victimes de harcèlement dans des lieux publics, 97% des femmes âgées de 18 à 24 indiquant avoir été victime de harcèlement sexuel.

CHIRURGIE PÉDIATRIQUE Une centaine d'opérations effectuées à l'EPH de Aïn Defla

Au total, 98 opérations se rapportant à certaines spécialités de la chirurgie infantile ont été effectués depuis dimanche dernier à ce jour au niveau de l'Établissement public hospitalier (EPH) de Aïn Defla, a-t-on appris mercredi auprès du directeur de cette structure de santé.

"Depuis le début de la semaine en cours à ce jour, nous avons effectué 98 opérations se rapportant à certaines spécialités de la chirurgie infantile à l'instar notamment des hernies et des ectopies testiculaires", a précisé Habbiche Bouabdellah.

Observant que les patients appelés à être opérés ont subi récemment les tests préopératoires, il a indiqué qu'en sus de Aïn Defla, ceux-ci sont issus des wilayas de Tipasa et Chlef.

Les opérations chirurgicales se sont déroulées avec le concours de trois médecins spécialistes en chirurgie infantile, un anesthésiste-réanimateur des médecins généralistes des services femmes et enfants auxquels s'ajoutent le personnel paramédical de l'EPH a-t-il fait savoir, faisant état de l'organisation, dans un "très proche" avenir, d'autres opérations consacrées cet te fois-ci les spécialités ORL et ophtalmologie.

Des parents rencontrés sur place n'ont pas caché leur joie au sujet de cette initiative prise par l'hôpital, se félicitant que toutes les conditions aient été prises pour la réussite de cette action humanitaire dont l'objectif est d'améliorer la santé et la qualité de vie de leur progéniture.

CHU D'ORAN De 3 à 4 cas de cancer de la langue annuellement (spécialiste)

De 3 à 4 cas de cancer de la langue, sont enregistrés annuellement par le service d'ORL du Centre hospitalo-universitaire (CHU) d'Oran, a-t-on appris samedi de la responsable de ce service. "De tous les cancers que nous rencontrons quotidiennement, ce type est de loin le plus difficile et le plus foudroyant des cancers. Malheureusement il reste toujours méconnu chez nous", a précisé à l'APS, Pr. Zoubida Serradji. "C'est un cancer qui se développe très rapidement. Sa croissance est très rapide et ses complications sont multiples. Il en est ainsi parce que le cancer de la bouche est souvent diagnostiqué à un stade déjà avancé", a-t-elle fait savoir.

Classiquement, le cancer de la langue touche avec prédilection le sujet âgé (de 50 à 60 ans), a-t-elle expliqué, soulignant "cependant, nous avons enregistré plusieurs cas chez la population jeune. J'ai personnellement reçu des malades de 30, 35 et 38 ans atteintes de ce cancer à des stades très avancés". Parmi les causes, il y a la mauvaise hygiène buccodentaire, le tabac aussi l'alcool, a-t-on fait savoir. Malheureusement, ce type de cancers ne laisse pas trop de temps au malade, il s'avère fatale dans la plupart des cas puisqu'il est diagnostiqué tardivement, car les gens ignorent ses symptômes et le confondent avec de simples lésions de la langue du au frottement avec les dents, a-t-elle ajouté.

La symptomatologie des tumeurs de langues est très variable. Elle peut se manifester par des signes évidents comme une ulcération ou une tuméfaction visible sur les bords libres de la langue. Elles peuvent également passer inaperçues ne se révélant que par des otalgies (manifestation douloureuse localisée au niveau de l'oreille), une légère gêne à la mastication ou par de simples picotements aux épices.

La personne peut aussi avoir du mal à articuler, décrit la spécialiste, faisant remarquer qu'il y a souvent une importante perte de poids car la personne mange beaucoup moins.

Pour ce qui est de dépistage précoce, il faut s'assurer d'une bonne santé buccodentaire et consulter un dentiste au moins deux fois par an, a-t-elle conseillé.

"Au moindre symptôme ou à la moindre érosion de la langue aussi petite qu'elle soit, il faut consulter un médecin", a-t-elle préconisé.

135 nouveaux cas, 111 guérisons et 3 décès

Cent trente cinq (135) nouveaux cas confirmés de Coronavirus (Covid-19), 111 guérisons et 3 décès ont été enregistrés ces dernières 24 heures en Algérie, a annoncé samedi à Alger le porte-parole du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus, Dr Djamel Fourar.

Le total des cas confirmés de coronavirus s'élève ainsi à 115.143 dont 135 nouveaux cas durant les dernières 24 heures, soit 0,3 cas pour 100.000 habitants, celui des décès à 3034 cas, alors que le nombre de patients guéris est passé à 79.783 cas, a précisé Dr Fourar lors du point de presse quotidien consacré à l'évolution de la pandémie de Covid-19.

Par ailleurs, 12 patients sont actuellement en soins intensifs, a également fait savoir Dr Djamel Fourar.

En outre, 8 wilayas ont recensé durant les dernières 24 heures moins de 9 cas, 34 wilayas n'ont enregistré aucun cas, alors que 6 autres ont enregistré 10 cas et plus.

Le même responsable a souligné que la situation épidémiologique actuelle exige de tout citoyen vigilance et respect des règles d'hygiène et de distanciation physique, rappelant l'obligation du respect du confinement et du port du masque.

BLIDA 100 greffes de rein en ligne de mire en 2021

L'établissement hospitalier de greffe d'organes et des tissus de Blida a programmé la réalisation d'une centaine de greffes rénales en 2021 pour des patients souffrant d'insuffisance rénale au stade terminal, a-t-on appris auprès des responsables de cette structure.

Selon la coordinatrice des activités hospitalières auprès de l'établissement hospitalier, Zineb Larbi, la structure s'est fixée pour objectif de réaliser une centaine de greffes rénales, durant l'année en cours, avec une moyenne de deux greffes par semaine.

Elle a expliqué à l'APS que la réalisation de cet objectif est, néanmoins, "tributaire de la disponibilité de donneurs apparentés", soulignant que l'établissement de greffe d'organes et des tissus de Blida dispose des moyens matériels nécessaires et de médecins compétents pour la réalisation de ce type d'interventions".

La praticienne a rassuré les citoyens qu'"on peut très bien vivre avec un seul rein, sans souffrir d'aucun dysfonctionnement", observant qu'"en offrant l'un de ses reins, le donneur offre une chance de vivre au malade atteint d'une insuffisance rénale au stade terminal".

Elle a indiqué que depuis la reprise de l'activité de l'établissement spécialisé dans les greffes de rein, en début d'année en cours (2021), en raison de la pandémie du coronavirus, 13 greffes rénales au profit de patients issus de différentes wilayas, dont Médéa et Alger, ont été réalisées.

Dr. Larbi a souligné les difficultés endurées par les patients atteints d'une insuffisance rénale chronique, durant la pandémie.

Plusieurs d'entre eux ont contracté le virus, a-t-elle dit, relevant que durant 11 mois, l'établissement qui a été réquisitionné à l'accueil des



malades du Covid-19, a néanmoins mobilisé 48 lits pour des insuffisants rénaux qui venaient recevoir des soins pour une durée de 10 à 15 jours.

Dans le but de sensibiliser les citoyens sur l'importance du don de reins, la même responsable a fait état de la réalisation, par son établissement, d'opérations de jumelage avec de nombreux hôpitaux du pays, dont ceux de Batna et Djelfa, afin d'informer sur les greffes réalisées par l'établissement de Blida et sur les spécialités qu'il assure.

De son côté, le responsable du service d'anesthésie et réanimation de l'établissement, Dr.

Chater Fahd a mis en exergue les "terribles" souffrances des insuffisants rénaux au stade terminal de la maladie, dont la survie "dépend des pénibles séances d'hémodialyse endurées, 3 fois par semaine, durant près de quatre heures par jour".

"Leur guérison dépend d'un éventuel don d'organe d'un de leur proches", a-t-il relevé.

Il a déploré, en outre, la "grande pression subie par le service d'hémodialyse des patients souffrants d'insuffisance rénale au stade chronique, atténués par de longs déplacements effectués à partir de wilayas lointaines, dès les

premières heures de la journée", et expliquant, par là, la possibilité de "mettre un terme à cette souffrance grâce à un don de rein d'un proche du malade".

Plus de 25 greffes rénales réalisées, durant la pandémie, à l'échelle nationale

Depuis la déclaration de la pandémie du Coronavirus, l'Agence nationale de greffes d'organes a réalisé quelques 25 transplantations rénales, à l'échelle nationale, a indiqué à l'APS, son directeur général, Pr. Chaouèche Hocine.

"En dépit de la conjoncture difficile traversée par le pays, durant la pandémie de la Covid-19, ayant nécessité la suspension des greffes rénales pour une durée relativement courte, nous avons réussi à effectuer 25 greffes rénales au profit de malades de différentes wilayas, dont Batna, Annaba, Alger et Blida", a-t-il dit.

Il a imputé cet arrêt d'activité à "l'atteinte de nombreux médecins parmi les staffs mobilisés contre la pandémie, par le virus".

Un fait corroboré par Dr. Larbi, qui a également relevé que plusieurs médecins de l'établissement hospitalier de greffe d'organes et des tissus de Blida ont été atteints par la Covid-19.

Le Pr. Chaouèche a, aussi, fait part de la détermination

de l'Agence nationale de greffes d'organes de relever le nombre de transplantations programmées pour cette année, "au regard de l'amélioration de la situation sanitaire et de la reprise des activités des services de greffes rénales, à l'échelle nationale".

Il a, par la même, souligné le rôle dévolu aux médias dans la sensibilisation des citoyens sur l'importance du don de reins, et des compétences médicales algériennes réalisant ce type d'intervention".

Sur un autre plan, le même responsable a assuré qu'"aucun décès n'a été enregistré parmi les malades ayant bénéficié de greffes rénales, ces deux dernières années grâce au suivi rigoureux dont ils bénéficient tout au long de la période de leur traitement".

"La santé du malade est au dessus de toute considération", a-t-il soutenu.

Il a, néanmoins, déploré le décès, durant la pandémie, de près d'une centaine d'insuffisants rénaux qui bénéficiaient de séances d'hémodialyse, alors qu'ils pouvaient être sauvés s'ils avaient été greffés.

L'Algérie compte près de 30.000 insuffisants rénaux, selon le président de la Fédération nationale des insuffisants rénaux, Mohamed Boukhers.

Il a relevé l'absence de statistiques officielles sur le nombre d'insuffisants rénaux infectés par le nouveau coronavirus, ou de ceux morts à cause de ce virus.

M. Boukhers a lancé un appel aux autorités supérieures du pays en vue de "conférer davantage d'intérêt aux malades du rein, marginalisés", selon lui, notamment au volet de la couverture sociale qui devrait, a-t-il dit, être assurée à ces malades, notamment ceux à faible ou sans revenus.

P A N D É M I E D E C O R O N A V I R U S

BILAN DE LA PANDÉMIE DANS LE MONDE

Au moins 2.621.295 décès

La pandémie du nouveau coronavirus (Covid-19) a fait au moins 2.621.295 décès dans le monde depuis son apparition fin décembre 2019, selon un bilan établi à partir de sources officielles jeudi.

Plus de 117.982.000 cas d'infection ont été diagnostiqués depuis le début de l'épidémie.

Sur la journée de mercredi, 9.765 nouveaux décès et 460.039 nouveaux cas ont été recensés dans le monde.

Les pays qui ont enregistré le plus de nouveaux décès dans leurs derniers bilans sont le Brésil avec 2.286 nouveaux morts, les Etats-Unis (1.455) et le Mexique (699).

Les Etats-Unis sont le pays le plus touché tant en nombre de morts que de cas, avec 529.263 décès pour 29.154.666 cas recensés, selon le comptage de l'université Johns Hopkins. Après les Etats-Unis, les pays les plus touchés sont le Brésil avec 270.656 morts et 11.202.305 cas, le



Mexique avec 192.488 morts (2.144.558 cas), l'Inde avec 158.189 morts (11.285.561 cas), et le Royaume-Uni avec 124.987 morts (4.234.924 cas).

Parmi les pays les plus durement touchés, la République tchèque est celui qui déplore le plus grand nombre de morts par rapport à sa popu-

lation, avec 211 décès pour 100.000 habitants, suivi par la Belgique (193), la Slovénie (188), le Royaume-Uni (184) et le Monténégro (174). L'Europe totalisait jeudi à 11h00 GMT 886.000 décès pour 39.232.567 cas, l'Amérique latine et les Caraïbes 707.403 décès (22.373.999 cas), les Etats-Unis et le Canada 551.594 décès (30.050.369 cas), l'Asie 261.469 décès (16.474.620 cas), le Moyen-Orient 107.165 décès (5.823.847 cas), l'Afrique 106.706 décès (3.993.632 cas), et l'Océanie 958 décès (32.967 cas). Ce bilan a été réalisé à partir de données collectées par des agences auprès des autorités compétentes et des informations de l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

BRÉSIL

Pour la 1^{ère} fois, les 2.000 morts dépassés en 24h

Le Brésil a déploré pour la première fois plus de 2.000 morts du coronavirus en 24 heures mercredi, selon le dernier bilan officiel du ministère de la Santé, qui fait état de 2.286 nouveaux décès.

Ce pays de 212 millions d'habitants, le deuxième le plus endeuillé au monde après les Etats-Unis, compte à présent 270.656 morts causés par le virus, avec 11,2 millions de personnes infectées.

Le Brésil avait déjà battu son record de décès journaliers mardi (1.972), et a enregistré mercredi 79.876 nouveaux cas confirmés, le troisième pire total depuis le début de la pandémie.

"Nous sommes au pire moment de la pandémie au Brésil, le taux de transmission avec les variants rend l'épidémie encore plus grave."

L'année 2021 va encore être très dure", a déclaré Margaret Dalcolmo, pneumologue et chercheuse à la Fiocruz, institut de référence en santé publique.

La vaccination a débuté tardivement

dans cet immense pays aux dimensions continentales, et à rythme encore lent: 8,8 millions de personnes (4,2 % de la population) ont reçu une première dose de vaccin, 3,05 millions ont reçu la deuxième dose.

Après de nombreuses mises en garde de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), c'était au tour mercredi de l'Organisation Pan-Américaine de la Santé (OPS) de faire part de son inquiétude.

"La situation du Brésil est très préoccupante. Cela nous rappelle que les zones déjà très atteintes par le virus sont encore très vulnérables à de nouvelles infections", a estimé la directrice de l'OPS, Carissa Etienne.

"Il ne faut pas attendre que les systèmes de santé soient saturés pour mettre en place des mesures de santé publique", a-t-elle ajouté. La plupart des Etats brésiliens ont durci les restrictions la semaine dernière, malgré le déni du président d'extrême droite Jair Bolsonaro, qui n'a cessé

de minimiser la pandémie et de s'opposer à toute fermeture des commerces, au nom de la préservation de l'emploi.

Lors d'une cérémonie officielle de promulgation d'une loi autorisant des dépenses supplémentaires pour l'acquisition de vaccins, Jair Bolsonaro a adopté un discours plus modéré que d'habitude, utilisant même, fait rare, un masque de protection.

"Faisons confiance au gouvernement, au ministère de la Santé", qui travaillent avec "sérieux et responsabilité", a déclaré le chef de l'Etat, dont la gestion chaotique de la pandémie est pourtant fortement critiquée par les spécialistes en santé publique.

Quelques heures plus tôt, il avait été vivement critiqué par l'ex-président de gauche Luiz Inácio Lula da Silva, qui avait recommandé aux Brésiliens de "ne suivre aucune des décisions imbéciles prises par le président de la République et son ministère de la Santé".

FRANCE

Près de 4.000 malades en réanimation, les transferts de patients augmentent

Près de 4.000 malades du Covid-19 en réanimation, des patients évacués de certaines régions pour éviter la saturation des hôpitaux: la crise sanitaire en France, au centre d'un conseil de défense mercredi matin, est loin d'être terminée malgré la protection promise par la campagne de vaccination.

Un nouveau confinement a été écarté pour l'heure en Ile-de-France, région la plus peuplée du pays (12 millions d'habitants) et en proie à une très forte hausse du nombre de malades du Covid-19 accueillis dans un service de réanimation, avec 1.034 patients mercredi selon l'Agence régionale de santé (ARS) pour "moins de 1.050" lits disponibles.

C'est pourquoi "un certain nombre d'évacuations sanitaires" aura lieu "dans les jours qui viennent", afin de transférer des malades vers d'autres régions, a annoncé mercredi le porte-parole du gouvernement Gabriel Attal, après le conseil de défense et le Conseil des ministres.

Cette menace de saturation a déjà poussé l'ARS Ile-de-France à donner l'"ordre ferme" aux hôpitaux et cliniques de déprogrammer 40% de leurs activités médicales et chirurgicales pour augmenter les capacités d'accueil.

L'objectif est de 1.577 lits de réanimation, réservés aux cas les plus graves.

Dans les Hauts-de-France, c'est vers la Belgique que seront prochainement transférés des patients hospitalisés, selon l'ARS. "Nous sommes toujours sur une ligne de crête", a encore assuré M. Attal, à la veille d'une conférence de presse du ministre de la Santé Olivier Véran qui fera un point global sur la situation sanitaire.

Mais après sept semaines de couvre-feu à 18h en métropole et plus de quatre mois de fermeture pour les restaurants, bars, lieux culturels et salles de sport privées notamment, l'exécutif veut tout faire pour éviter les confinements stricts, en vigueur dans plusieurs territoires outre-mer (Mayotte, Nouvelle-

Calédonie, Wallis-et-Futuna). Le gouvernement avait déjà repoussé fin janvier cette solution au niveau national, alors qu'elle était réclamée par le conseil scientifique.

"Nous sommes à saturation, ça continue de monter et on est en train de dispatcher des malades un peu partout, comme on peut."

On annule des opérations, on annule des prises en charge d'autres malades, voilà les conséquences de l'absence de décision", a regretté Stéphane Gaudry, professeur de médecine intensive et réanimation à l'hôpital Avicenne (Bobigny).

A l'inverse, le mouvement d'"occupation" des théâtres pour réclamer la réouverture des lieux culturels commence à prendre de l'ampleur, avec une mobilisation dans trois théâtres nationaux. Et plusieurs sociétés médicales (dont les sociétés françaises d'ophtalmologie, de médecine d'urgence et de réanimation) se sont alliées à des organisations de l'événementiel pour demander la reprise des congrès médicaux, annulés depuis un an. A défaut de confinement national, des confinements de week-end ont toutefois été décidés dans certaines régions.

Dans les Alpes-Maritimes, cette mesure va être reconduite samedi et dimanche, a annoncé M. Attal.

Idem dans l'agglomération de Dunkerque, comme l'avait annoncé dès mardi la préfecture du Nord, et dans le département du Pas-de-Calais, où c'est prévu jusqu'à la fin mars.

La cadence de la campagne de vaccination, tributaire des approvisionnements limités, ne permet pas à ce stade d'envisager un soulagement dans les hôpitaux, surtout dans les territoires où le variant anglais du coronavirus s'est répandu à grande vitesse, comme à Dunkerque ou en région parisienne.

Sur toute la France, 3.918 malades étaient soignés mercredi dans un service de réanimation. Le niveau, stable par rapport à mardi, reste éloigné des pics de la première (7.000 au prin-

temps) et de la deuxième vague (4.900 à l'automne) mais le rythme s'est nettement accéléré depuis fin février (le nombre de patients en réa se situait autour de 3.500).

266 nouveaux morts du Covid-19 ont été comptabilisés mercredi dans les hôpitaux, portant le bilan total à près de 90.000 depuis le début de l'épidémie, il y a un an.

En revanche, le nombre de morts dans les Ehpad, qui est diffusé deux fois par semaine par les autorités sanitaires, est passé mardi sous la barre des 100, avec 70 décès comptabilisés, au plus bas depuis la mi-octobre.

Dans ces établissements, le taux de couverture avec une dose de vaccin atteint 85% des résidents, et désormais 63% avec deux doses.

Selon le dernier bilan mercredi, 4,3 millions de personnes ont reçu au moins une dose de vaccin, dont 2,1 millions ont été vaccinés avec deux doses, depuis le début de la campagne, qui concerne pour l'instant les Ehpad, les plus de 75 ans en ville, les 50-74 ans les plus fragiles et les soignants.

Le gouvernement promet au moins 10 millions de premières injections d'ici mi-avril.

Pour cela, il faudra calmer la grogne des médecins libéraux, qui s'estiment souvent insuffisamment servis.

Ils se sont ainsi insurgés lundi contre une décision du ministère de la Santé les privant de commandes de doses cette semaine au profit des pharmaciens, qui commenceront à vacciner le 15 mars.

Le Premier ministre Jean Castex a dit vouloir "repartir sur des bases saines" avec les médecins libéraux, à l'issue d'une visio-conférence mercredi après-midi.

Il a "rappelé que 1,1 million de doses" supplémentaires "seraient disponibles à la fin de la semaine" pour les médecins, selon son entourage.

LE ROYAUME-UNI
5.926 cas
et 190 décès
supplémentaires

Au Royaume-Uni, 5.926 personnes supplémentaires ont été testées positives au Covid-19, ce qui porte le nombre total de cas de coronavirus dans le pays à 4.234.924, selon les chiffres officiels publiés mercredi.

Le pays a également signalé 190 décès supplémentaires liés au virus. Le nombre total de décès dus au Covid-19 au Royaume-Uni a atteint ainsi 124.987.

Ces chiffres prennent uniquement en considération les personnes décédées dans les 28 jours suivant leur premier test positif.

Plus tôt mercredi, le ministre britannique chargé de la vaccination, Nadhim Zahawi, a mis en garde contre la désinformation selon laquelle les vaccins contre le coronavirus pourraient avoir un impact sur la fertilité, ce qui a fait hésiter certaines femmes à se faire vacciner.

"Certains groupes de discussion et sondages suggèrent qu'une grande partie de l'hésitation est liée aux questions de fertilité", a affirmé M. Zahawi devant la Commission des femmes et de l'égalité du Parlement britannique.

"Certains des messages anti-vaccin, qui sont clairement dirigés vers les jeunes et tournent autour de la fertilité, sont fa, mais s'avèrent malheureusement assez percutants", a-t-il déclaré.

M. Zahawi a fait ces remarques alors que plus de 22,8 millions de personnes au Royaume-Uni ont reçu la première injection de vaccin contre le coronavirus.

Le ministre britannique de la Santé, Matt Hancock, a confirmé que les deux cinquièmes de la population adulte britannique avaient été vaccinés et que le gouvernement était "en bonne voie" pour offrir une première dose de vaccin à tous les adultes d'ici la fin juillet.

ACCIDENTS DOMESTIQUES ASTUCES POUR UN DOMICILE SANS DANGER

Brûlures, coupures, intoxications... Le confinement entraîne une hausse des accidents domestiques. Nos conseils pour ne pas atterrir aux Urgences.

On le sait : le confinement (lié à l'épidémie de coronavirus Covid-19) est une épreuve psychologique pour les enfants comme pour les adultes. Mais le danger n'est pas seulement dans la tête : en effet, depuis le début du confinement, les accidents domestiques ont augmenté d'environ 50 %.

Brûlures, coupures, traumatismes... On recense actuellement environ 560 accidents par jour contre 374 cas quotidiens à la même période, en 2017. Quelques conseils pour éviter le pire :

BRÛLURE : IMMÉDIATEMENT REFROIDIR À L'EAU

À la maison, les causes de brûlures sont nombreuses : l'eau trop chaude (au robinet, dans la douche, dans la baignoire...), les solides trop chauds (plaque de cuisson, four, pierre, appareil à raclette...), les liquides trop chauds (huile de friture, boissons brûlantes...).

Que faire en cas de brûlure ? Si la brûlure est superficielle, avec une peau rouge sans lésions apparentes, il est nécessaire de refroidir illico la zone avec un filet d'eau froide pendant (au moins) 5 minutes. On recouvre ensuite la brûlure avec un pansement stérile.

Si la brûlure semble grave, avec des cloques, on refroidit également la zone sous l'eau froide pendant (au moins) 5 minutes puis on recouvre avec un pansement stérile. On alerte ensuite les pompiers en appelant le 18 ou le 112.

Attention ! Si la personne brûlée est un enfant ou un bébé, il est indispensable de prendre un avis médical en téléphonant au Samu (65).

Comment éviter les brûlures ? Installez des mitigeurs sur vos robinets, douches et baignoires. Vérifiez la température du lait et des petits pots quand vous les sortez du chauffe-biberon ou du micro-ondes. Ne laissez pas dépasser les



poignées des casseroles. Installez une protection spécifique devant la porte du four.

COUPURE : ÉVALUER LA GRAVITÉ DE LA BLESSURE

Entre les ciseaux, des couteaux de cuisine et les outils de jardinage, il est très facile de se couper à la maison.

Que faire en cas de coupure ? Premier réflexe : évaluer la gravité de la coupure. Si les deux bords sont proches et ne peuvent pas être écartés, si elle est nette, si elle atteint une personne en bonne santé, il s'agit probablement d'une coupure superficielle.

Si la plaie est largement ouverte, si elle touche une articulation, la tête, les mains ou les pieds, si elle atteint une personne immunodéprimée (diabète, par exemple) ou sous traitement anticoagulant, il s'agit d'une coupure grave.

En cas de coupure superficielle, on nettoie la plaie avec de l'eau et du savon. On stoppe le saignement en comprimant avec une compresse stérile ; on ne met aucune

applique une poche de glace sur la zone concernée - astuce : ça marche aussi avec des petits pots surgelés. Attention à ne pas appliquer la glace directement sur la peau : on l'emballe dans un tissu fin, comme un t-shirt. En cas de douleur important, un comprimé de paracétamol antalgique est conseillé.

Attention ! En cas d'hématome à la tête avec perte de connaissance, en cas de 'bleu' avec de la fièvre et/ou une fatigue anormale, en cas d'ecchymoses qui apparaissent en l'absence de choc, en cas de 'bleus' en forme de 'lunettes' autour des yeux, en cas de 'bleu' au niveau de l'oreille, du thorax, des testicules, des yeux... Il faut consulter en Urgence ou appeler le Samu (15).

Comment éviter les ecchymoses ? Portez des protections adaptées en cas d'activité sportive (casque, genouillères...). Ne courez pas dans les endroits exigus. Ne laissez pas les enfants jouer sans surveillance.

ÉLECTRISATION : TOUJOURS GARDER EN PARTICULIER CHEZ L'ENFANT

On parle d'électrification lorsqu'un courant électrique traverse le corps. Cet accident domestique fréquent (un tiers des victimes sont des enfants) est toujours grave, même si les dégâts provoqués par l'électricité ne sont pas forcément visibles à l'œil nu.

Que faire en cas d'électrification ? Une électrification est toujours grave : il est indispensable d'appeler le Samu (15) ou les pompiers (18 ou 112) au plus vite. Si la victime ressent un engourdissement, des douleurs musculaires, des maux de tête, des problèmes de concentration, des difficultés à respirer, des battements de cœur anormaux... il faut agir de façon immédiate.

Attention ! Ne jamais toucher à mains nues une personne victime

d'électrification, au risque d'être soi-même victime ! Le meilleur réflexe : couper le courant à la maison à l'aide du disjoncteur.

Comment prévenir l'électrification ? Utilisez des caches-prises si vous avez des enfants. Ne surchargez pas les multiprises. Débranchez les appareils électriques lorsqu'ils ne sont pas utilisés.

INTOXICATION PAR VOIE ORALE : SURTOUT, NE PAS FAIRE VOMIR

Médicaments, produits ménagers, produits de bricolage / jardinage... cosmétiques... Une intoxication par voie orale est vite arrivée. Ce qu'il faut retenir : même en l'absence de symptômes, il est nécessaire de demander un avis médical.

Que faire en cas d'intoxication par voie orale ? Appelez le centre anti-poison le plus proche et décrivez très précisément la substance en cause - et ce, même si la personne concernée n'a aucun symptôme !

Des troubles du comportement, une perte de connaissance, des pupilles dilatées, des vomissements, de la diarrhée, un écoulement de salive par la bouche... sont des signes de gravité.

Attention ! Ne pas faire vomir la personne concernée, au risque de brûler l'œsophage et la bouche. Le lait est également une mauvaise idée puisqu'il facilite la diffusion du poison dans le corps. Idem pour l'eau : certains produits toxiques moussent lorsqu'ils entrent en contact avec l'eau et peuvent aggraver l'état de santé de la victime.

Comment prévenir les intoxications par voie orale ? Gardez les produits toxiques hors de portée des enfants, si possible dans un placard qui ferme à clé. Ne transvasez pas vos produits toxiques dans d'autres contenants.

ACCIDENTS DE LA VIE COURANTE ET SI ON MONTRAIT LE BON EXEMPLE AUX ENFANTS ?

D'après une nouvelle étude, 90 % des parents ont déjà eu un « comportement inadapté » en présence de leurs enfants : et si on montrait le bon exemple pour éviter les accidents ? Coupures, brûlures, chutes, intoxications... Chaque année, les accidents de la vie courante (AcVc) sont responsables de 20 000 décès en France. Il s'agit même de la première cause de mortalité chez les enfants âgés de 1 à 14 ans

Problème : selon une récente étude OpinionWay pour Attitude Prévention, réalisée auprès de 1502 parents et de 500 enfants au mois de juin 2019, 90 % des parents déclarent avoir déjà eu un « comportement inadapté » en présence de leurs enfants. Ainsi, 63 % des répondants ont déjà ramassé

ou manipulé des morceaux de verre sans protection, 57 % ont déjà marché sur un sol mouillé ou glissant, 48 % ont déjà changé une ampoule ou un fusible sans couper l'alimentation générale du disjoncteur et 28 % ont déjà manipulé des produits chimiques sans lire la notice et/ou sans protection. « Faites ce que je dis, pas ce que je fais » ? 6 parents sur 10 reconnaissent d'ailleurs avoir été victimes d'un accident de la vie courante au cours des 12 derniers mois : sans surprise, dans plus de la moitié des cas, c'est dans la cuisine que l'accident survient. L'accident de la vie courante le plus fréquent est la coupure (45 % des cas), puis arriver la brûlure (31 % des cas) et les chutes (26 % des cas).

Si 79 % des enfants interrogés reconnaissent avoir reçu des consignes à appliquer en cas d'urgence (appeler un numéro de secours, effectuer des gestes spécifiques, se mettre à l'abri...), 42 % des jeunes répondants âgés de 6 à 12 ans ont déjà subi un accident domestique... Et si on montrait l'exemple ? Avec l'approche des fêtes de fin d'année, Attitude Prévention boucle les projecteurs sur les risques inhérents à cette période de l'année : laisser les guirlandes du sapin allumées sans surveillance, accrocher des décorations sans sécuriser son popou, ouvrir des huîtres avec un couteau pas adapté, laisser des bougies sans surveillance sur la table, ne pas sécher les multiprises... Prudence !

ACCIDENTS DOMESTIQUES

5 conseils pour les éviter

Check-list des précautions à prendre pour aménager votre maison et éviter d'aller trop souvent aux urgences pédiatriques avec votre jeune casse-cou. Parce qu'avec un enfant il vaut mieux prévenir que guérir, faites le tour de votre maison et révisez chacune des pièces en fonction du comportement potentiel de votre enfant. Vous éviterez ainsi bien des accidents domestiques.

Dans la cuisine
Jusqu'à 6 ans, les enfants ne devraient pas y mettre les pieds sans être sous la surveillance d'un adulte ! Une consigne tellement peu respectée que chaque année, 1000 enfants de moins de 5 ans sont hospitalisés pour brûlure. Une seconde d'inattention et votre enfant pose la main sur la tige treisde qui attrape la casserole d'eau bouillante... ces brûlures peu étendues sont souvent très profondes et peuvent être à l'origine d'un handicap à vie.

La meilleure des précautions est de placer une barrière extensible à la porte de la cuisine et d'installer confortablement votre enfant de l'autre côté lorsque vous êtes aux fourneaux. Mettez aussi votre cuisinière hors d'atteinte en installant un rebord de protection et une barrière protectrice sur la porte du four (qui peut atteindre jusqu'à 130 °C).

Les produits ménagers sont responsables de 25 % des intoxications accidentelles chez les enfants. Il va sans dire que tous ceux qui traitent dans votre cuisine doivent être rangés dans un placard rendu inviolable par un blocus porte-épineuse des petits doigts. Sachez que l'eau de javel diluée, le produit vaisselle et la lessive sont des substances irritantes mais non dangereuses. En revanche, détachants, déboucheurs de canalisation, détartrants liquide, eau de javel pure, décape-four et produits pour lave-vaisselle sont des produits caustiques qui peuvent être très dangereux si un enfant les avale.

Dans la salle de bain
Un enfant met trois fois plus de temps qu'un adulte à réagir et avoir le réflexe de retirer sa main ou son corps du flux d'eau bouillante. Or, quelques secondes sous une eau à 60°C et c'est la brûlure troisième degré.

La meilleure des préventions contre ce type de brûlure reste le mitigeur thermostatique réglé une fois pour toutes à 38°C. A défaut, vous pouvez adapter une sécurité anti-brûlure sur le robinet d'eau chaude : l'eau s'arrête de couler automatiquement dès que la température dépasse 44°C.

Outre le risque de brûlure par eau chaude, les jeunes enfants peuvent aussi se noyer en silence dans leur bain. Ne laissez jamais un enfant seul dans la baignoire avant 4-5 ans : un enfant peut toujours glisser, se retourner et se noyer. Pensez à installer un tapis antidérapant au fond de la baignoire.

Attention aux fenêtres
Dans l'escalier ou depuis un balcon (130 défenestration par an chez les moins de 5 ans)... les chutes sont les accidents domestiques les plus fréquents chez les enfants. La prévention est simple et essentiellement basée sur des gestes de bon sens, comme un entrebâilleur à clé ou avec un petit cadenas qui empêche l'ouverture et le basculement non autorisé des fenêtres.

MOINS D'ACCIDENTS DOMESTIQUES PENDANT LE CONFINEMENT

Plus on reste chez soi, et plus on risque d'avoir un accident domestique ? Il faut croire que non... Pendant la période du confinement, du 16 mars au 10 mai dernier, les urgences ont enregistré une baisse d'entrées pour ce type d'accident à hauteur de 50 % par rapport à la même période en 2019, explique Santé Publique France dans son Bulletin épidémiologique hebdomadaire. Les Français ont-ils été plus prudents ? Ou ont-ils évité de se rendre à l'hôpital ?

PLUS D'ACCIDENTS GRAVES CHEZ LES ENFANTS

Les accidents de la vie courante (AcVC), qui regroupent les accidents domestiques, les accidents de sports et de loisirs et les accidents survenant à l'école, sont à l'origine de 5 millions de recours aux urgences, plusieurs centaines de milliers d'hospitalisations, et plus de 20 000 décès en France chaque année. Si le recours aux urgences pour les accidents domestiques a beaucoup baissé, en passant de 15 881 à 115 entre 2019 et 2020 sur cette période de deux mois, les accidents domestiques n'ont pas disparu pour autant. Ils ont même eu tendance à être plus sévères qu'à l'accoutumée. Les enfants de moins de 15 ans ont eu plus d'accidents graves que d'habitude : l'augmentation est de 20 % ! Idem pour les plus de 45 ans, avec une hausse cela dit plus modérée (5 %).

Les personnes de plus de 65 ans ont notamment vécu davantage de chutes graves (+ 15%). L'isolement de cette tranche de la population avait déjà été souligné par une précédente étude. Si les aides à domicile se sont pour la plupart maintenues, les visites annexes d'aидants du quotidien (famille, amis) ont beaucoup baissé, dans la mesure où



les personnes âgées étaient parmi les plus vulnérables face au virus. Or, les aidants proches jouent un rôle très important dans le suivi et l'accompagnement des personnes dépendantes, encore à domicile.

Pendant le confinement, les Français qui le pouvaient en ont profité pour jardiner ! Ce qui a participé à faire bondir de 25 % les accidents sévères chez les plus de 45 ans. Une constante est observée : le taux d'hospitalisation

après un passage aux urgences pour accident domestique a augmenté chez toutes les tranches d'âge : 18 % des 45-64 ans ont dû rester à l'hôpital (contre 11 % en 2019), 60 % des plus de 85 ans (contre 46 % l'année précédente).

ACCIDENTS DOMESTIQUES : DES RISQUES SOUS-ESTIMÉS

Un accident domestique grave se produit toutes les trois minutes en France. Ils tuent 20 000 personnes et en blessent 4,5 millions. Pourtant, les Français n'en perçoivent pas les risques et n'ont pas les bons réflexes ni pour les éviter, ni pour intervenir.

Au constat de ces chiffres alarmants, GEMA Prévention s'est associé à l'Institut de sondage Opinion Way pour réaliser une étude sur les perceptions des accidents domestiques et les comportements des Français. Les accidents de la vie courante (AcVC) se répartissent entre les accidents domestiques, les accidents survenant à l'extérieur, les accidents de sport et les accidents de vacances. Mais une grande partie des mamans pensent aux accidents de la route quand on parle d'accidents domestiques !

Des risques sous-estimés ! Si les accidents de la route tuent 3 645 personnes en 2018, les AcVC ont provoqué la mort de près de 20 000 personnes. Ils représentent même la principale cause de décès chez les jeunes enfants, avec près de 500 victimes âgées de 1 à 15 ans chaque année, ce qui correspond à un chiffre deux à trois fois supérieur à celui des accidents de la route.

Dans les faits, les suffocations ou étouffements constituent la première cause de mortalité chez les enfants de moins de un an et tuent près de 3 000 personnes par an. Et chaque année, les électrocutions tuent 200 victimes et 250 enfants, dont 30



en décèdent. Les chutes, les brûlures, les intoxications ont tué pas moins de 1376 personnes en 2008. Les noyades restent la première cause de décès par AcVC chez les moins de 25 ans.

La maison un lieu à risques
Les Français ont bien conscience que la cuisine est une pièce dangereuse (71% la citent dont 59% en premier), mais ils sous-estiment la dangerosité des autres pièces. En effet, 39% mentionnent ensuite la salle de bains, 27% le garage, 16% le jardin, 7% le salon et 3% la chambre. Ces chiffres montrent de l'ignorance des risques réels, puisque 21% des accidents domestiques se pro-

duisent dans le salon et que la chambre reste un haut lieu de danger, notamment pour l'enfant. Les Français n'ont pas les bons réflexes

Cette étude révèle aussi que près d'un Français sur 5 ne connaît pas le numéro d'appel des pompiers et un sur 4 ignore comment contacter la police ou le SAMU. 90 % d'entre eux ne connaît pas les coordonnées du centre antipoison, et 57% ne connaît le numéro d'urgence 112. Pourtant en cas d'accident domestique, chaque minute compte et les conseils de professionnels sont essentiels pour éviter des réactions inadéquates.

CÔTE D'IVOIRE Décès du Premier ministre Hamed Bakayoko en Allemagne

Le Premier ministre de Côte d'Ivoire, Hamed Bakayoko, est mort mercredi à l'âge de 56 ans dans un hôpital en Allemagne "des suites d'un cancer", a annoncé le président de la République Alassane Ouattara dans un communiqué.

"Je rends hommage au Premier ministre Hamed Bakayoko, mon fils et proche collaborateur, trop tôt arraché à notre affection", a déclaré le président Ouattara dans ce communiqué lu à la télévision publique RTI.

"C'est triste, on vient d'apprendre le décès de +Hambak+, surnom donné à M. Bakayoko, avait auparavant déclaré un membre de l'entourage du Premier ministre décédé.

M. Bakayoko, qui était également ministre de la Défense, avait été évacué en France par avion spécial pour "raisons de santé", avant d'être transféré dans un hôpital en Allemagne le week-end dernier.

Lundi, le secrétaire général de la présidence ivoirienne, Patrick Achi, a été nommé par décret Premier ministre par intérim pour le suppléer.

Téné Birahima Ouattara, ministre des Affaires présidentielles et frère cadet du président Alassane Ouattara, a quant à lui été nommé ministre de la Défense par intérim.

Hamed Bakayoko qui avait eu 56 ans lundi, avait succédé en juillet 2020 au poste de Premier ministre à Amadou Gon Coulibaly, décédé quelques jours après son retour d'une hospitalisation et d'une convalescence de deux mois en France pour des problèmes cardiaques.

ETHIOPIE Washington dénonce des "actes de nettoyage ethnique" au Tigré

Le chef de la diplomatie américaine Antony Blinken a dénoncé mercredi pour la première fois des "actes de nettoyage ethnique" au Tigré, région d'Ethiopie où Addis Abeba a lancé une opération militaire contre le pouvoir régional.

Lors d'une audition parlementaire, il a estimé que les forces sur place devaient "s'abstenir de violer les droits humains des habitants du Tigré ou de commettre des actes de nettoyage ethnique comme nous en avons constatés dans le Tigré occidental".

Le Premier ministre éthiopien Abiy Ahmed, lauréat du prix Nobel de la paix 2019, a lancé début novembre une opération militaire pour renverser les autorités du parti au pouvoir dans la région, le Front de libération du peuple du Tigré (TPLF), qu'il accusait d'avoir attaqué des bases de l'armée fédérale.

Il s'est appuyé sur les forces régionales venues d'Amhara, une région qui borde le Sud du Tigré, pour sécuriser de vastes zones après le retrait du TPLF.

Les troupes de l'Erythrée voisine, autre ennemi juré du TPLF, ont visiblement aussi eu un rôle prépondérant dans les combats et elles sont accusées d'avoir perpétré des massacres de civils.

"Je comprends tout à fait les inquiétudes que le Premier ministre avait au sujet du TPLF et de ses actes, mais la situation au Tigré est aujourd'hui inacceptable et doit changer", a déclaré Antony Blinken. Il a évoqué deux "défis" en matière de sécurité: la présence de forces venues d'Erythrée et d'Amhara, qui "doivent partir", et les violations des droits humains par les forces déployées au Tigré.

"Cela doit cesser", a-t-il martelé, réclamant à nouveau une "enquête indépendante" et un "processus de réconciliation". Il avait déjà demandé au Premier ministre éthiopien la semaine dernière d'autoriser une enquête internationale, évoquant à ce moment-là des "informations crédibles faisant état d'atrocités". Le secrétaire d'Etat a également réclamé un accès humanitaire sans entraves dans la région.

SAHARA OCCIDENTAL - MAROC La reprise en main du dossier sahraoui par le CPS de l'UA signe l'échec diplomatique du Maroc

La reprise en main du dossier du Sahara occidental par le Conseil de paix et de sécurité (CPS) de l'Union africaine (UA), qui a tenu cette semaine une réunion consacrée à cette question, signe "l'échec diplomatique et politique" du régime marocain au niveau de l'organisation continentale qu'il a tenté d'exclure du règlement de ce conflit, a estimé jeudi le politiste Mustapha Saïdj.

"Ce sont des Etats influents sur le plan stratégique au sein de l'Union africaine tels que l'Algérie, l'Afrique du Sud et le Nigéria qui ont œuvré à relancer le rôle du Conseil de paix et de sécurité africain, après que le régime marocain a tenté, par des manœuvres et des pots-de-vin, de changer la position de certains Etats africains à l'égard de la question du Sahara occidental", a précisé M. Saïdj dans une déclaration à l'APS.

"Usant de la diplomatie des pots-de-vin, le Maroc a ouvert, dans les territoires sahraouis occupés, des consulats pour des Etats ayant perdu leur droit de vote au niveau de l'UA pour défaut de règlement de leurs cotisations annuelles.

Il a ainsi perdu son pari", a expliqué le spécialiste des relations internationales.

Selon lui, "le régime marocain, qui est revenu dans le giron de l'Union africaine pour entraver les projets de règlement et semer la divi-

sion sur la question du Sahara occidental, a une nouvelle fois échoué aux niveaux diplomatique et politique".

"Les manœuvres marocaines se sont heurtées à la volonté du peuple sahraoui", a-t-il soutenu, ajoutant que "la cause sahraouie, après les événements d'El-Guerguerat, entraînant la violation de l'accord de cessez-le-feu par l'armée marocaine, pèse de tout son poids même en dehors de l'Organisation africaine et que le régime marocain tente de couvrir les victoires réalisées par les sahraouis militairement, diplomatiquement et socialement".

"Il y a une quasi-unanimité au niveau de l'UA qui s'emploie à mettre un terme aux conflits armés pour un continent fondé sur la paix et la croissance conformément à l'agenda 2063 et à trouver une solution juste à la cause sahraouie conformément aux décisions onusiennes, d'autant qu'il y a



aussi une volonté pour régler le conflit en dépit des obstacles marocains".

En conclusion, l'expert en relations internationales a tenu à souligner que "la volonté sahraouie dans tous ses aspects militantiste, militaire et diplomatique est celle qui triomphera à l'avenir".

Le CPS africain avait tenu, mardi, sa première réunion au niveau des chefs d'Etat et de Gouvernement, sur le Sahara occidental, après la réactivation de son

rôle et la récupération du dossier sahraoui que le Maroc tente de l'aliéner en faveur du Conseil de sécurité international.

Dernière colonie en Afrique occupée par le Maroc depuis 1975, le Sahara occidental est inscrit depuis 1963 dans la liste des territoires non autonomes et donc éligible à l'application de la résolution 1514 de l'Assemblée générale de l'ONU portant déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et peuples colonisés.

MAURITANIE

L'ex-président Ould Abdel Aziz et d'autres dans l'attente d'une éventuelle inculpation

L'ex-président mauritanien Mohamed Ould Abdel Aziz, a été entendu mercredi par le procureur, à la suite d'une kyrielle de hauts personnages cités dans vaste enquête sur des faits de corruption présumés commis sous ses mandats, selon une source judiciaire.

M. Aziz "est arrivé au palais de justice dans un car de police sous haute escorte et a été introduit chez le procureur Ahmedou Ould Abdallahi", a indiqué cette source ayant requis l'anonymat en raison de la confidentialité des investigations et de la sensibilité de l'affaire.

Aucune information n'a été communiquée publiquement sur les suites que pourrait avoir cette audition et sur une éventuelle inculpation.

"Il s'agit de traîner tout un système et ses hommes devant la police et de souiller leur honneur", s'est ému dans un communiqué le collectif

d'avocats qui défend l'ancien président, assurant que celui-ci était "protégé" par la Constitution.

M. Aziz fait partie de dizaines de personnalités de l'Etat ou des affaires convoqués depuis mardi par la police à Nouakchott pour être présentés à tour de rôle au procureur.

Mardi, ils ont été une trentaine à attendre leur tour, a rapporté un responsable policier.

Parmi eux figuraient deux anciens Premiers ministres, onze anciens ministres, plusieurs directeurs d'établissements publics et des hommes d'affaires, a-t-il dit.

Des dizaines, "voire des centaines" de personnes sont concernées par le dossier, a dit un responsable policier sans préciser si toutes seraient convoquées.

Une dizaine d'entre elles ont déjà été entendues par le parquet mardi soir et remises à la police en attendant

la décision du procureur qui "doit auditionner tout ce beau monde avant de se prononcer sur leur cas, de façon individuelle", a indiqué un responsable judiciaire.

La décision du procureur est attendue rapidement après la fin des auditions dans les prochains jours.

La justice est saisie depuis août 2020 du rapport d'une commission d'enquête parlementaire chargée de faire la lumière sur des faits présumés de corruption et de détournement de fonds publics pendant les plus de dix années de pouvoir de M. Ould Abdel Aziz (2008-2019).

La commission s'est penchée sur plusieurs aspects: gestion des revenus pétroliers, vente de domaines de l'Etat, liquidation d'une société publique assurant l'approvisionnement du pays en denrées alimentaires ou activités d'une société chinoise de pêche.

AFRIQUE DU SUD

Arrestation de cinq personnes liées au plus grand scandale bancaire du pays

La police sud-africaine a arrêté jeudi cinq personnes soupçonnées d'être liées à la faillite de la VBS Mutual Bank, le plus gros scandale bancaire du pays ces dernières années.

Elle a précisé qu'elles avaient été arrêtées dans le cadre d'un coup de filet lancé au petit matin en divers endroits dans les pro-

vinces de Gauteng (centre) et de Limpopo (nord), ceci s'inscrivant dans le cadre des efforts menés pour "continuer de permettre au pays de se débarrasser de la corruption et des activités corrompues".

Les personnes arrêtées devront répondre au 188 chefs d'accusation cumulés, à savoir vol, fraude, corrup-

tion, blanchiment d'argent et escroquerie, a indiqué dans un communiqué la Direction des enquêtes criminelles prioritaires (DPCI).

"Maintenant que la présence d'un groupe criminel organisé présumé devant le tribunal est garantie, il faut prêter attention à ceux qui ont contribué au pillage

de diverses municipalités ainsi qu'aux bénéficiaires indus", a déclaré le chef de la DPCI, Godfrey Lebeya.

La banque VBS s'est effondrée en 2018 après que ses fonds aient été pillés par des dirigeants cupides, plongeant des milliers de clients dans des problèmes financiers.

POLOGNE

Varsovie saisit la CJUE contre le mécanisme conditionnant les versements de fonds de l'UE à l'état de droit

Le gouvernement polonais a annoncé jeudi avoir saisi la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) d'une plainte contre le mécanisme conditionnant les versements de fonds européens au respect des règles de l'état de droit, a indiqué un communiqué officiel.

"Nous considérons que ce genre de solutions n'ont pas de fondement dans les Traités, sont une ingérence dans les compétences des Etats membres (de l'UE, ndr) et violent la législation de l'Union européenne", selon un communiqué.

"L'UE n'a pas la compétence de définir la notion de l'état de droit", insiste le gouvernement polonais dans son communiqué publié sur son site officiel.

La Pologne et la Hongrie, toutes les deux régulièrement accusées de saper l'état de droit, avaient annoncé qu'elles saisiraient la CJUE contre ce mécanisme budgétaire adopté en décembre.

Les Etats membres ont accepté alors, à l'issue d'un sommet de l'UE, que le dispositif ne soit pas mis en oeuvre avant que la Cour de justice européenne ne se prononce sur sa validité en cas

de recours en annulation par un Etat membre. Cette déclaration a été obtenue par Budapest et Varsovie des autres Européens pour lever leur veto au plan de relance et leur permettre de gagner du temps.

Les deux récalcitrants ont accepté de rentrer dans le rang pour permettre la mise en oeuvre du plan de relance européen (750 milliards d'euros) et du budget 2021-2027 (1,074 milliards) qui y est adossé.

Des aides européennes dont bénéficient largement leurs pays. Les fonds européens ont représenté en 2019 environ 3,3% du produit national brut pour la Pologne et 4,48% pour la Hongrie. Suite à la démarche légale



polonaise annoncée jeudi, les sanctions financières potentielles seront effectives moyennant une décision attendue de la Cour de justice européenne, ce qui prend en moyenne un an et demi.

La Hongrie de Viktor Orban, en guerre ouverte avec Bruxelles sur le respect des

valeurs européennes, pourrait ainsi échapper aux sanctions jusqu'aux législatives de 2022. Davantage que la Pologne, dont les élections ne sont prévues qu'en 2023.

S'il n'y avait pas eu de réclamation, le nouveau mécanisme aurait pu être utilisé avec effet immédiat.

USA

Biden salue une "victoire historique" après l'adoption de son plan de relance

Joe Biden s'est félicité mercredi d'une "victoire historique" pour les Américains après l'adoption au Congrès de son colossal plan de relance économique, un succès majeur 50 jours après son arrivée à la Maison Blanche.

Malgré l'opposition en bloc des républicains, qui dénoncent des dépenses extravagantes et mal ciblées, et une défection dans leurs rangs, les démocrates, majoritaires à la Chambre des représentants, ont pu l'approuver par 220 voix contre 211.

Ce résultat a été accueilli par une ovation des démocrates dans l'hémicycle. Joe Biden va promulguer vendredi ce plan de 1.900 milliards de dollars, un montant vertigineux équivalent au PIB de l'Italie.

"Cette loi représente une victoire historique, historique, pour les Américains.

J'ai hâte de la signer cette semaine", a réagi le président lors d'un discours à Washington sur la campagne de vaccination.

"Chaque élément du plan de sauvetage américain répond à de véritables besoins", a-t-il ajouté, comme en réponse aux critiques républicaines.

Les chefs démocrates du Congrès ont salué l'une des "lois les plus importantes" des dernières décennies.

"Nous sommes à un tournant décisif de l'histoire de notre pays", a lancé la présidente démocrate de la Chambre,

Nancy Pelosi, dans l'hémicycle. "C'est de loin l'une des pires lois que j'ai vues", "un exemple classique de programme démocrate hypertrophié", a rétorqué le chef des sénateurs républicains Mitch McConnell.

"Il s'agit d'une longue liste de priorités de gauche qui datent d'avant la pandémie et ne répondent pas aux besoins des Américains", a aussi accusé le chef de la minorité républicaine à la Chambre des représentants, Kevin McCarthy.

Reprenant la grande ligne d'attaque des républicains, il a réaffirmé que seuls 9% du plan étaient "liés à la lutte contre la Covid-19".

La pandémie a fait plus de 500.000 morts aux Etats-Unis, et la première économie mondiale s'est contractée de 3,5% l'an passé, sa pire année depuis la Seconde Guerre mondiale.

Selon des experts, le "plan de sauvetage américain", très populaire dans les sondages, devrait doper la croissance.

D'après la Maison Blanche, cette législation "historique" créera plus de 7 millions de nouveaux emplois cette année et rendra les soins de santé plus abordables tout en sauvant des vies grâce aux aides pour la vaccination généralisée.

Elle affirme également qu'elle réduira de moitié la pauvreté des enfants. Mais d'autres économistes mettent en garde contre le risque d'inflation.

AUSTRALIE

Pour relancer le tourisme, le gouvernement offre des billets à moitié prix

Près d'un million d'Australiens pourront s'envoler à moitié prix pour découvrir l'immense île-continent dans le cadre d'un plan gouvernemental destiné à relancer le tourisme intérieur, à l'heure où les frontières internationales demeurent fermées en raison de la pandémie de Covid-19.

Le Premier ministre Scott Morrison a annoncé que son gouvernement consacrerait 1,2 milliard de dollars australiens (778.000 euros) pour subventionner quelque 800.000 billets d'avion à destination de régions

éloignées des grands villes et "fortement dépendantes du tourisme international".

Ces billets ont pour objectif d'inciter les Australiens à partir en vacances dans des destinations aussi célèbres que la Grande Barrière de Corail, le site sacré pour les aborigènes d'Uluru et les plages de la Gold Coast. Treize destinations sont proposées. Les frontières extérieures de l'Australie sont fermées depuis un an afin de protéger l'ensemble du pays du nouveau coronavirus. Début mars, cette mesure a été pro-

longée pour trois mois. Avant la pandémie, le tourisme international représentait chaque année environ 45 milliards de dollars australiens (30 milliards d'euros).

Un vaste plan d'aide à l'emploi a permis, depuis un an, de sauvegarder des millions d'emplois à travers le pays mais il doit prendre fin à la fin mars.

Des milliers de personnes travaillant dans les secteurs les plus touchés, notamment touristique, redoutent de se retrouver au chômage. Ces billets à moitié prix seront proposés

à partir d'avril, le gouvernement espérant ainsi que les Australiens contribueront à soutenir le secteur. L'initiative a été saluée par les compagnies aériennes en difficulté Qantas et Virgin Australia, alors que d'autres acteurs de secteur la jugent insuffisante. M. Morrison a affirmé que ce programme permettra de faire une "transition vers un mode de vie plus normal pour les Australiens", ajoutant que le secteur du tourisme "ne veut pas dépendre éternellement du soutien du gouvernement".

BIRMANIE

La Chine appelle la Birmanie à "la désescalade", au "dialogue"

La Chine estime qu'"il est maintenant temps de procéder à la désescalade" en Birmanie et qu'"il est temps de dialoguer", a affirmé mercredi l'ambassadeur chinois à l'ONU, Zhang Jun, après l'approbation par le Conseil de sécurité d'une déclaration condamnant pour la première fois la junte militaire.

"L'heure est à la diplomatie", a-t-il aussi souligné dans un communiqué, en affirmant que "la Chine avait participé à la négociation" organisée pendant six jours par le Royaume-Uni au sein du Conseil de sécurité pour cette déclaration "d'une manière constructive".

"Il est important que les membres du Conseil parlent d'une seule voix. Nous espérons que le message du Conseil sera de nature à améliorer la situation en Birmanie", a insisté le diplomate chinois.

"La communauté internationale devrait créer un environnement propice permettant aux parties concernées en Birmanie de régler les différends dans le cadre constitutionnel et juridique", a aussi fait valoir Zhang Jun.

"Nous appuyons à cette fin les efforts diplomatiques et de médiation de l'Asean (l'Association des nations d'Asie du Sud-Est) et l'envoyée spéciale du secrétaire général de l'ONU, la Suisse Christine Schraner Burgener, a affirmé le diplomate.

"La politique d'amitié de la Chine envers la Birmanie est pour tout le peuple de la Birmanie.

La Chine est prête à s'engager et à communiquer avec les parties concernées, et à jouer un rôle constructif pour atténuer la situation actuelle", a précisé l'ambassadeur chinois.

Dans un communiqué, son homologue américaine, Linda Thomas-Greenfield, s'est félicitée que les membres du Conseil de sécurité "aient parlé d'une seule voix pour condamner la violence permanente contre des manifestants pacifiques en Birmanie".

"Nous saluons leur courage et leur détermination face aux attaques brutales et continues des forces militaires et de sécurité", a ajouté la diplomate américaine, en promettant que les responsables de la violence rendront des comptes.

Dans sa déclaration, le Conseil de sécurité a condamné "fermement la violence contre des manifestants pacifiques, incluant des femmes, des jeunes, et des enfants" en Birmanie.

Il s'est aussi déclaré "profondément préoccupé par les restrictions imposées au personnel médical, à la société civile, aux membres des syndicats, aux journalistes, et aux professionnels des médias" et a demandé "la libération immédiate de toutes les personnes détenues arbitrairement".

HONDURAS

Le président du Honduras rejette des accusations d'aide au trafic de drogue

Le président du Honduras, Juan Orlando Hernandez, a nié avoir aidé à acheminer des tonnes de cocaïne vers les Etats-Unis, après des accusations portées contre lui par un procureur fédéral new-yorkais lors du procès d'un narcotrafiquant présumé.

"Comment peut-on croire les faux témoignages selon lesquels j'ai passé des accords avec des trafiquants de drogue?", a-t-il écrit sur Twitter dans la nuit de mercredi à jeudi, assurant que les narcotrafiquants utilisent ces accusations comme une "clé magique" pour éviter de mourir dans une "prison étrangère".

Ces accusations avaient été lancées par le procureur Jacob Gutwillig mardi devant le tribunal fédéral de Manhattan, à New York, lors du procès de Geovanny Fuentes.

Arrêté le 1er mars 2020 à Miami, ce dernier a "versé des pots-de-vin même au président du Honduras", et était devenu "intouchable" grâce à leur association, a assuré le procureur Jacob Gutwillig.

Le président du Honduras, surnommé "JOH", a touché, entre 2013 et 2014, quelque 25.000 dollars pour garantir la protection du narcotrafiquant, selon le procureur.

"L'accusé était un élément-clé du narco-Etat hondurien", a-t-il encore déclaré.

Présentant aux jurés le déroulement de ce procès prévu pour durer deux semaines, le procureur a indiqué qu'un des témoins pour l'accusation témoignerait "du choc et de la peur qu'il a ressentis en voyant l'accusé assis aux côtés du président".

Le témoin, un comptable du nom de José Sanchez, devrait aussi citer des propos du président, qui aurait dit à M. Fuentes qu'il transporterait "tellement de cocaïne vers les Etats-Unis que les +gringos+ en auraient jusqu'aux narines".

Toujours selon le procureur, l'accusé a formé un "partenariat direct" avec l'actuel président à partir 2013, peu avant que ce dernier n'emporte la présidentielle hondurienne.

Mercredi soir, le gouvernement hondurien a affirmé que les photos montrées dans le procès, où l'on voit des membres de la famille de Fuentes avec le président, ont été prises lors d'un événement public pour son anniversaire, dans le cadre de la campagne électorale de 2017, où des centaines de citoyens étaient présents.

Avocat de formation, le président Hernandez, 52 ans, au pouvoir depuis 2014, a toujours rejeté ces accusations, se présentant comme un champion de la lutte contre la drogue et les gangs qui terrorisent le Honduras. Lundi, sur Twitter, il avait accusé les témoins à charge d'être prêts à des "faux témoignages" pour se venger de sa lutte contre le narcotrafic et réduire leur peine de prison aux Etats-Unis.

14^E FESTIVAL NATIONAL DU THÉÂTRE PROFESSIONNEL Le spectacle "Aramil" prône le retour à la vie devant la fatalité de la mort

"Aramil" (veuves), premier spectacle en compétition au 14^e Festival national du théâtre professionnel (Fntp), a été présenté vendredi à Alger, devant un public nombreux, astreint au strict respect des mesures de prévention sanitaire contre la propagation de la pandémie de la Covid-19. Mis en scène par Chahinez Negouèche sur un texte adapté par sa plume de « L'école des veuves » de Jean Cocteau, le spectacle, inscrit dans le registre du théâtre classique, traite de la condition de la femme, dans une conception dramatique aux contours comiques. D'une durée de 70 mn l'histoire se déroule dans un cimetière où Assia, veuve sans enfants, rendue par Mouni Boualem, accompagnée par sa servante Ahlem, campé par Nejla Tarli, vient se recueillir sur la tombe de Najib, son mari, autoritaire et par ailleurs, professeur d'université de son vivant, connu par sa conjointe et ses proches pour son infidélité avérée avec ses étudiants. Au moment où Assia évoquait sa vie conjugale difficile marquée de mésententes et de déboires avec son défunt mari, sa servante, personnage comique, la consolait et atténuait sa douleur, jusqu'à l'entrée en scène de Yasmine, une étudiante devenue secrétaire, puis maîtresse du défunt, interprétée par Yasmine Abbassi. Dans un spectacle à rebondissements, les événements s'emballent entre les trois femmes, toutes de noir vêtues, et finissent par contraindre Assia, à se débarrasser de ses accoutrements de deuil, se faire belle et déterrer son mari pour en découdre avec lui, dans un tableau hautement symbolique, où le retour à la vie prend le dessus sur le chagrin et le mort. Très applaudies par le public, les trois comédiennes ont brillamment occupé tous les espaces de la scène et réussi à porter la densité du texte, attirant l'attention sur les droits de la femme à s'émanciper et vivre pleinement sa vie, dans une trame aux échanges soutenus qui ont mêlé le dramatique au comique. La scénographie, également œuvre de la metteuse en scène, a consisté en la projection d'une photo d'un cimetière qui se prolonge sur la scène avec quelques pierres tombales déposées aux extrémités de l'espace de jeu et un arbre aux branches vivantes et bien éparpillées, symbolisant l'espoir et la force de revenir à la vie. L'éclairage, aux atmosphères solennelles du lieu de deuil et de recueillement et la bande son, signée Ammar Hassis et Abdelhamid Leitim ont été d'un apport concluant au spectacle, appuyant les différentes scènes par des ambiances lumineuses feutrées et des musiques adéquates aux charges émotionnelles des personnages dans différents tableaux. La pièce de théâtre Aramil (veuves) est produit par le Théâtre régional Mohamed-Tahar-Fergani de Constantine.

Le 14^e Festival national du théâtre professionnel se poursuit jusqu'au 21 mars avec au programme de samedi, deux pièces de théâtre, "Saha l'Artiste", spectacle en off, de la Coopérative culturelle "Sindjab" de Bordj Ménaïel et "El djidar el khames" (Le cinquième mur), prestation en compétition, du Théâtre régional de Sidi Bel Abbes. Des conférences, des masters-class et des spectacles de rue sont également au programme.

Pièce de théâtre "Letraf" : le spectacle met à nu l'absence d'humanisme dans les sociétés modernes

La pièce de théâtre "Letraf", qui traite de l'absence d'humanisme et de communication dans les sociétés des temps modernes, a été présentée, vendredi à Alger, devant un public restreint, tenu au strict respect des mesures d'hygiène sanitaire. Spectacle hors compétition programmé au 14^e Festival national du théâtre professionnel (Fntp), "Letraf", mis en scène par Ahmed Belalem sur une adaptation de sa plume du texte "Fragments" de Samuel Beckett, a été accueilli à la salle Hadj-Omar du Théâtre national Mahieddine-Bachtarzi (Tna). D'une durée de 50 mn, le spectacle, inscrit dans le registre du théâtre de l'absurde, rend la déshumanisation des rapports dans les sociétés d'aujourd'hui, due à l'absence totale de communication. Dans des atmosphères lugubres et sur un ton glacial, deux personnages mal habillés et sans ressources, l'un non-voyant et l'autre amputée d'une jambe, échangent leurs expériences en racontant quelques fragments de leurs vies respectives. Evoquant les temps anciens où les gens, étaient respectueux, solidaires et unis, les deux personnages vivant dans la détresse et la déchéance, font part de leur désespoir à voir les individus des sociétés actuelles remédier à ce mal menaçant et à cette calamité. Sur une scène complètement vide, les deux personnages, rendus par Kici Omar Oussid et Mustapha Dadouche, ont su porter la densité du texte et ont évolué sur tous les espaces de la scène, dans des échanges ascendants et soutenus. L'éclairage feutré et sombre et la bande son, ont répercuté les émotions des deux personnages dans leur errance, restituant le désespoir et l'anxiété qui les rongeaient. Produite par l'association culturelle de la jeunesse "4G", en collaboration avec le Théâtre régional de Mascara, la pièce "Letraf" sanctionne le 2^e niveau des masters class, que Ahmed Belalem dirige, dans le cadre de tout un programme de formation qu'il a initié depuis plusieurs années. Le 14^e Festival national du théâtre professionnel se poursuit jusqu'au 21 mars avec dix spectacles en compétition au Tna, et neuf autres en off, programmés au Théâtre municipal d'Alger-Centre et à la salle Hadj-Omar du Tna. Des conférences, des masters-class, des spectacles de rue et des ventes de livres en présence de leurs auteurs, sont également au programme du 14^e Fntp dont la compétition officielle s'ouvre ce vendredi soir avec une représentation de la pièce "Aramil" (veuves), produite par le Théâtre régional de Constantine et mise en scène par Chahinez Negouèche.

APS

CÉLÉBRATIONS DE LA JOURNÉE DE LA FEMME Clôture avec une dizaine de troupes musicales féminines

Une soirée musicale regroupant plusieurs genres du terroir a été animée mercredi soir à Alger par une dizaine de troupes féminines de différentes régions d'Algérie, en clôture des festivités exaltant la femme dans sa journée internationale célébrée à travers le monde, le 8 mars de chaque année.

Accueillie à l'Opéra d'Alger Boualem-Bessaih, cette fresque musicale a permis aux troupes féminines de Ouargla, Annaba, Bouira, Tamansrasset, Adrar, Bechar, Oran et Alger de mettre en avant la richesse et la diversité d'une partie du patrimoine musical algérien.

Devant une assistance relativement nombreuse, astreinte au strict respect des mesures d'hygiène sanitaire contre la propagation de la pandémie de la Covid-19, la quarantaine de musiciennes de l'ensemble des troupes participantes est entrée sur la scène de l'Opéra d'Alger et s'est installée de manière à permettre au public, relativement nombreux, d'apprécier une fresque d'abord visuelle qui prône la pluralité du patrimoine culturel algérien.

Portant des accoutrements renvoyant aux traditions de la région dont elles sont issues, les différentes troupes se sont succédé, deux heures durant, dans des répertoires d'une quinzaine de minutes chacun, dédiés aux Madih (louanges à Dieu et à son Prophète Mohamed), aux traditions ancestrales, au travail de la terre, à la femme algérienne et aux ambiances de fêtes.

Première musicienne à respecter la thématique de la soirée, "Khwalen" de Tamansrasset, une des doyennes de la musique targuie jouant à l'Imzad, a enchanté le public avec cette vieille monocorde plusieurs fois millénaire jouée et fabriquée exclusivement par des femmes. L'Imzad a été classé en 2013 par l'Unesco sur la liste représentative du patrimoine culturel immatériel de l'humanité.

La troupe des "vieilles femmes" de l'association socioculturelle du village d'"Ibhehal" de Bouira a ensuite déployé quelques chants ancestraux dans le genre "Achiwiq" (voix en solo déclament lentement et sans rythme, un texte d'introduction dans une variation modale choisie).

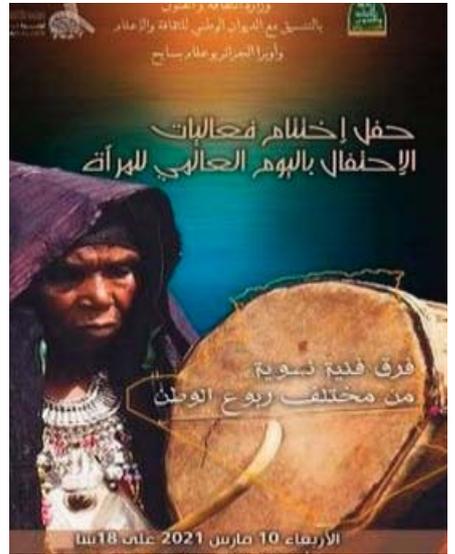
Sur des cadences composées, l'Ensemble "B'net El Moghri Fatima" d'Adrar a ensuite entonné des Madih montés sur des thèmes mélodiques inlassablement répétés par la soliste et repris en chœurs par une dizaine de femmes, pour qu'intervienne derrière, la troupe "Ouled Makhlouf" un quintet de chant soufi de Annaba dirigé par Houria Adjili et Farida Saker.

L'Orchestre féminin "Les oasis de Ouargla" de l'association "El Izdihar" pour les échanges culturels, animé par les voix limpides de Hassan Karabi et Dabha Djeddar et la troupe "Ahalil de Béni Ouennif" de Bechar, dirigée par Zineb Laribi, ont adressé des louanges à Dieu et au prophète Mohamed et chanté la beauté naturelle des sites et l'hospitalité des gens du Sud.

Le public a également dansé sur les rythmes ternaires de la troupe oranaise

"Afrah El Meddahat" d'Oran, dirigée par Khadra Kerrache et animé par Cheikha Yasmine.

Dans l'euphorie et la délectation, la grande Latifa Benakkouche et son orchestre "El Amel" a enflammé la salle reprenant brillamment avec une voix présente et étoffée des classiques de la variété algéroise, à l'instar de "Chilet Laayani", "Ya B'net El Dja-zair", "Djet djet el andi", "Djet ech'ta ou djaw leriah", ainsi que "El mel El mel an'bi salina", que les autres troupes et le public ont repris avec elle. La conception scénographique qui a consisté à regrouper durant tout le long du spectacle l'ensemble des troupes sur scène, mettant en évidence celle dont c'est le tour d'intervenir par un faisceau de lumières puissantes à plusieurs couleurs et la projection sur grand écran de vidéos et images restituant la beauté des sites et paysages algériens, aura été d'un apport concluant à la réussite du spectacle. Au-delà de son aspect, hautement esthétique, cette expérience, première du genre, aura surtout permis l'enchaînement rapide des genres musicaux entre les différentes troupes, ce qui a



bien mis en évidence et nettement fait sentir la richesse et la beauté du patrimoine musical algérien, à travers la diversité des variations modales et rythmiques qu'il recèle.

Sous l'égide du ministère

de la Culture et des Arts, le spectacle de clôture des festivités exaltant la femme dans sa Journée internationale a été organisé par l'Office national de la Culture et de l'Information (Onci), en collaboration avec l'Opéra d'Alger.

PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Wilaya de Ghardaia
Daira de Bounoura
Commune de Bounoura
NIF : 098547109079907

Avis d'attribution Provisoire

Conformément à la disposition des articles 65 alinéa 2 et 82 du décret présidentiel n° 247-15 du 16 Septembre 2015 portant réglementation des marchés Publics et des délégations de service public la Commune de Bounoura Wilaya de Ghardaia informe l'ensemble des soumissionnaires ayant répondu à l'appel d'offre ouvert avec exigence de capacités minimales n° 01 /2020, portant sur : **RENOVATION RESEAU AEP AU DIFFÉRENTS QUARTIERS DE LA COMMUNE BOUNOURA (en lots).**

- paru sur les quotidiens nationaux **الجزيرة** en date du 13/08/2020, et DK NEWS en date du 16/08/2020 ANEP N° (2016013069) qu'a l'issue de l'évaluation et analyse des offres le marché a été attribué à titre provisoire au Soumissionnaire cité dans le tableau ci-dessous cela en application des critères de choix énoncés dans le cahier des charges.

N° de lot	Les lots du projet	Entreprise	NIF	Montant en T.T.C	Délai	Note tch /80	Choix de l'Entreprise
01	Rénovation réseau AEP Quartier Baatia Beal isguen.	Habirech Mahfoud	197147010030247	5 319 200,00	04 mois	73,75	Moins disant
02	Rénovation réseau AEP Quartier Mousmou Beni isguen.	Babasmi Mohamed	197747100016826	4 915 682,00	02 mois	60	Moins disant
03	Rénovation réseau AEP Sidi abaz.	Bousba Ilyes	196047100008443	1 495 752,50	02 mois	67,50	Moins disant
04	Rénovation réseau AEP Quartier Beriche Bounoura.	Djelloud Abdelkader	000647039005984	2 904 468,50	04 mois	63,75	Moins disant

Les soumissionnaires intéressés sont invités de se rapprocher des services de l'APC de Bounoura Wilaya de Ghardaia au plus tard trois (03) jours à compter du premier jour de la publication de l'attribution provisoire du marché et prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation de leurs offres techniques et financières.

Les recours éventuels peuvent être introduits dans un délai de dix (10) jours, à compter de la première parution de cet avis aux quotidiens nationaux et au Bomp ; auprès de la commission des marchés publics de la Commune de Bounoura.

INTERNET - GAFA Facebook cherche à faire annuler des poursuites anti-monopole

Facebook a déposé mercredi des requêtes en irrecevabilité, visant à casser des procédures judiciaires sur des pratiques anticoncurrentielles lancées à son encontre par les procureurs généraux d'Etats américains et l'autorité américaine de la concurrence, la FTC.

L'enquête de la FTC "ignore complètement la réalité de l'industrie dynamique et ultra-compétitive de la high-tech au sein de laquelle Facebook opère", dénonce le géant des réseaux sociaux dans un document transmis à un tribunal de Washington.

L'entreprise affirme que la FTC n'a pas réussi à démontrer l'existence d'un marché anticoncurrentiel, l'exercice d'un monopole ou une conduite illégale susceptible de restreindre la concurrence.

Concernant la plainte des procureurs généraux, Facebook estime, dans une autre requête, que celle-ci "n'est pas en mesure d'affirmer que les citoyens ont payé des prix plus élevés, que la productivité a diminué ou que toute mesure objective de qualité ait décliné en raison des actions de Facebook qui sont contestées".

"Au contraire, les Etats, encore plus explicitement que la FTC, basent leurs poursuites sur des sujets de politique publique - comme la protection de la vie privée numérique - qui ne sont pas des sujets anti-concentration", poursuit le



groupe. "Et, comme la FTC, les Etats concentrent leurs attaques sur ce que Facebook a fait il y a longtemps." Le 9 décembre, la FTC et les procureurs représentant 48 Etats et territoires ont accusé le groupe de Mark Zuckerberg d'abuser de sa position dominante pour évincer la concurrence et ont demandé à la justice de forcer le groupe à se séparer d'Instagram et WhatsApp.

En rachetant ces deux services, respectivement en 2012 et 2014, Facebook a pu étendre sa famille d'applications et agrandir son empire numé-

rique. Mais les régulateurs américains considèrent que la société californienne s'est servie de ces acquisitions pour créer une situation de monopole, qui nuit aux consommateurs.

"Nos acquisitions ont été bonnes pour la compétition, bonnes pour les annonceurs et bonnes pour les gens", se défend Facebook dans un communiqué. "Nos produits restent populaires car nous évoluons, innovons et investissons sans arrêt pour de meilleures expériences pour les gens contre des rivaux d'envergure internationale".

APS

LINKEDIN LinkedIn suspend les nouvelles adhésions à ses services en Chine

Le réseau social professionnel LinkedIn, détenu par l'américain Microsoft, a annoncé qu'il suspendait les nouvelles adhésions à ses services en Chine le temps de "vérifier qu'il est bien en conformité avec les lois chinoises", selon un communiqué du groupe. LinkedIn a une version en langue chinoise depuis 2014. Il compte désormais 50 millions d'utilisateurs.

"Nous sommes une plateforme globale avec une obligation de respecter les lois qui s'imposent à nous, y compris les réglementations du gouvernement chinois pour notre version de LinkedIn en Chine", a affirmé le groupe dans un communiqué daté de mardi, qui ne donne pas davantage de détails sur les lois à l'origine de cette décision.

Microsoft se plie aux règles chinoises pour LinkedIn à travers une joint-venture chinoise. Le réseau social professionnel a été critiqué en Chine pour avoir retiré les comptes de "dissidents". A ce sujet, LinkedIn a affirmé qu'il s'agissait d'une "erreur" et avoir "effacé des contenus politiquement sensibles" de ses pages.

CHINE - ESPACE Lancement d'une fusée porteuse à moyenne poussée Longue Marche-7A

La Chine a lancé vendredi une fusée porteuse Longue Marche-7A Y2 depuis le centre de lancement spatial de Wenchang, dans la province insulaire de Hainan (sud). La fusée a décollé à 11h51 (heure de Pékin) du site de lancement, plaçant un satellite expérimental sur l'orbite prévue. Le satellite sera principalement utilisé pour les tests en orbite de nouvelles technologies, y compris la surveillance de l'environnement spatial. Version modifiée de la fusée Longue Marche-7, ce véhicule de lancement représente la nouvelle génération de la fusée de taille moyenne à orbite élevée de la Chine. La fusée possède une capacité de charge d'au moins sept tonnes pour une orbite géosynchrone. Il s'agit de la 362e mission de la série des fusées Longue Marche.

PUBLICITÉ

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية
REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

وزارة الأشغال العمومية
مديرية الأشغال العمومية
ولاية أدرار
مصلحة تنمية منشآت الطرق

MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS
DIRECTION DES TRAVAUX PUBLICS
DE LA WILAYA D'ADRAR
SERVICE DE DEVELOPPEMENT
DES INFRASTRUCTURES ROUTIERES

MISE EN DEMEURE N°03 ET LA DERNAIRES

- Vu le marché N°420/2012 du 12/11/2012
- Vu l'ODS de démarrage des travaux N°172/2012 du 30/12/2012.
- Vu l'envoi N° 1093/SDIB/DTP/2013 du 30/09/2013.
- Vu l'envoi N° 29/SDIB/DTP/2014 du 15/01/2014.
- Vu l'envoi N° 29/SDIB/DTP/2014 du 30/01/2014
- Vu mise en demeure N°01 publie quotidiens nationaux le 04/03/2014
- Vu l'envoi N° 301/SDIB/97/DTP/2014 du 01/04/2014.
- Vu la visite de chantier le 07/05/2014 (nous constatons la cadence des travaux est faible).
- Et Vu la retard enregistré dans l'exécution des travaux et le rythme d'avancement jugée très faible
- Vu mise en demeure N°02 publie quotidiens nationaux le 16/07/2014.
- Vu l'envoi N° 840/SDIB/DTP/2014 du 14/10/2014
- Vu l'envoi N° 226/SDIB/DTP/2015 du 23/03/2015.
- Vu l'envoi N° 330/SDIB/DTP/2015 du 27/04/2015.
- Vu l'envoi N° 530/SDIB/142/DTP/2016 du 16/10/2016.
- Vu la visite de chantier le 25/10/2018
- Vu la reunue au saige de minister des travaux publics et des transports le 18/02/2019
- Vu la reunue au saige de minister des travaux publics et des transports le 08/04/2019
- Vu la reunue au saige de minister des travaux publics et des transports le 19/09/2019
- Vu la reunue au saige de direction des travaux publics le 27/07/2020
- Vu l'envoi N° 280/SDIB/2108/DTP/2020 du 16/08/2020
- Vu la reunue au saige de minister des travaux publics le 22/02/2020

- la société des entreprises des routes et aerodrome S.E.R.A ORAN ; sise au : route de misserghin -faee stade wilaya de oran , titulaire du marché de travaux de : RN°06 : Réalisation d'un Troncon de Route de 200 Km Reliant Reggane - BORDJ BADJI MOKHTAR. LOT n°01 SUR 50 KM,est mise en demeure n°03 et la dernaires, sous huitaine , à compter de la date de la première parution de la présente mise en demeure dans le B.O.M.O.P et/ou dans les quotidiens nationaux, de renforcer le chantier par moyens materielles et haimains pour ammeliorer la cadence des travaux . et prendre toutes les dispositions urgentes et necessaires pour achever les travaux et resorber les deficits enregistres. Faute de quoi des mesures correctives prévues par la réglementation en vigueur, seront appliquées à l'encontre de l'entreprise, conformément à l'article n°11 du présent marché.

DK NEWS Anep : 2116004603 du 14/03/2021

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية
REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

وزارة السكن والعمران والمدينة
ولاية بشار
مديرية التصوير والهندسة المعمارية والبناء
مكتب تحليل العروض

MINISTRE DE L'HABITAT ET DE L'URBANISME ET DE LA VILLE
WILAYA DE BACHAR
DIRECTION DE L'URBANISME, L'ARCHITECTURE ET DE LA CONSTRUCTION
BUREAU D'ANALYSE DES OFFRES

رقم: 34 /SMP/DUAC/2021 09 مارس 2021 بشاري
Bechar le : 09 مارس 2021

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE
NIF.080 172 010 84

Conformément aux dispositions de l'article 65 du décret présidentiel n° 15/247 de la 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public.

La Direction de l'Urbanisme et de la Construction de la wilaya de Béchar informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à l'avis d'appel d'offre ouvert avec exigence des capacités minimales relatif à la :

TRAVAUX DES VOIRIES DES 360 LOGEMENTS LPL A BENI OUNIF

Publié dans les deux quotidiens «الحرة» en date du 14/12/2020 et «DK NEWS» du 13/12/2020 qu'à l'issue de la réunion de jugement des offres du 01/03/2021 que le marché est attribué provisoirement à l'entreprise suivante:

PROJET	ENTREPRISE	N.LF	MONTANT PROPOSE EN TTC	MONTANT APRES CORRECTION EN TTC	DÉLAI	Note technique	Observation
TRAVAUX DES VOIRIES DES 360 LOGEMENTS LPL A BENI OUNIF	ELGHAZI YUCEF	173080101125195	16 965 762.80	16 965 769.45	05 mois	60.00	MOINS DISANT

Pour les autres soumissionnaires, ceux d'entre eux qui sont intéressés, de se rapprocher de nos services, au plus tard **trois (03) jours** à compter de la première parution du présent avis dans les quotidiens ou le BOMOP, à prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation de leurs offres techniques et financières.

Conformément à l'article 82 du décret présidentiel N° 15-247 du 16 septembre 2015, portant réglementation des marchés et des délégations de service public, tout soumissionnaire qui conteste ce choix, peut introduire un recours auprès de la commission des marchés publics de la wilaya dans un délai de dix (jours) à compter de la première parution du présent avis dans les quotidiens ou le BOMOP.

DK NEWS Anep : 2116004490 du 14/03/2021

FÉDÉRATION ALGÉRIENNE DE NATATION

Hakim Boughadou réélu au poste de président

Le président sortant de la Fédération algérienne de natation (FAN), Mohamed Hakim Boughadou, a été réélu à la tête de l'instance fédérale pour le mandat olympique 2021-2024, lors de l'assemblée générale électorale (AGE), tenue samedi à Alger. Unique candidat à sa propre succession, Boughadou a obtenu 45 voix des 50 membres présents à l'assemblée générale.

Les membres de l'AG ont également procédé à l'élection du bureau fédéral, composé de dix (10) membres.

Nouvelle composante du bureau fédéral de la FAN :

- Mohamed Hakim Boughadou : Président (45 voix)
- Nefsi Mohamed Farouk : membre (39 voix)
- Ait Abdesselam Naima : membre (36 voix)
- Sayah Malik : membre (36 voix)
- Ouled Haimouda Abdelhalim : membre (34 voix)
- Ikhllef Ali : membre (34 voix)
- Yahia Chérif Mohamed : membre (33 voix)
- Nait-Bahloul Tounsia : membre (31 voix)
- Birouk Fayçal : membre (31 voix)
- Benkedadra Sid Ahmed : membre (31 voix)
- Yadi Kamal Nouri : membre (30 voix).

FÉDÉRATION ALGÉRIENNE DE TENNIS

Mohamed Sofiane Yousfi nouveau président

Le président de la Ligue de Bejaia, Mohamed Sofiane Yousfi, a été élu nouveau président de la Fédération algérienne de tennis (FAT) pour le mandat olympique 2021-2024, lors de l'Assemblée générale électorale (AGE), tenue samedi à Alger.

Mohamed Sofiane Yousfi a récolté 15 voix sur les 31 prononcées lors des travaux de cette AGE, alors que le second candidat Nacereddine Benhabiles, président de la Ligue algéroise, a obtenu 13 voix. Trois (03) bulletins sont déclarés nuls. Les travaux de ce rendez-vous ont été supervisés par le représentant du ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS), Abderrazek Belkadi, en présence d'un huissier de justice. "Je remercie les membres de l'AG pour leur soutien et leur sens de responsabilité. Maintenant, il est de notre devoir de relever le défi et de construire un projet réel pour le tennis algérien. Nous devons penser à la nouvelle génération et faire honneur à ce pays. Il faut partir sur des bases sereines avec une grande détermination", a déclaré Yousfi, fraîchement élu. Mohamed Sofiane Yousfi (52 ans) chef d'entreprise privée, a estimé qu'il y a plusieurs volets qui doivent être améliorés.

"Maintenant, la priorité est de mettre en place une gouvernance qui s'appuie sur de la compétence et un personnel qualifié et avec des outils très modernes de communication. Plusieurs autres ateliers sont également au programme, notamment la formation et les jeunes talents, un Centre d'entraînement pour l'élite, le corps médical, le corps arbitral et le management. Nous allons travailler aussi pour développer le beach-tennis à travers le territoire national", a expliqué le natif de Bejaia.

Outre Mohamed Sofiane Yousfi, l'AG a procédé à l'élection du nouveau Bureau fédéral, composé de sept (7) membres, pour le mandat olympique 2021-2024.

Composante du Bureau fédéral :

- Président : Mohamed Sofiane Yousfi
- Membres : Tahar Azzi (21 voix), Nabil Cheriak (19 voix), Idris Mohammed Kerroum (17 voix), Oussama Masmoudi (17 voix), Mourad Benguerroua (17 voix), Hocine Cheghib (17 voix), Nabila Bouchabou (16 voix) .

APS

CYCLISME/CHAMPIONNATS D'AFRIQUE SUR PISTE (2^E J) Deux médailles d'or pour l'Algérie

La sélection algérienne de cyclisme a décroché deux médailles d'or supplémentaires, jeudi lors de la deuxième journée des Championnats d'Afrique 2021 de cyclisme sur piste qui se déroulent au Caire (Egypte).

Les deux médailles d'or ont été décrochées par Nesrine Houili aux épreuves de poursuite individuelle et Kerine (juniors/filles). L'Algérie totalise désormais six médailles au rendez-vous caïrote (4 or, 1 argent et 1 bronze), puisque mercredi, deux médailles d'or ont été remportées par Nesrine Houili (17 ans) aux épreuves de 500 mètres et Scratch.

De son côté, la sélection algérienne de poursuite par

équipes (élite messieurs), composée de Youcef Reguigui, Lotfi Thambaz, Hamza Yacine et Yacine Chalel, a décroché la médaille d'argent. A l'épreuve de vitesse olympique (élite messieurs), les Algériens Oussama Cheblaoui, Nassim Saïdi et Hamza Yacine ont remporté la médaille de bronze.

La sélection nationale est présente au pays des "Pharaons" avec un total de 16 cyclistes, dont deux juniors (filles).



L'Algérien Cherki en bronze

L'Algérien Salah-Eddine Cherki a remporté la médaille de bronze aux épreuves de poursuite individuelle (juniors garçons), jeudi lors de la deuxième journée des Championnats d'Afrique 2021 de cyclisme sur piste qui se déroulent au Caire (Egypte).

Le total de la récolte algérienne pour cette deuxième journée s'élève à trois médailles dont deux en or, remportées plus tôt par Nesrine Houili aux épreuves de

poursuite individuelle et Kirine (juniors/filles).

L'Algérie totalise ainsi sept médailles au rendez-vous caïrote (4 or, 1 argent et 2 bronze), puisque mercredi, deux médailles d'or ont été remportées par Nesrine Houili (17 ans) aux épreuves de 500 mètres et Scratch.

De son côté, la sélection algérienne de poursuite par équipes (élite messieurs),

composée de Youcef Reguigui, Lotfi Thambaz, Hamza Yacine et Yacine Chalel, a décroché la médaille d'argent. A l'épreuve de vitesse olympique (élite messieurs), les Algériens Oussama Cheblaoui, Nassim Saïdi et Hamza Yacine ont remporté la médaille de bronze.

La sélection nationale est présente au pays des "Pharaons" avec un total de 16 cyclistes.

ESCRIME - COUPE DU MONDE (SABRE)

L'Algérienne Benadouda atteint le tableau des 128

La sabreuse algérienne Chaïma Benadouda a atteint vendredi le tableau des 128 de l'étape de Budapest comptant pour la Coupe du monde, où elle a été éliminée par la Japonaise Ayaka Mukae sur le score de 15 touches à 5. Ce parcours a valu à l'escrimeuse algérienne de terminer à la 110e place, sur un total de 170 athlètes engagées, tandis que ses compatriotes Zohra Nora Kehli et Kaotihar Mohamed-Belkebir ont pris respectivement les 142e et 151e positions. En poules, Benadouda a réussi à s'extirper d'un groupe composé de l'Américaine Chloe Fox-Gitomer, la Kazakhe Karina Dospay, la

Russe Svetlana Sheveleva, l'Égyptienne Nour Montaser et la Française Faustine Clapier, grâce à ses victoires contre ces deux dernières (5-4 et 5-2). De leur côté, Kehli et Mohamed-Belkebir ont été éliminées dès la phase de poules. De même que le sabreur Akram Bounabi chez les garçons, qui a pris la 169e place sur un total de 188 athlètes. A noter que cette épreuve, la première en escrime depuis la suspension des compétitions en raison du Covid-19, donne accès au tournoi qualificatif pour les Jeux Olympiques de Tokyo, prévu au mois d'avril prochain en Egypte.

AG ÉLECTIVE DE LA FÉDÉRATION ALGÉRIENNE DE BOXE

Deux candidats en lice pour le poste de président (FAB)



Deux candidats seront en lice pour le poste de président de la Fédération algérienne de boxe (FAB), en vue de l'assemblée générale électorale (AGE) qui aura lieu le 18 mars à Alger, a appris l'APS jeudi de l'instance fédérale.

Il s'agit de Fazil Ferhat, ex-membre fédéral lors du mandat olympique 2013-2016 et Youcef Khelifi, président de la ligue de Bejaia et ex-président du directoire, installé le 11 octobre dernier pour gérer les affaires courantes de la FAB.

La Commission de candidatures, présidée par Drif Slim, a validé jeudi les dossiers de deux candidats au poste de

président de la FAB et 24 dossiers de candidature pour la représentation au sein du bureau fédéral, en présence du représentant du ministère de la Jeunesse et des Sports.

La commission de recours siègera vendredi et samedi pour établir la liste finale des candidats, précise la même source. Lors de l'assemblée générale ordinaire (AGO) tenue samedi dernier, les bilans moral et financier de l'exercice 2020 ont été rejetés par les membres de l'AG. Le bilan moral a été rejeté par 20 votants alors que 17 l'ont approuvé. Par contre, le bilan financier a enregistré 29 voix contre et 9 pour.

LUTTE-JO-2020

Le Tournoi préolympique "Afrique-Océanie" délocalisé en Tunisie (UWW)

Le tournoi préolympique de luttes associées "Afrique-Océanie", initialement programmé à El Jadida au Maroc, a été délocalisé en Tunisie (2-4 avril), selon le nouveau calendrier établi samedi par l'Union mondiale de lutte (UWW).

"Vous le savez tous, la situation due à la pandémie de la Covid-19 est toujours délicate dans bon nombre de pays à travers le globe. La situation au Maroc n'y échappe pas, ce qui rend les choses très difficiles pour l'organisation du tournoi Afrique-

Océanie, qualificatif aux Jeux olympiques de Tokyo", indique l'UWW sur une correspondance envoyée aux fédérations affiliées dont l'APS détient une copie.

Pour les Championnats d'Afrique 2021 (cadets, juniors et seniors), prévus du 6 au 11 avril à El Jadida (Maroc), la correspondance de l'UWW indique qu'ils seront "probablement" décalés au mois de juin dans la même ville. Initialement prévu en mars 2020, le tournoi "Afrique-Océanie" avait été reporté une première fois suite

FÉDÉRATION ALGÉRIENNE DU SPORT UNIVERSITAIRE

Assemblée générale électorale le 8 avril prochain

La Fédération algérienne du sport universitaire (FASU) tiendra son assemblée générale électorale, en vue du cycle olympique 2021-2024, le 8 avril prochain (10h00) à l'Institut supérieur des sciences et de la technologie des sports de Ain Bénian (Alger), a-t-on appris jeudi auprès de l'instance algérienne chargée du sport universitaire.

Avant ce rendez-vous électoral, les membres de l'assemblée générale devront se réunir, en session ordinaire le 27 mars courant à l'Institut de Ain Bénian, en vue d'examiner les bilans moral et financier du mandat écoulé.

A cette occasion, les participants à l'AG ordinaire procéderont à l'élection des membres des trois commissions (candidatures, recours et passation de consignes) dans l'optique de la tenue de l'AG électorale.

APS

ÉLECTIONS DE CAF Le Sud-Africain Patrice Motsepe élu président par acclamation

Le Sud-Africain Patrice Motsepe, unique candidat en lice, a été élu vendredi, par acclamation, président de la Confédération africaine de football (CAF), l'occasion de la 43^e assemblée générale de l'instance continentale, tenue à Rabat (Maroc).

«C'est un immense honneur pour moi», a dit l'homme d'affaires de 59 ans, en saluant «l'unité» de l'organisation.

Le propriétaire du club sud-africain de Mamelodi Sundowns succède ainsi au Malgache Ahmad Ahmad, suspendu de ses fonctions à l'été 2019, avant la fin de son mandat pour plusieurs violations éthiques, dont la «distribution de cadeaux» et le «détournement de fonds».

Propriétaire du club sud-africain de Mamelodi Sun-



downs, Motsepe (59 ans) est le 8^e président de l'histoire de la CAF, alors que les observateurs ne donnaient pas cher de sa peau.

En effet, l'ancien président de la Fédération ivoirienne Jacques Anouma, ou encore le président de la Fédération sénégalaise Augustin Senghor, étaient considérés comme des favoris en puissance, jusqu'à l'entrée en jeu du président de la Fédération internationale (Fifa) Gianni Infantino, le tout orchestré par le patron de la

Fédération marocaine, Faouzi Lekjaâ, qui ont changé le cours de ces élections, dans ce qui est désormais devenu d'appeler le «consensus de Rabat».

Les trois autres candidats : le Sénégalais Augustin Senghor, le Mauritanien Ahmed Yahya et l'Ivoirien Jacques Anouma, se sont retirés tour à tour, pour se ranger derrière la candidature de Motsepe, tout en obtenant en contrepartie la garantie de postes, respectivement, de premier et second vice-présidents et de conseiller du pré-

sident, avec un «programme commun». «Vous avez tous la même vision aujourd'hui, c'est la célébration de cette unité», a déclaré le président de la Fifa Gianni Infantino à l'ouverture des travaux.

«Ensemble on gagne (...) Le foot c'est un sport d'équipe, la valeur la plus importante du foot c'est l'esprit d'équipe», a-t-il dit en réponse au mouvement de grogne soulevé parce que certains considéraient comme un interventionnisme de la Fifa.

ELECTIONS DU CONSEIL DE LA FIFA Zetchi retire sa candidature



Le président de la Fédération algérienne de football (FAF) Kheireddine Zetchi, a décidé de retirer sa candidature aux élections du Conseil de la Fédération internationale (Fifa), prévues ce vendredi à Rabat (Maroc), en marge de l'assemblée générale électorale (AGE) de la Confédération africaine (CAF), a annoncé la FAF dans un communiqué.

«Le Président de la FAF a choisi la voie de la sagesse en décidant de retirer sa candidature au poste de membre du Conseil de la Fifa.

Entre le rejet de sa candidature, le 26 janvier 2021, par l'organe chargé de l'examen des candidatures de l'instance du football internationale, et sa réhabilitation, par le Tribunal Arbitral du Sport (TAS) de

Lausanne le 5 mars 2021, Zetchi n'a pu effectuer sa campagne électorale convenablement et défendre ainsi les chances de l'Algérie de figurer au sein du Conseil de la Fifa», a indiqué la FAF sur son site officiel.

A l'issue de ce retrait, les deux places mises en jeu dans le groupe linguistique arabophone, lusophone, et hispanophone, pour faire partie du Conseil de la Fifa, reviennent ainsi au Marocain Faouzi Lekjaâ et l'Égyptien Hani Abo Rida, ce dernier brigait un deuxième mandat.

«La FAF continuera avec la même passion à contribuer au développement du football continental à travers les Commissions de la CAF, où l'Algérie est fortement représentée», conclut l'instance fédérale.

LIGUE 1 (CR BELOUIZDAD) Le directeur du pôle compétitif Kourichi annonce sa démission

Le directeur du pôle compétitif du CR Belouizdad (Ligue 1 algérienne de football), Taoufik Kourichi, a annoncé vendredi sa démission de son poste, tout en justifiant sa démarche par sa mauvaise relation avec l'entraîneur français Franck Dumas.

«Le courant ne passait plus entre moi et l'entraîneur Franck Dumas, on n'échange plus, on ne communique plus, ça ne pouvait pas continuer comme ça.

J'ai préféré me retirer pour lui laisser champ libre et gérer son équipe comme il le veut, peut-être je le dérangeais, il ne fallait pas oublier que j'avais une casquette de dirigeant et même de technicien», a indiqué Kourichi sur les ondes de la radio nationale. Le départ de Kourichi intervient au moment pour le

Chabab, champion d'Algérie sortant, traverse une crise de résultats, que ce soit en championnat ou bien en Ligue des champions d'Afrique, en alignant six matchs sans victoire dans les deux compétitions.

«J'ai demandé à rencontrer le président du club Charaf-Ed-dine Amara, et je lui est affiché ma démission de quitter le club par rapport à cette tension qui existe aujourd'hui.

J'aurais aimé continuer dans ce projet, mais c'était impossible de continuer à collaborer, j'ai préféré me sacrifier dans l'intérêt de l'équipe.

J'ai passé 14 mois au CRB, j'ai réussi dans certaines opérations et j'ai échoué dans d'autres».

En dépit de la mauvaise passe que traverse le CRB, le désormais ancien dirigeant du club



phare de Laâquiba a estimé que l'équipe avait les moyens de «rebondir» prochainement.

«Il n'y a pas feu en la demeure. C'est vrai que nous traversons une période difficile

en matière de résultats, mais il y'a un bon groupe en place qui a les moyens de rebondir, il faudra juste apporter quelques réglages». Avant de conclure : «Maintenant, je vais prendre

du recul. Depuis mon arrivée au Chabab, je n'ai jamais pris de congé. Je pars avec le sentiment du devoir accompli, j'ai la conscience tranquille».

Le CRB sera au rendez-vous ce vendredi après-midi avec le derby algérois face au MC Alger, au stade du 5-juillet (15h00), dans le cadre de la 17^e journée du championnat.

LIGUE 2 (5E J) Le RC Arbaâ, l'USM Annaba, et le MCB Oued Sly prennent les commandes

Le RC Arbaâ (Gr. Centre), l'USM Annaba (Gr. Est), et le MCB Oued Sly (Gr. Ouest), se sont emparés de la tête du classement de leurs groupes respectifs, à l'occasion de la 5^e journée du championnat de Ligue 2 de football, disputée jeudi.

Dans le groupe Centre, le RC Arbaâ a confirmé ses ambitions en infligeant une lourde défaite à la JSM Béjaïa (4-0).

Le RC Kouba qui partageait le fauteuil de leader en compagnie du RCA, avant cette journée, a été accroché en déplacement par l'IB Lakhdarria (2-2), alors qu'il menait au score (2-0).

Le club algérois a terminé la partie en infériorité numérique après l'expulsion du défenseur Boumaïza.

L'ES Ben Aknoun a réalisé, quant à elle, une excellente opération en allant s'imposer du côté de la Villa des Roses face à l'USM Blida (1-0).

Le nouvel entraîneur blidéen Kamel Mouassa échoue ainsi à mener son nouveau club vers son premier succès de la saison.

C'est la seule victoire à l'extérieur dans ce groupe Centre, au moment où le WR M'sila reste scotché à la dernière place au classement avec 0 point.

A l'Est du pays, l'USM Annaba, difficile vainqueur face au MCE Eulma (1-0), a profité de la surprenante défaite à domicile de l'ex-leader l'US Chaouia, réduit à dix, devant le DRB Tadjenanet (0-1), pour prendre les commandes.

Le HB Chelghoum Laïd aurait pu occuper le poste de dauphin conjointement avec le DRBT et l'USC, mais le match nul concédé dans le temps additionnel face à l'USM Khenchela (2-2), a privé le HBCL de trois précieux points.

En bas du tableau, les malclassés se sont révoltés lors de cette journée en réalisant des précieux succès, il s'agit du MO Constantine, de l'AS Khroub, et du MSP Batna.

Enfin, dans le groupe Ouest, le MCB Oued Sly s'est emparé seul de la tête du classement, grâce à sa victoire à domicile face au RCB Oued Rhiau (2-1).

L'ancien co-leader l'ASM Oran, n'a pas fait mieux qu'un match nul sur le terrain du SC Aïn Defla (1-1).

Cette journée a été marquée par trois matchs nuls : SC Aïn Defla - ASM Oran (1-1), CR Témouchent - JSM Tiaret (0-0), et l'RB El Kerma - OM Arzew (2-2).

Le dernier match de la poule Ouest mettra aux prises vendredi (15h00) les deux derniers au classement : le CRB Aïn Oussera à l'US Remchi.

LIGUE 1 - MC ORAN

Pari sur le "mercato" pour réduire la masse salariale de l'équipe

La direction du MC Oran compte profiter du prochain "mercato", devant débiter vendredi, pour revoir à la baisse la masse salariale de son équipe pensionnaire de la Ligue 1 de football en raison de la crise financière dans laquelle se débat le club, a-t-on appris mercredi de ce dernier.

Selon cette source, un accord a été trouvé entre les responsables du club et l'entraîneur Kheïreddine Madoui pour la libération de pas moins de cinq joueurs "qui touchent de gros salaires mais qui n'ont pas apporté le plus escompté".

La direction des "Hamraoua" table sur cette démarche pour faire face aux difficultés financières du club, surtout en ces temps de disette où les subventions émanant des autorités locales ainsi que des sponsors ont sensiblement diminué, précise-t-on encore, révélant au passage que la masse salariale de l'équipe première est estimée cette saison à 40 millions de dinars mensuellement.

Parmi les joueurs mis sur la liste des libérés, il y a les deux ex-attaquants du MC Alger, Hichem Nekkache et Walid Derrardja, arrivés l'été dernier au MCO contre des salaires jugés "exorbitants", comme l'a souligné dans une récente déclaration à l'APS, Rafik Cherrak, responsable de la communication et de marketing.

Les dirigeants des "Rouge et Blanc" espèrent que les négociations qui seront engagées dans les prochains jours avec les joueurs concernés soient couronnées de succès, pour que la situation financière du club ne se complique pas davantage.

Laquelle situation était derrière la résiliation du contrat de l'ex-entraîneur de l'équipe, le Français Bernard Casoni, en janvier dernier, tout en encaissant deux salaires supplémentaires en guise d'indemnités, rappelle-t-on. Le MCO traverse une période faste depuis quelque temps.

L'équipe reste sur quatre victoires de rang, lui ayant permis de se hisser en tête du classement qu'elle partage avec l'ES Sétif (30 pts chacune), mais avec deux matchs de plus pour les Oranais.

Les protégés de Madoui auront l'occasion, samedi prochain (15h00), de signer une cinquième victoire de suite en accueillant le CA Bordj Bou Arréridj, la lanterne rouge avec seulement 4 unités, dans le cadre de la 17e journée.

BRÉSIL

Le stade Maracana va devenir le stade Roi Pelé

Le mythique stade Maracana va changer de nom, après que l'Etat de Rio de Janeiro a voté mardi pour changer son nom officiel en stade Edson Arantes do Nascimento - Roi Pelé.

Agé de 80 ans, Pelé a joué plusieurs fois dans ce stade pour le Brésil et y a inscrit son 1000e but en 1969, sous les couleurs de Santos, contre Vasco da Gama.

"C'est un hommage fort à un homme reconnu dans le monde entier pour son héritage laissé dans le football brésilien et pour les services rendus à notre pays", a déclaré le député responsable du projet.

Le stade porte depuis longtemps le nom de Mario Filho, un journaliste qui a fait pression pour sa construction dans les années 1940.

L'Etat a déclaré que le stade serait renommé mais que le grand complexe sportif autour du terrain pouvait conserver son nom actuel.

La plupart des Brésiliens appelle ce stade le Maracana, faisant ainsi référence au quartier dans lequel il se trouve. Le gouverneur de l'Etat de Rio doit donner son feu vert au changement de nom, qui n'a pas été salué par les fans de football.

Certains ont dit que Mario Filho méritait plus cet honneur, tandis que d'autres ont fait valoir que le lauréat devrait être issu de Rio.

Ce n'est pas le cas de Pelé, qui est né dans l'Etat de Minas Gerais et a vécu la majeure partie de sa vie dans l'Etat de Sao Paulo.

APS

QUALIF. CAN-2021 - ZAMBIE

23 joueurs locaux convoqués pour un 2^e stage à Lusaka

L'entraîneur de la Zambie, Milutin "Micho" Sredojevic a convoqué 23 joueurs locaux pour la deuxième semaine de préparation en prévision des deux dernières rencontres des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations Cameroun-2021, contre l'Algérie et le Zimbabwe fin mars, a indiqué la Fédération zambienne de football.

Micho a maintenu la majeure partie des joueurs locaux qui ont pris part au premier regroupement qui s'est terminé mardi dernier à Lusaka.

Le technicien serbe, qui avait déjà nommé une présélection de 33 joueurs dont 16 évoluant à l'étranger lors du premier stage, a gardé la porte ouverte à d'éventuelles convocations de dernière minute.

Les joueurs entameront la seconde semaine de préparation à Lusaka après la journée du championnat zambien prévue ce week-end.

Les joueurs basés à l'étranger rejoindront le reste du groupe lors de la fenêtre internationale de la FIFA.

La Zambie accueillera l'Algérie le 25 mars au National Heroes Stadium



avant de se rendre au Zimbabwe pour la dernière rencontre du groupe H quatre jours plus tard. L'Algérie (qualifiée) est en tête du groupe H avec 10 points

devant le Zimbabwe avec cinq points.

Les "Zèbres" du Botswana ont quatre points tandis que la Zambie est lanterne rouge avec trois

points. Les deux premiers se qualifient à la phase finale de la CAN-2021, décalée à 2022 en raison de la pandémie de coronavirus.

COUPE DE LA CAF

L'ESS tenue en échec, la JSK s'impose sur le fil

Les deux représentants algériens en Coupe de la Confédération de football (CAF) : l'ES Sétif et la JS Kabylie, ont connu mercredi soir des fortunes diverses, à l'occasion de la 1re journée de la phase de poules.

Dans un match disputé exceptionnellement au stade international d'Accra (Ghana), l'ES Sétif, versée dans le groupe A, s'est heurtée à une accrocheuse formation d'Orlando Pirates, très bien organisée (0-0), alors que la JS Kabylie (Groupe B), a réalisé l'essentiel en s'imposant sur le fil au stade du 1er novembre de Tizi-Ouzou face aux Camerounais de Coton Sport (1-0). Les Sétifiens, peu inspirés sur le plan offensif, ont raté une belle occasion de décrocher leurs trois premiers points dans cette épreuve.

Cette rencontre qui devait avoir lieu au stade du 8-mai 1945 de Sétif, a été délocalisée au Ghana en raison des risques liés au variant sud-africain du Covid-19.

De son côté, la JS Kabylie a dû attendre les dernières minutes de la partie, pour arracher la victoire, grâce à un but signé le défenseur Badred-



dine Souyad (88e). Les Camerounais ont terminé la partie en une infériorité numérique après l'expulsion du défenseur Goni Ali (73e).

Lors de la 2e journée, prévue mer-

credi 17 mars, l'Entente se déplacera en Egypte pour défier les Libyens du Ahly Benghazi, alors que la JSK se rendra à Lusaka pour croiser le fer avec les Zambiens de NAPSA Stars.

LIGUE 2 AMATEUR

Djamel Menad (USMH) suspendu 2 matchs (LNFA)



L'entraîneur de l'USM El Harrach Djamel Menad a écopé de deux matchs de suspension fermes pour "mauvais comportement" lors de la défaite (1-0) face au RC Kouba samedi dernier en match de la quatrième journée de Ligue 2 groupe Centre, a indiqué la Ligue nationale de football amateur mercredi.

Récidiviste, Djamel Menad devra en outre payer une amende de 15.000 DA.

De son côté, le président du RC Kouba Rafik Chaabane est convoqué par la commission de discipline

de la LNFA le dimanche 14 mars 2021 à 10h00.

D'autre part, le joueur de DRB Tadjenanet Hamida Mohamed est condamné à 4 matchs de suspension dont 2 matchs avec sursis + 25.000 DA d'Amende pour "comportement antisportif envers officiel de match".

Les entraîneurs Benslimani Abdelhakim (CRBT) et Sefraoui Nassim (IRBEK) ont écopé chacun d'un match de suspension ferme + 15.000 DA d'Amende pour "contestation de décision".

FOFANA CIBLÉ PAR MAN UNITED

A la recherche d'un défenseur central pour la saison prochaine, les dirigeants de Manchester United songeraient désormais à tenter leur chance pour déboucher le jeune Wesley Fofana de Leicester City. Arrivé l'été dernier à Leicester City en provenance de l'AS Saint-Etienne, Wesley Fofana n'a pas mis longtemps à s'imposer comme l'un des meilleurs défenseurs centraux de Premier League. Au point d'attirer les convoitises désormais. Notamment celle de Manchester United. Les Red Devils aimeraient recruter le jeune joueur français rapporte TeamTalk ce samedi. D'ailleurs, cet intérêt est partagé par un ancien du club : « J'adorerais voir Manchester United recruter Fofana », a déclaré Owen Hargreaves.



MANCINI CONVOITÉ PAR MANCHESTER UNITED ET CHELSEA

Manchester United et Chelsea surveillent tous les deux le défenseur de la Roma Gianluca Mancini, selon des informations de la presse italienne.

A la recherche d'un défenseur central, Manchester United et Chelsea seraient en concurrence pour le défenseur de l'AS Roma, Gianluca Mancini. Les Red Devils cherchent un partenaire à Harry Maguire alors que les Blues veulent en faire de même pour Thiago Silva. Au sein du club londonien, le défenseur italien est même vu comme un potentiel successeur de l'international brésilien.

Le média italien CalcioMercato rapporte qu'Everton et son manager Carlo Ancelotti suivraient attentivement les performances de Mancini qui a progressé dans les rangs de la Louve aux côtés de Chris Smalling, l'ancien défenseur de Manchester United. Sous contrat jusqu'en juin 2024 avec son club, Gianluca Mancini pourrait faire l'objet d'une offre de 30 millions d'euros. A ce prix-là, les dirigeants romains pourraient se laisser tenter par une vente... En cas d'échec sur ce dossier, Manchester United suivrait également la piste de Wesley Fofana.

JOAO FELIX RELANÇÉ PAR MAN CITY

Déjà convoité il y a deux ans avant que le joueur ne choisisse de rejoindre l'Atletico Madrid, Joao Felix pourrait être relancé par Manchester City lors du mercato estival 2021.

Joao Felix serait de nouveau dans le radar de Manchester City. Pep Guardiola verrait dans le jeune attaquant portugais le parfait successeur de Sergio Agüero à la pointe de son attaque même si son profil n'est pas exactement le même. Cette saison d'ailleurs, privé de son attaquant argentin, le manager des Citizens a opté pour plusieurs formules. Tour à tour, Kevin De Bruyne, Raheem Sterling ou encore Gabriel Jesus ont occupé le poste vacant.

C'est dans cette optique que Pep Guardiola aimerait recruter l'attaquant de l'Atletico Madrid. Selon des informations rapportées par Eurosport, les dirigeants des Citizens auraient déjà effectué des approches auprès de l'entourage du joueur. Joao Felix qui n'a été titularisé qu'à 13 reprises en Liga pourrait ne pas être insensible aux offres de Manchester City. Reste à savoir si l'Atletico Madrid voudra vendre son joueur valorisé 120 M€ et sous contrat jusqu'en juin 2026 avec les Colchoneros.



KAMARA DANS LE VISEUR DE TUCHEL

Ancien entraîneur du PSG, Thomas Tuchel avait flashé pendant sa période parisienne pour le milieu de terrain de l'OM, Boubakar Kamara. Le manager de Chelsea pourrait tenter sa chance lors du prochain mercato estival. Déjà envisagé dans le passé par Frank Lampard, Boubakar Kamara serait toujours dans le viseur de Chelsea à travers son nouveau manager Thomas Tuchel. Romain Canuti, journaliste du site spécialisé sur l'actualité de l'Olympique de Marseille, Le Phocéen, confirme l'intérêt du manager allemand : « Des informations que l'on a, il y a Chelsea qui pourrait se positionner l'été prochain. Parce que c'est un profil qui plaisait beaucoup à Thomas Tuchel, il a gardé son nom dans un coin de la tête, ça pourrait revenir, c'est un peu dans les discussions » a-t-il déclaré.

HARRY KANE EST EN FEU !

Auteur de deux nouveaux buts hier soir lors du huitième de finale aller de Ligue Europa, Harry Kane n'en finit plus d'effleurer les compteurs statistiques.

Mbappé, Haaland et Lewandowski enflamment l'Europe ? Oui, et Harry Kane rajoute de l'huile sur le feu.

Le meilleur buteur de la Coupe du monde 2018 a étoffé sa panoplie cette saison puisqu'il empile les buts mais également les passes décisives. Il est en effet le joueur de Premier League qui a mis le plus de buts toutes compétitions confondues (26) mais également celui qui a délivré le plus d'offrandes (16).

Les Spurs, qui patagent à la 7e place du championnat anglais, pourraient profiter de la grande forme de l'attaquant anglais pour aller décrocher cette Ligue Europa.



EDEN HAZARD, ONZIÈME RETOUR

Et si c'était en fin la bonne pour Eden Hazard ? C'est du moins ce qu'on espère pour l'attaquant, qui passe plus de temps à l'infirmerie que sur les pelouses depuis qu'il a signé au club. Comme le fait remarquer AS, c'est déjà la onzième fois que l'ancien de Chelsea effectue son retour après une blessure. Pour autant, Zidane reste optimiste et ne désespère pas de voir son joueur au maximum de ses capacités à l'avenir. L'entraîneur l'a d'ailleurs déclaré hier en conférence de presse : "Eden a eu ses problèmes, c'est vrai. Jamais avant de venir à Madrid il n'avait eu une longue blessure. Mais quand il sera au top, il va avoir un rendement impressionnant. Il va faire de très bonnes choses ici".

Depuis son arrivée en provenance de Chelsea lors de l'été 2018, Eden Hazard a déjà manqué 54 matchs en raison de soucis physiques divers. Cette saison, ce dernier a inscrit 3 buts en 13 apparitions, le dernier remontant au 23 janvier face à Alavés...



LÉGISLATIVES

Le Président Tebboune convoque le corps électoral pour le 12 juin 2021

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a signé jeudi un décret présidentiel portant convocation du corps électoral pour le 12 juin 2021 en vue de l'élection des membres de l'Assemblée populaire nationale (APN), indique un communiqué de la Présidence de la République.

"En vertu des dispositions de l'article 151, alinéa 02, de la Constitution, le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a signé aujourd'hui 27 Rajab 1442, correspondant au 11 mars 2021, le décret présidentiel 96-01 relatif à la convocation du corps électoral en vue des élections législatives, dont la date est fixée au samedi 12



juin 2021", précise le communiqué. Le président de la République "a également signé hier 26 Rajab 1442, correspondant au 10 mars 2021, l'ordonnance 21-01 portant loi organique relative au régime électoral". Par les législatives de 2021, Tebboune honore un autre engagement en faveur d'une nouvelle République.

LIBYE

Le Président Tebboune se félicite de la formation du Gouvernement d'union nationale

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune s'est félicité mercredi de la formation du Gouvernement d'union nationale en Libye qui a eu le vote de confiance de la Chambre des représentants du peuple (Parlement libyen), exprimant "son soutien et sa disposition totale" à le soutenir, indique un communiqué de la Présidence de la République.

"Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune s'est félicité de la formation du Gouvernement d'union nationale en Libye, pays frère, qui a eu le vote de confiance de la Chambre des représentants du peuple", lit-on dans le communiqué, relevant que le chef de l'Etat a exprimé son soutien et sa disposition totale à soutenir ce

gouvernement, et ce dans l'espoir de mettre un terme à la division et de resserrer les rangs en vue d'assurer la réussite des échéances importantes prévues à la fin de cette année". Affirmant que l'Algérie qui n'a eu de cesse de démontrer par l'acte et la parole son soutien et sa solidarité inconditionnelle aux côtés du peuple libyen, ne ménagera aucun effort pour concrétiser la paix et la réconciliation nationale dans ce pays frère", le Président Tebboune a mis l'accent sur l'impérieuse nécessité de mettre un terme à toute forme d'ingérence étrangère pour permettre au peuple libyen frère de décider de son sort et de préserver la souveraineté, l'indépendance et l'unité territoriale de la Libye.

ALGÉRIE-FRANCE-HISTOIRE-ARCHIVES

Nombre de Français et d'Algériens pour une "excuse globale et définitive" de la France (député français)

Nombre de Français et d'Algériens sont en "attente" d'une "excuse globale et définitive" de la part de la France, soutient, mercredi, le député français et membre du Parti communiste français (PCF), Jean-Paul Lecoq, déplorant la politique "des petits pas" menée par le président français, Emmanuel Macron, sur la question mémorielle en Algérie.

"Les relations entre la France et l'Algérie sont très complexes, mais doivent être remises à plat une bonne fois pour toutes. L'idée portée par le Gouvernement français ne va pas assez loin. Si le rapport de Benjamin Stora est très intéressant, il ne constitue pas en tant que tel, une réponse à la complexité de nos relations. Beaucoup de Français, et, je pense, d'Algériens attendent une excuse globale et définitive de la part de la France", a déclaré J-P Lecoq dans un entretien exclusif à "La Patrie News".

Ce pas, a-t-il ajouté, "permettrait d'avancer enfin ensemble, de se réconcilier et de construire une relation saine, tournée vers le futur, mais qui n'ignore pas plus les blessures et les séquelles du passé", assurant que "la réconciliation franche ne pourra être faite qu'à cette condition".

Tout en rappelant qu'"en 132 ans de présence coloniale en Algérie, la France a fait subir aux Algériens les pires supplices", le député de Seine-Maritime a estimé qu'eu égard à ce passé fait de "pans entiers liés à la torture, aux disparitions forcées, aux crimes contre l'humanité et massacres, la page est impossible à tourner". Interpellé sur la reconnaissance de la "responsabilité" de la France dans l'assassinat, en 1957, de l'avocat Ali Boumedjel, le militant communiste

qualifie la stratégie du président Macron sur la question mémorielle en Algérie de "politique des petits pas", arguant de "l'absence" de remise en question globale et d'excuse quant à la colonisation française en Algérie.

Des gestes localisés et précis...

Tout en faisant état de "gestes localisés et précis sur telle ou telle affaire" de la partie française, J-P Lecoq explicite encore : "Certes, ces gestes sont importants pour l'apaisement des relations algéro-françaises, mais au fond, ce que je redoute, c'est que tant que l'on ne remet pas en cause la colonisation et ses effets de manière globale, on sous-entend qu'il y a eu du positif dans la colonisation, ce que les communistes ont toujours refusé de croire".

Et de rappeler que M. Macron avait fait la "promesse" d'une reconnaissance qui ne serait pas "un acte isolé", tout en adoptant une "stratégie de reconnaissance sujet par sujet, geste après geste, qui lui permet d'avancer doucement sans remettre en cause, de manière totale, la colonisation et son système d'oppression raciste ainsi que l'exploitation d'une main-d'œuvre considérée comme inférieure". "En tant qu'anti-impérialistes, les communistes ont toujours refusé la colonisation d'un pays par un autre, et c'est aussi l'une des racines de mon engagement pour l'autodétermination et la liberté du peuple sahraoui", relève-t-il, avant de commenter la récente décision du président français de "déclassifier" les archives de plus de 50 ans : "Comme je l'indiquais, Emmanuel Macron mène une politique de petits pas,

mais loin de moi l'idée de considérer que ces derniers sont inutiles. Je milite pour la transparence de tous les Etats, et j'accueille toute déclassification de documents comme un événement positif qui va permettre aux chercheurs et aux personnes concernées de mieux comprendre certaines zones d'ombres du passé".

A la question de savoir pourquoi ce n'est que sous la présidence d'Emmanuel Macron que la "restitution de l'histoire de l'Algérie commence à avoir gain de cause", M. Lecoq est d'avis que "la question de la colonisation commence à devenir un sujet de plus en plus +historique+ et donc de moins en moins +vécu directement+". Cela, explique-t-il, "au sens où la génération qui a vécu la Guerre d'Algérie s'éteint progressivement, laissant la place à une génération qui n'a pas vécu cela directement". Il considère, en outre, que "pour les décideurs politiques, il est plus simple d'agir maintenant plutôt qu'il y a 10 ou 20 ans", avant de soutenir que "les déclassifications sont, par exemple, moins dangereuses pour du personnel fonctionnaire, potentiellement coupable d'exactions, encore en activité. Les découvertes qui y seront faites étant moins explosives pour l'opinion publique". Et de faire observer, tristement, "un manque de courage politique douloureux", l'Etat français ayant attendu presque 60 ans après les accords d'Evian pour "avancer sereinement", avant de relativiser en "reconnaissant qu'au moins, les choses bougent enfin". Le député français soutiendra enfin que "tant que l'Etat français ne remet pas en cause la colonisation en Algérie et ailleurs, de manière globale, cela sera toujours insuffisant".

ALGÉRIE-MALI

Le chef de l'Etat malien entame une visite de travail et d'amitié en Algérie

Le chef de l'Etat malien, M. Bah N'Daw, est arrivé samedi après-midi à Alger dans le cadre d'une visite de travail et d'amitié. Il a été accueilli à son arrivée à l'aéroport international Houari-Boumediene par le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, le ministre des Affaires étrangères, Sabri Boukadoum et le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du Territoire, Kamel Beldjoud. Cette visite permettra de "passer en revue les relations bilatérales fraternelles unissant l'Algérie et le Mali, ainsi que les voies et moyens de les développer au mieux des intérêts communs des deux pays", avait indiqué un communiqué de la Présidence de la République. Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, et le chef d'Etat malien, "auront également l'occasion de faire le point sur la mise en œuvre de l'accord de paix et de réconciliation nationale, issu du processus d'Alger", avait ajouté la même source.

POLITIQUE DE NUMÉRISATION

M. Djerad : «se focaliser sur le numérique pour la construction de l'économie, "un choix stratégique" »

Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, a affirmé, samedi à Alger, que le fait de se focaliser sur le numérique et la connaissance pour la construction de l'économie se voulait "un choix stratégique" à même de garantir l'accompagnement du processus de diversification économique.

"Se focaliser sur le numérique et la connaissance pour construire l'économie, est un choix stratégique pour garantir l'accompagnement du processus de diversification économique et l'investissement dans tous les moyens disponibles et les opportunités permettant au pays de s'affranchir de sa dépendance aux hydrocarbures, en s'appuyant sur les micro-entreprises, l'économie du savoir et les startups, étant les nouveaux catalyseurs du développement", a fait savoir M. Djerad dans une allocution prononcée à l'occasion de la cérémonie de lancement officiel des services de certification et de signature électroniques au Centre international des conférences (CIC) Abdellatif Rahal".

Pour M. Djerad, la question du numérique, "prioritaire et bénéficiant d'un intérêt soutenu" dans les programmes du président de la République et du Gouvernement, "est mûrement réfléchi, au vu des avantages du numérique notamment en gain de temps et d'effort, en matière de maîtrise des échanges de données, de facilitation des opérations et transactions et d'amélioration des services".

Le Gouvernement œuvre à "la mise en place des mécanismes nécessaires à la protection des données, à la sécurisation et à la fiabilisation des opérations et transactions, devenus les principaux indicateurs du développement économique des pays", a poursuivi le Premier ministre.

Le gouvernement a adopté, à cet effet, un plan national de certification et de signature électroniques pour conférer davantage de fiabilité et de crédibilité aux services électroniques gouvernementaux, établir les responsabilités en matière d'échanges électroniques, préserver la confidentialité des données personnelles et optimiser la performance des structures publiques, en réduisant les coûts et les délais d'impression, de conservation et de délivrance des documents physiques, en vue d'éliminer la bureaucratie, a-t-il soutenu.

Il vise à assurer plus de fiabilité dans l'informatisation des échanges économiques et à faciliter leur flux, à travers la simplification de l'élaboration des documents électroniques et la généralisation du e-paiement dans les échanges commerciaux", a-t-il expliqué. Il a cité, entre autres objectifs, "l'élaboration d'une identité numérique dont la source serait une autorité de certification électronique fiable, qui constituerait une référence de toutes les informations, en particulier celles échangées en ligne, à même de permettre l'utilisation des applications numériques développées et exploitées par des départements ministériels, des instances et des établissements publics et privés en toute sécurité, pour la garantie de quatre caractéristiques de base, à savoir: l'intégrité, l'établissement des responsabilités, la fiabilité et la confidentialité".

MDN

LUTTE CONTRE LE TERRORISME

Un terroriste capturé par les services de sécurité à Tamanrasset

Un terroriste a été capturé jeudi par les services de sécurité du ministère de la Défense nationale (MDN) après avoir tenté de pénétrer clandestinement le territoire national via les frontières avec le Mali, indique samedi un communiqué du MDN. "Dans le

cadre de la lutte antiterroriste et grâce à l'exploitation de renseignements, les services de sécurité du ministère de la Défense nationale ont capturé, le 11 mars 2021, à Tamanrasset en 6^e Région militaire, le terroriste dénommé Abdelaziz Ould Mantou,

après avoir tenté de franchir clandestinement le territoire national via les frontières avec le Mali. Ledit terroriste était poursuivi pour apologie aux activités et aux groupes terroristes dans la Région du Sahel", précise la même source. "Cette opération confirme

la détermination et la vigilance de l'Armée nationale populaire à traquer les criminels à travers tout le territoire national et à couper la voie devant toute forme de soutien et d'apologie aux groupes terroristes", souligne le communiqué.